

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Cook-Chill Production Kitchen	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-133852/A	Date 2013-07-17
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-133852	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWU-009-9882	
File No. - N° de dossier PWU-3-36101 (009)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-08-09	
Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Davyduke (RPC), Katherine	Buyer Id - Id de l'acheteur pwu009
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3547 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA 340 LAURIER AVE W. OTTAWA Ontario K1A0P9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-133852

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Des changements ont été apportés, veuillez consulter le paragraphe 3 de IP01 des Instructions particulières aux soumissionnaires pour les exigences relatives au Code de conduite pour l'approvisionnement.

CE DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 Code de conduite et attestations - documentation connexe

IP02 Ouverture des soumissions

IP03 Fonds insuffisants

IP04 Web Sites

IP05 Visite des lieux

IP06 Exigence en matière de sante et sécurité

IP07 Exigence en matière de sécurité

Introduction

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Glossaire des termes

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

IS02 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - SOUMISSION

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

IS04 SOUMISSION

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

IS06 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

IS09 PRIX

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

IS13 ÉTATS FINANCIERS

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

IS15 ACCEPTATION DE LA SOUMISSION

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

IS19 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE/TAXE DE VENTE

DU QUÉBEC

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

IS25 SOUMISSIONS RETARDÉES

IS26 AVIS

IS27 SÉANCE D'EXPLICATIONS

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

SECTION 1 : EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

SECTION 2 : SÉLECTION

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

ANNEXE A : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

ANNEXE B : MODALITÉS ET CONDITIONS

ANNEXE C : CADRE DE RÉFÉRENCE

ANNEXE D: D'IDENTIFICATION DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE

ANNEXE E: FORMULAIRE DE DÉCLARATION

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des Instructions aux soumissionnaires IS02 (2013-01-28). La documentation connexe requise à cet égard aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

IP02 OUVERTURE DES SOUMISSIONS

1. Il n'y aura pas d'ouverture publique au moment de la clôture des soumissions.

IP03 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- i. annuler l'appel d'offres; ou
- ii. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- iii. négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

IP04 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

[Http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL)

Contrats Canada (Achats et ventes) <http://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes [Http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra)

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf)

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf)

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf)

Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf)

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

[Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf)

Guide des CCUA

<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

IP05 VISITE FACULTATIF DES LIEUX

Il y aura une visite des lieux le 26 juillet 2013 à 10 h HAR. Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à Barrière principale, Établissement de Bowden, route QEII sud, Bowden (Alberta).

La visite des lieux facultatif est pour ce projet. La signature du représentant du soumissionnaire sera requise sur le formulaire de présence.

IP06 SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES

1.1 Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :

- 1.1.1 un énoncé de tarification des primes de la Commission des accidents du travail - Alberta, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
- 1.1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
- 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.

1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

IP07 EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

1. **Ce document contient une exigence en matière de sécurité laquelle est obligatoire pour toute la durée du contrat subséquent** (à l'article CS04 des conditions supplémentaires ci-incluses)

Introduction

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les soumissionnaires qualifiés en conception-construction (c-c) à concevoir, construire et mettre en œuvre les installations et les services de cuisine conformément aux exigences de la demande de propositions (DP).

L'objectif de la présente DP vise à retenir les services d'un entrepreneur individuel ou d'une co-entreprise pour l'exécution de tous les travaux de c-c pour le Centre de production alimentaire de l'établissement Bowden, Bowden (Alberta). L'utilisation de la méthode de prestation des services c-c, une gamme complète de services d'entrepreneurs et d'experts-conseils professionnels sera nécessaire pendant les phases de conception et de construction du projet. Les travaux consistent, entre autres, en la conception et la construction d'un centre de production alimentaire, décrits en détail dans l'énoncé de projet. *AVIS IMPORTANT : Des nouvelles mesures connexes au code de conduite et certifications faisant partie des documents d'invitation à soumissionner exigent une intervention.*

AVIS IMPORTANT: Prêter une attention particulière aux nouvelles mesures du Code de conduite et attestations contenues dans le document d'invitation.

Il s'agit d'un processus de sélection en une seule phase. La présente DDP énonce les exigences du projet, c.à.d. les caractéristiques de ce dernier et la vaste portée des services requis par l'entrepreneur.

Selon leur analyse des exigences du projet et les compétences et capacités au sein de leur entreprise, les soumissionnaires présentent des soumissions pour le service, en indiquant les prix.

Les soumissionnaires décrivent leurs compétences et les services qu'ils proposent dans la partie " Offre technique " de la proposition (première enveloppe). Il faut envoyer la " Partie technique ", qui comprend le prix proposé et la garantie de soumission, dans une enveloppe scellée (deuxième enveloppe).

La partie technique des soumissions concurrentielles est évaluée par le comité d'évaluation technique sans que le prix soit indiqué. L'évaluation repose sur un ensemble de critères, d'éléments et de facteurs de nominale préétablis. Les soumissions se voient accorder des notes chiffrées à la fin du processus d'évaluation technique.

Les enveloppes de prix correspondant à toutes les soumissions recevables seront examinées à l'achèvement de l'évaluation technique. Le prix soumis par les soumissionnaires doit être divisé par la note technique pour établir le coût par point de la soumission. Le soumissionnaire avec le coût par point le plus bas sera recommandé pour l'attribution du contrat.

En cas d'égalité, le soumissionnaire ayant plus de points techniques sera recommandé pour l'attribution de contrat

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Glossaire des termes

1. Dans la présente DDP, on entend par :

Équipe du soumissionnaire : Équipe comprenant l'entrepreneur principal, l'expert-conseil principal, les spécialistes et les autres entreprises ou sous-traitants, y compris le soumissionnaire, qui sont proposés par le soumissionnaire pour exécuter ou fournir tous les services, les documents, la main-d'œuvre, les matériaux et l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux.

Personnel clé : Le personnel, les sous-traitants et spécialistes que l'entrepreneur se propose d'affecter à ce projet.

Cote technique : La cote attribuée aux aspects techniques d'une proposition dans la procédure de sélection et servant ensuite à établir la note technique pour en tenir compte dans le pourcentage de la note totale.

Soumissionnaire : L'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les entités) qui soumet une proposition. Le soumissionnaire retenu sera l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat.

Comité d'évaluation : Le comité mis sur pied pour évaluer et coter les propositions. Les membres de ce comité constituent un échantillon suffisamment représentatif de compétences professionnelles et possèdent l'expérience voulue.

REMARQUE : L'expression " proposition " qui figure dans la présente demande de soumissions et le contrat subséquent correspond à " soumission " aux termes des modalités, des conditions et des instructions.

IS01 DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

1) Les documents qui constituent la soumission sont les suivants :

- (a) Première page de la DDP
- (b) Instructions aux soumissionnaires
- (c) Clauses et conditions précisées dans les documents contractuels
- (d) Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)
- (e) Formulaire de soumission de prix
- (f) Cadre de référence;
- (g) Toute modification publiée avant la date de clôture de l'invitation

Le fait de présenter une soumission signifie que le soumissionnaire a lu les présentes instructions et qu'il accepte de s'y conformer.

IS02 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - SOUMISSION (2013-01-28)

1. Les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les soumissionnaires doivent a) répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes de soumissions et les contrats subséquents, c) présenter des soumissions et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.
2. En outre, les soumissionnaires reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement. Le soumissionnaire devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

-
3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus, et administrateurs, sont des affiliés au soumissionnaire si:
- le soumissionnaire ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre de coentreprise, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre de coentreprise, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci le nom du propriétaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, de sociétés de personnes, d'entreprises ou d'associations de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5. Le soumissionnaire doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission de même qu'au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande de soumissions. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
6. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et élément prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
7. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

8. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette demande de soumissions. De plus, le soumissionnaire atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles ses droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
- a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou
 - b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou
 - c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou
 - d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou
 - e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou
 - f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou
 - g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou
 - h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.
9. Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation n'a pas été fournie par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de se conformer, la soumission sera déclarée non recevable.
10. Les soumissionnaires reconnaissent que le Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande de soumissions, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, ou affilié avec une entité reconnue coupable en vertu de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter:
- le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne
 - urgence;
 - sécurité nationale;
 - santé ou sécurité;
 - préjudice économique;
- Le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

IS03 CONFLIT D'INTÉRÊTS ET AVANTAGE INDU

-
- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a. le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - b. le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
 - 2) Le Canada ne considère pas, qu'en soit, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et des services similaires) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus haut.
 - 3) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante prévient le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IS04 SOUMISSION

- 1) La soumission :
 - a) doit être présentée au moyen du formulaire de soumission accessible sur le site achat et ventes ou au moyen d'une reproduction claire et lisible dudit formulaire de soumission; la reproduction doit être identique en tous points au formulaire de achat et ventes;
 - b) ne doit pas être transmise au Module de réception des soumissions par télécopieur; les documents télécopiés seront rejetés;
 - c) doit être établie en fonction des documents à soumettre indiqués ci-dessus;
 - d) doit être remplie correctement à tous égards;
 - e) doit être signée par un représentant du soumissionnaire dûment autorisé;
 - f) doit être accompagnée de :
 - (i) la garantie de soumission, comme elle est précisée aux présentes,
 - (ii) tout autre document précisé ailleurs dans la demande, où il est stipulé que lesdits documents doivent accompagner la soumission.
- 2) Toute modification aux sections prédictylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés

par la ou les personnes qui signent la soumission. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

IS05 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

- 1) Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a) ce pouvoir de signature;
- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IS06 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

- 1) Les soumissions doivent être envoyées en respectant une procédure à deux enveloppes : les soumissionnaires doivent présenter l'offre technique dans une enveloppe et l'offre de prix, y compris la garantie de soumission, dans une deuxième enveloppe. Les enveloppes doivent être adressées et transmises au bureau désigné pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse suivante :

Canada
Module de réception des soumissions, Travaux publics et Services gouvernementaux
Place Telus Nord - Étage: 5th Floor 10025, avenue Jasper
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

- 2) Avant d'envoyer sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont clairement dactylographiés ou écrits en caractère d'imprimerie dans l'espace prévu au recto de l'enveloppe de retour de la soumission

- a) Numéro de l'invitation
- b) Description et lieu
- c) Nom du soumissionnaire
- d) Heure et date de clôture

- 3) Le défaut de se conformer aux paragraphes 1 et 2 pourra entraîner la disqualification de la soumission.

- 4) Pour être jugée recevable, une proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la DDP. Le soumissionnaire qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la suite de la procédure de sélection.

IS07 MODIFICATION DES SOUMISSIONS

Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être modifiée par lettre ou par télécopie, pourvu que la modification parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limite de clôture des soumissions. La télécopie doit porter l'en-tête du soumissionnaire ou une signature qui l'identifie. La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique. N° de télécopieur : 780-497-3510

IS08 FRAIS DE DÉVELOPPEMENT D'IMMOBILISATIONS

Pour l'application de la clause CG1.8 des Conditions générales, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagements municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance de permis de construire.

IS09 PRIX

- 1) Sauf prescription contraire ailleurs dans les documents d'appel d'offres :
 - a) le prix de la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) le prix de la soumission doit exclure toute somme couvrant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), le cas échéant;
 - c) aucune protection contre les fluctuations du taux de change n'est accordée, et la soumission sera jugée non recevable;
 - d) toute demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera pas considérée et rendra la soumission irrecevable.

IS10 EXIGENCES EN MATIÈRE DE PERMIS

- 1) Les membres de l'équipe du soumissionnaire et le personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
- 2) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il est convaincu que son équipe et les membres de son personnel clé proposés respectent les exigences du paragraphe 1). Le soumissionnaire reconnaît que le Canada se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fautive ou erronée peut entraîner le rejet de la soumission, qui sera déclarée irrecevable.

IS11 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

- 1) En présentant une proposition, le proposant déclare et atteste que les personnes morales et physiques proposées dans la proposition pour assurer les services requis seront celles qui fourniront effectivement ces services dans la réalisation du projet, dans le cadre de toute entente contractuelle découlant de la présentation de la proposition. Si le soumissionnaire a proposé, pour réaliser le projet, une personne qui n'est pas à son service, il déclare que cette dernière (ou son employeur) lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre du projet à réaliser.

IS12 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

- 1) Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire qui a présenté la soumission recommandée devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, donner les noms des sous-traitants et des fournisseurs responsables de la ou des partie(s) des travaux énumérées dans ledit avis. L'entrepreneur retenu ne peut remplacer, une fois nommé, un sous-traitant par un autre sans en avoir obtenu l'autorisation écrite du Canada.

IS13 ÉTATS FINANCIERS

- 1) Afin de s'assurer que le soumissionnaire a la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, l'autorité contractante se réserve le droit de consulter, au cours de la période d'évaluation de la soumission, les plus récentes données sur la situation financière du soumissionnaire. L'information financière qui devra être fournie sur demande inclut, sans toutefois s'y limiter, les plus récents états financiers vérifiés du soumissionnaire ou les plus récents états financiers certifiés par son agent financier principal.
- 2) Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada traitera ces documents de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information.
- 3) S'il advenait qu'une soumission soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le soumissionnaire n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui serait transmis.

IS14 LANGUE DE LA SOUMISSION ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 1) Les documents contractuels seront rédigés dans la même langue officielle (français ou anglais) que celle de la soumission présentée.

IS15 ACCEPTATION DE LA SOUMISSION

- 1) Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus moins-disante.
- 2) Sans limiter la portée générale du paragraphe 1) de l'IS15, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :
 - a) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être;
 - b) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c) l'égard d'opérations antérieures ou actuelles avec le gouvernement du Canada :
 - (i) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée,
 - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission,

-
- (iii) le Canada a déjà exercé ses recours contractuels de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat avec le soumissionnaire, l'un de ses employés ou de tout sous-traitant proposé dans sa soumission, ou a l'intention de le faire,
- (iv) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le juge incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)c) (iv) de l'IS15, le Canada peut tenir compte, notamment, des éléments suivants :
- a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c) la gestion générale des travaux et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du ministère et de son représentant;
 - d) l'intégrité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 1), 2) et 3) de l'IS15, le Canada peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère adéquat du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux et, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, la mesure dans laquelle chaque prix proposé tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b) la capacité du soumissionnaire à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément aux paragraphes 1), 2), 3) ou 4) de l'IS15, pour des motifs distincts de ceux exposés à l'alinéa 2)a) de la même instruction, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de 10 jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
- 6) Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice soit causé aux autres soumissionnaires.

IS16 DEMANDES D'ÉCLAIRCISSEMENT PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION

- 1) Les soumissionnaires doivent présenter leurs demandes de renseignements au sujet de la soumission par écrit à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dès que possible pendant la période des soumissions. Les demandes de renseignements devraient être reçues au moins 5 jours civils avant la date de clôture afin qu'il soit possible d'y répondre en temps opportun. Il se peut qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements reçues après cette échéance.
- 2) Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des renseignements fournis par les soumissionnaires, l'agent de négociation des contrats examinera le contenu des demandes de renseignements et décidera si des modifications sont nécessaires.

- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées pendant la période des soumissions doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent de négociation des contrats dont le nom figure sur la page couverture de la DDP. Le défaut de se conformer à cette exigence peut entraîner le rejet de la soumission.

IS17 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission. Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.
- 2) Le cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter une ou des signatures originales et provenir d'une entreprise dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L de la Politique sur les marchés Conseil du Trésor, intitulée Compagnies de cautionnement reconnues, qui est affichée sur le site Web suivant :
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>
- Le formulaire approuvé pour le cautionnement de soumission est le formulaire PWGSC-TPSGC 504 affiché sur le site Web suivant :
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>
- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, notamment :
- une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat-poste à l'ordre du receveur général du Canada;
 - des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) La lettre de change, la traite bancaire ou le mandat-poste visé à l'alinéa 17.3 doit être certifié par ou tiré sur :
- une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements;
 - une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti sans condition par Sa Majesté du chef d'une province;
 - une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
 - une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse populaire ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse populaire, lesquelles sont décrites de façon plus précise à l'alinéa 137(6)b) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
 - la Société canadienne des postes.
- 5) Si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat-poste est certifié par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat-poste confirmant que ladite institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au paragraphe 17.4.
- 6) Au sens du présent article, une lettre de change est une ordonnance inconditionnelle écrite, signée par le soumissionnaire, donnée à une institution financière agréée et obligeant ladite

institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier.

- 7) Les obligations visées à l'alinéa 17.3 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être :
- a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le Règlement sur les obligations intérieures du Canada;
 - c) enregistrées quant au montant en principal ou au montant en principal et aux intérêts au nom du Receveur général du Canada conformément au Règlement sur les obligations intérieures du Canada.
- 8) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par le Canada comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.
- 9) Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée au paragraphe 17.8 :
- a) être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur), agissant conformément aux instructions et aux demandes d'un client (le demandeur), ou en son nom propre, qui :
 - (i) verse un paiement au receveur général du Canada, en tant que bénéficiaire,
 - (ii) accepte et paye les lettres de change tirées par le receveur général du Canada,
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change,
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
 - c) porter une date d'expiration;
 - d) prévoit le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant du Ministère autorisé identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée, à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f) prévoit son assujettissement aux Règles et usances uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI no 600; en vertu des RUU relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet;
 - g) est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

IS18 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) Le soumissionnaire retenu devra déposer une garantie contractuelle, conformément à R2890D (2012-07-16) - Garantie contractuelle, indiqués aux Modalités de l'entente - A1 Document Contractuels, dans les 14 jours suivant la réception de l'avis écrit de Sa Majesté l'informant que sa soumission a été acceptée.

IS19 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE/TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

- 1) Les soumissions ne doivent pas tenir compte du montant de la TPS ou de la TVH, selon celle qui s'applique, et la TPS/TVH ne doit pas entrer en ligne de compte dans le calcul du montant de la garantie de soumission ou de la garantie contractuelle qui peuvent être exigées. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans une demande d'acompte soumise par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
- 2) Le gouvernement fédéral est exempté de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut se prévaloir d'un remboursement de la taxe sur les intrants. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement à la province de Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par eux dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

IS20 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences, permis, inscriptions, attestation, déclarations, dépôts, ou autres autorisations valides requises pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 20.1, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valide indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 20.2 donnera lieu au rejet de la soumission.

IS21 ÉVALUATION DU RENDEMENT

- 1) Les soumissionnaires doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité des travaux exécutés, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913,

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>),

SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IS22 COÛTS RELATIFS À LA SOUMISSION

- 1) Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la DDP. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais

engagés dans la préparation et la présentation d'une soumission, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa soumission.

IS23 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT (NEA)

- 1) Les fournisseurs doivent avoir un NEA avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les soumissionnaires peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web d'Accès entreprises Canada. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les soumissionnaires peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IS24 PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION

- 1) Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de la période de validité de la soumission au-delà des 60 jours visés dans les présentes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si tous les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables acceptent, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si les soumissionnaires qui ont présenté des soumissions recevables n'acceptent pas tous, par écrit, la prorogation visée au paragraphe 24.1, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - b) annuler la DDP.
- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'article 15 des Instructions aux soumissionnaires.

IS25 SOUMISSIONS RETARDÉES

1. Une soumission livrée au module de réception des soumissions désigné après la date et l'heure de clôture, mais avant l'attribution du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que Purolator Inc. fait partie de la SCP pour l'application de cet article sur les soumissions retardées. Les seules preuves acceptées par TPSGC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :
 - a) un timbre à date d'oblitération de la SCP; ou
 - b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP; ou
 - c) une étiquette Xpresspost de la SCP qui indique clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.
2. TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques, de conflits du travail ou d'autres motifs.
3. Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le soumissionnaire, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps.

IS26 AVIS

-
- 1) Le Canada devrait normalement envoyer un avis par écrit aux soumissionnaires non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion d'une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu.

IS27 SÉANCE D'EXPLICATIONS

- 1) Des explications ne seront données à un soumissionnaire que sur demande, seulement lorsque le Canada aura conclu une entente contractuelle avec le soumissionnaire retenu. Si un soumissionnaire souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devrait contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la DDP dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant du résultat de l'invitation. Les explications fournies comprendront un exposé des points forts et faiblesse de la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres soumissions. Le compte rendu peut être fait par écrit, par téléphone ou en personne.

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

SECTION 1 EXIGENCES RELATIVES AU FORMULAIRE DE SOUMISSION ET AU CONTENU

Le Canada a lancé un appel de soumissions relativement à ce projet. Toute soumission doit présenter une réponse analytique et créative qui correspond à la nature précise du projet, comme indiqué dans les cadre de référence

La soumission présentée doit comprendre deux parties, soit la *Partie 1 - Offre technique* et la *Partie 2 - Offre de prix*.

Partie 1 - " Offre technique "

- Cette partie devrait comprendre tous les documents nécessaires pour faire état de l'intégralité des aspects techniques des travaux visés par la DDP (y compris les cadre de référence. Les renseignements devraient être présentés de manière concise et complète. Elle doit être structurée en fonction des critères techniques énoncés dans les exigences de présentation. Ces critères visent à permettre une présentation suivie et logique de la proposition. Bien que les explications figurant dans les parties portant sur les exigences de présentation décrivent en termes généraux le but de chaque critère et les renseignements à fournir pour chacun, elles ne sont pas nécessairement exhaustives. Il incombe à tous les soumissionnaires de s'assurer que leur soumission est complète.
- Aucun " PRIX " ne doit être mentionné dans la partie de la proposition portant sur l'offre " TECHNIQUE ".

Partie 2 - " Offre de prix "

- Cette partie comprend le prix de la soumission afin de fournir l'ensemble des services proposés. Il faut remplir une seule copie du formulaire de soumission de prix (Annexe B) et la joindre à la garantie de soumission dans une enveloppe scellée distincte, sur laquelle auront été clairement indiqués le nom du soumissionnaire et le nom du projet. Il faut absolument utiliser le formulaire de soumission de prix à cette fin.

Présenter un (1) original relié et signé, et cinq (5) copies reliées en format PDF de la *Partie 1 - Offre technique*; et un (1) original signé de la Partie 2 - Offre de prix, formulaire de soumission de prix.

Les soumissionnaires ne devraient pas inclure de matériel de promotion dans leur soumission et ils sont fortement encouragés à :

- a) fournir exclusivement les renseignements demandés dans la présente DDP;
- b) adopter un style concis dans leur soumission;
- c) numéroter chaque page de leur soumission.

L'offre technique doit comporter un maximum de trente-cinq (35) pages (y compris le texte et les graphiques). Il est préférable que les propositions soient présentées sur des feuilles recto verso. Il faut tenir compte des exigences de présentation décrites ci-dessous lors de la préparation de la soumission.

Une (1) " page " désigne un côté d'une feuille de papier.

Format du papier : 8,5 po x 11 po (équivalent métrique : feuille de format A4).

Type de police : Times New Roman ou l'équivalent; taille : 10 points minimum.

Largeur minimale des marges : 12 mm.

Toute feuille pliée de 11 po x 17 po sur laquelle figure un tableau, un calendrier, un graphique Gantt, une structure de répartition du travail (SRT) ou un organigramme, par exemple, comptera pour deux pages.

Les pages suivantes ne font pas partie du nombre maximal de pages susmentionné :

- "la lettre d'accompagnement;
- "la table des matières;
- "la page couverture de la DDP;
- "la page couverture des révisions de la DDP;
- "le formulaire de soumission de prix (Annexe A);
- "les intercalaires qui ne contiennent aucun texte;
- "les coordonnées du soumissionnaire, les attestations et la garantie de soumission.

Conséquence de la non-conformité : Toutes les pages au-delà de la limite et toute autre pièce jointe seront retirées de la soumission. Elles ne seront pas évaluées par les membres du Comité d'évaluation.

SECTION 2 : SÉLECTION

2.1 Généralités

Le Canada évaluera les soumissions reçues selon les facteurs suivants :

- a) leur conformité aux modalités de la présente DDP;
- b) le meilleur rapport qualité prix pouvant être obtenu par le Canada pour une proposition conforme sur le plan technique;
- c) l'évaluation de tous les documents techniques et des renseignements permettant d'établir la conformité sur le plan technique.

Pour être jugée recevable, une soumission doit :

- a) satisfaire à toutes les exigences obligatoires énoncées dans la présente DDP;
- b) obtenir la note de passage minimale de 60 % dans chaque catégorie et obtenir un total d'au moins 65 % des points attribués aux critères d'évaluation techniques sujets à la cotation par points et précisés dans la présente DDP. Les exigences techniques sont cotées sur une échelle de 1000 points.

Les soumissions ne répondant pas aux exigences stipulées dans les parties a) ou b) ci-dessus ne seront pas prises en considération. Seules les enveloppes du Formulaire de soumission de prix des propositions recevables qui obtiennent un total d'au moins 650 points à l'évaluation technique seront ouvertes et examinées.

Toutes les enveloppes de proposition de prix des soumissions recevables qui ont obtenu la note de passage de six cent cinquante(650) points seront ouvertes après l'évaluation technique. On établira le prix moyen en additionnant toutes les propositions de prix et en divisant le total par le nombre de propositions de prix retenues. Toutes les propositions de prix qui dépasseront de plus de 25 % le prix moyen occasionneront le rejet de la soumission dans son ensemble.

2.2 Évaluation financière

Le prix évalué sera tel qu'identifié à la section 1.3 de l'Annexe A Formulaire de soumission de prix.

SECTION 3 : ÉVALUATION TECHNIQUE

Critères cotés

1. Le Comité d'évaluation évaluera la Partie 1 – offre technique de la soumission selon les critères techniques indiqués dans le tableau des critères d'évaluation et les explications détaillées du mandat. Les soumissionnaires doivent prendre note que dans les domaines où le Canada estime que la Partie 1 – offre technique de la soumission est excessive, aucun point supplémentaire ne sera accordé.

Une cote de maximale est attribuée pour chaque critère ou élément technique.

Les soumissionnaires qui n'obtiennent pas la cote minimale de 65% auront leur enveloppes de prix retournés non ouvertes.

2. Ensuite la partie 2 - Prix de l'offre, seront considérés pour les soumissions avec une note minimale de 60% pour chaque critère technique et une note globale minimale de 650/1000 (65%) pour les critères techniques spécifiés dans la demande de soumissions. Le prix proposé par le soumissionnaire sera divisé par la note technique pour établir le coût par point de la soumission. Le Conseil d'évaluation recommandera le soumissionnaire avec la soumission recevable obtenant le plus bas coût par point globale d'être approché pour finaliser les détails d'un contrat pour la fourniture des services et du travail requis. En cas d'égalité, le soumissionnaire ayant plus de points techniques sera choisi.

Tableau des critères d'évaluation

CRITÈRES D'ÉVALUATION	COTE MAXIMALE
Expérience du concepteur	150
Expérience du consultant principal et des sous-consultants clés	150
Compréhension du projet	200
Portée des travaux	200
Rôles et responsabilités et risques liés au projet	150
Gestion des services	150
TOTAL	1,000

Exigences de présentation

Catégorie 1 – Expérience du concepteur (maximum de 150 points)

Le promoteur doit fournir les détails relatifs à trois (3) projets de conception qui ont été effectués au cours des sept (7) dernières années. Au moins l'une des expériences citées en exemple doit être en lien avec un projet en établissement. Décrivez :

- a. la pertinence du projet;
- b. la stratégie de gestion du calendrier mise en œuvre et dites si le calendrier établi dans le contrat a été respecté;
- c. la stratégie de gestion de la qualité mise en œuvre et les rectifications apportées à la suite d'inspections;
- d. les défis rencontrés et les solutions appliquées;
- e. les initiatives de durabilité dans la conception et pendant la construction;
- f. le processus d'inspection de l'achèvement substantiel et les lacunes remarquées à l'achèvement substantiel;
- g. la date d'achèvement, la valeur du contrat, la valeur des demandes de changement et les coordonnées du client.

Catégorie 2 – Expérience du consultant principal et des sous-consultants clés (maximum de 150 points)

- a. Décrire l'expérience du consultant principal et des sous-consultants clés du concepteur à l'égard des projets de conception.
- b. Fournir des exemples d'expérience de conception pour chaque consultant qui fait partie de l'équipe.
- c. Décrire la manière dont chaque consultant en conception compte gérer les activités de conception, de construction et de mise en service du projet qui ne seront pas menées dans la ville où se trouve le siège social. Chaque consultant doit fournir des renseignements sur le nombre minimal de visites sur place effectuées aux différentes étapes du projet.
- d. Décrire la structure décisionnelle de l'équipe chargée du projet du concepteur.

- e. Décrire en détail le rôle du consultant principal dans le cadre du projet de conception.
- f. Décrire le partage des responsabilités entre le concepteur et son consultant principal.

Catégorie 3 – Compréhension du projet (maximum de 200 points)

- a. Décrire en détail ce que comprennent les différentes composantes du projet. Expliquer comment la présentation générique, les appareils de cuisine et les services requis seront incorporés dans la conception du projet.
- b. Décrire la compréhension des concepteurs relativement au projet en fonction :
 1. de la méthode de conception de l'exécution du projet en lien avec ce dernier;
 2. du calendrier;
 3. des installations correctionnelles fédérales;
 4. du processus de mise en service, y compris les inspections et la responsabilité;
 5. de la garantie du projet et de la manière dont le concepteur offrira le service une fois le projet terminé;
 6. du rôle du commissaire des incendies de RHDDC;
 7. de l'attestation d'occupation et de la responsabilité du concepteur.

Catégorie 4 – Portée des travaux (maximum de 200 points)

- a. Décrire en détail le plan de mise en œuvre du projet du concepteur.
- b. Fournir une structure de répartition du travail.
- c. Fournir un graphique de Gantt qui illustre le calendrier du projet, ses jalons et son chemin critique.
- d. Décrire les trois jalons qui sont, selon le concepteur, les plus importants et qui permettront de veiller à ce que le projet progresse conformément au calendrier. Décrire la manière dont le concepteur compte gérer ces jalons.
- e. Fournir un diagramme des communications à l'intention de l'équipe du concepteur.

Catégorie 5 – Rôles et responsabilités et risques liés au projet (maximum de 150 points)

- a. Décrire en détail le rôle de chaque sous-consultant qui fait partie de l'équipe du concepteur.
- b. Décrire les mesures que le concepteur prendra en vue de réduire au minimum les répercussions de la saison hivernale sur le projet.
- c. La stratégie que le concepteur a adoptée pour « bien faire le travail du premier coup » et réduire au minimum les rectifications et leurs répercussions sur la qualité.
- d. Décrire l'approche conceptuelle en ce qui concerne les systèmes de protection contre l'incendie dans le cadre du projet.
- e. Décrire quels sont, selon le concepteur, les risques liés au projet et les mesures qu'il prendra afin d'atténuer ces risques.

Catégorie 6 – Gestion des services (maximum de 150 points)

Le promoteur devrait décrire comment il se propose de dispenser des services et de respecter les contraintes et comment seront gérés les services en vue d'assurer un contrôle continu et uniforme du calendrier et de la qualité ainsi que des communications efficaces.

- a. Initiatives de durabilité et de fiabilité dans la conception.
- b. Présentations requises dans le cadre des différentes phases du projet.
- c. Conformité avec les codes et règlements du bâtiment.
- d. Qualité pendant la construction tout en s'assurant de bien faire le travail du premier coup.
- e. Sélection du meilleur rapport qualité-prix (options peu coûteuses par rapport à des options où le coût et la qualité sont plus élevés).
- f. Stratégie de communication efficace avec tous les intervenants.
- g. Gestion du contrat (demandes de changement, instructions données sur place, observations faites par le SCC après l'examen, procès-verbaux et directives du groupe d'utilisateurs).

SECTION 4 : EXIGENCES DE PRÉSENTATION OBLIGATOIRES

Pour être considérée conforme, une soumission doit satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires. **Dans le cas contraire, elle ne sera pas prise en considération. Le soumissionnaire doit :**

1. présenter la soumission au Module de réception des soumissions avant la date et l'heure de clôture indiquées sur la page couverture du document d'invitation à soumissionner;
2. remplir et soumettre le formulaire de soumission de prix (Annexe B);
3. fournir la garantie de soumission, conformément à IS17 des Instructions aux soumissionnaires.
4. D'identification des membres de l'équipe
5. formulaire de déclaration

EXIGENCES DE PRÉSENTATION - LISTE DE VÉRIFICATION

La liste des documents et des formulaires ci-après a pour but d'aider le soumissionnaire à constituer un dossier de proposition complet. Le soumissionnaire doit veiller à ce que la proposition qu'il présente soit conforme à toutes les exigences relatives à la présentation :

- Proposition - un (1) original, cinq (5) copies reliées
- Remarque : Le nombre de pages maximum (texte et graphiques compris) pour l'offre technique est 35.
- Page de couverture de la demande de propositions - un accusé de réception
- Formulaire de soumission de prix (dans une enveloppe distincte) rempli et signé
- Pages couverture de toute modification à la DDP - un accusé de réception
- Garantie de soumission jointe au formulaire de soumission de prix

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-133852

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

- Attestations pour le Code de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire**
- D'identification des membres de l'équipe- Annexe D**
- formulaire de déclaration- Annex E**

ANNEXE A : FORMULAIRE DE SOUMISSION DE PRIX

Il faut inclure le présent formulaire de proposition de prix, dûment rempli, la page couverture signée de la demande de propositions, et la garantie de soumission requise dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné pour la réception des soumissions.

1.1 Identification du projet

Nom du projet

Emplacement du projet:

Numéro de la demande de soumissions :

1.2 Nom et adresse de l'entreprise du soumissionnaire

Nom:

Adresse:

Téléphone ::

Télécopieur :

1.3 Offre

Par la présente, le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément à la portée des travaux, à l'emplacement et de la manière établis à cet égard, pour le prix total (exprimé en chiffres seulement) de :

_____ \$, excluant la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH),

ce qui comprend :

1 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la conception,

.2 un montant de _____ \$, excluant la TPS ou la TVH, pour la partie des travaux qui porte sur la construction,

.3 La somme de _____\$, TPS/TVH en sus, vise l'installation de l'équipement et la partie de la mise en œuvre du projet.

Solicitation No. - N° de l'invitation
21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwu009

Client Ref. No. - N° de réf. du client
21120-133852

File No. - N° du dossier
PWU-3-36101

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

1.4 Barème des droits fondés sur le temps pour les modifications techniques

Les éléments suivants NE feront PAS partie intégrante du processus d'évaluation

Le Canada a l'intention d'utiliser les taux suivants indiqués pour les Services de design supplémentaires qui pourraient être nécessaires de temps à autre. Le Canada se réserve le droit de refuser ou de renégocier tout cas, que le Canada, à sa seule discrétion, considère comme excessive par rapport aux normes de l'industrie.

Dirigeants - Les Taux horaire tout compris est fixé pour la durée du contrat

Nom	\$ de l'heure
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$

Personnel - Augmentations des taux horaires pour le personnel doivent être documentées à TPSGC aux fins d'approbation. Tout le personnel clé doivent être indiquées.

Personnel / Poste	\$ de l'heure
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$
..... \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-133852

..... \$

..... \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-133852

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT
ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE**

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS***

ANNEXE B : MODALITÉS ET CONDITIONS

MODALITÉS DE L'ENTENTE

- A1 Documents contractuels
- A2 Les travaux

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- CG1.1 Interprétation
- CG1.2 Documents contractuels
- CG1.3 Statut de l'entrepreneur
- CG1.4 Droits et recours
- CG1.5 Rigueur des délais
- CG1.6 Indemnisation par l'entrepreneur
- CG1.7 Indemnisation par le Canada
- CG1.8 Lois, permis et taxes
- CG1.9 Indemnisation des travailleurs
- CG1.10 Sécurité nationale
- CG1.11 Cérémonies publiques et enseignes
- CG1.12 Conflit d'intérêts
- CG1.13 Sanctions internationales
- CG1.14 Attestation - Honoraires conditionnels
- CG1.15 Conventions et modifications
- CG1.16 Travailleurs inaptes
- CG1.17 Cession
- CG1.18 Droits de propriété intellectuelle
- CG1.19 Pots de vin
- CG1.20 Succession
- CG1.21 Code de conduite et attestations - contrat

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

- CG2.1 Pouvoirs du représentant du Ministère
- CG2.2 Interprétation du contrat
- CG2.3 Avis
- CG2.4 Réunions de chantier
- CG2.5 Examen et inspection des travaux
- CG2.6 Surintendant
- CG2.7 Non-discrimination dans l'embauche et l'emploi de la main-d'œuvre
- CG2.8 Comptes et vérifications

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

- CG3.1 Calendrier d'avancement
- CG3.2 Conception du projet et rôle du concepteur
- CG3.3 Sécurité sur le chantier
- CG3.4 Exécution des travaux
- CG3.5 Matériaux
- CG3.6 Sous-traitance
- CG3.7 Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs
- CG3.8 Main-d'œuvre et justes salaires
- CG3.9 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus la propriété du Canada
- CG3.10 Travaux défectueux

CG3.11 Utilisation des travaux et nettoyage de l'emplacement des travaux

CG3.12 Garantie et rectification des défauts des travaux

CG4 MESURES DE PROTECTION - le condition intégrés par renvoi

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 Interprétation

CG5.2 Montant à verser

CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts

CG5.4 Paiement progressif

CG5.5 Achèvement substantiel des travaux

CG5.6 Achèvement définitif

CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada

CG5.8 Réclamations et obligations

CG5.9 Droit de compensation

CG5.10 Évaluation et dédommagement pour retard d'achèvement

CG5.11 Retard de paiement

CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées

CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 Modification des travaux

CG6.2 Changements des conditions du sous-sol

CG6.3 Restes humains, vestiges archéologiques et objets présentant un intérêt historique ou scientifique

CG6.4 Calcul du prix

CG6.5 Retards et prolongation de délai

GC7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 Travaux retirés à l'entrepreneur

CG7.2 Suspension des travaux

CG7.3 Résiliation du contrat

CG7.4 Dépôt de garantie - Confiscation ou remise

Les conditions intégrés par renvoi:

CG8 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE

CG10 ASSURANCE

CONDITIONS D'ASSURANCE

JUSTES SALAIRES ET HEURES DE TRAVAIL - CONDITIONS DE TRAVAIL

COÛTS ADMISSIBLES POUR LES MODIFICATIONS DE CONTRAT SOUS LA CLAUSE CG6.4.1

ÉCHELLES DES TAUX DE SALAIRE POUR DES CONTRATS FÉDÉRAUX DE CONSTRUCTION

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

CS01 Paiement en cas de changement et de révision de la conception

CS02 Exigences relatives à l'assurance responsabilité civile professionnelle

CS03 La Sécurité et la Santé lieu de travail

CS04 Exigences relatives à la sécurité d'accès

MODALITÉS DE L'ENTENTE

A1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

1) L'entrepreneur comprend et convient que, sur acceptation de l'offre par le Canada :

- a) un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada; et
- b) les documents contractuels constituant le contrat sont les suivants :
 - (i) la page couverture et les présentes modalités de l'entente,
 - (ii) la demande de propositions,
 - (iii) le cadre de référence,
 - (iv) les clauses, conditions et modalités, et les modifications qui s'y rapportent, désignées comme suit :
 - a) les conditions générales,
 - b) les conditions supplémentaires, le cas échéant,
 - c) les documents intégrés par renvoi de la façon suivante :
 - R2840D (2008-05-12) - (CG) 4 Mesures de protection
 - R2882D (2012-12-12) - (CG) 8 Règlement des différends
 - R2890D (2012-07-16) - (CG) 9 Garantie contractuelle
 - R2900D (2008-05-12) - (CG) 10 Assurance
 - R2910D (2008-12-12) - Conditions d'assurance
 - R2940D (2012-07-16) - Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail
 - R2950D (2007-05-25) - Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous la clause CG6.4.1
 - (v) la soumission du soumissionnaire,
 - (vi) les documents de construction,
 - (vii) toute modification intégrée aux documents d'appel d'offres avant la date du

contrat,

- (viii) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
- c) les documents identifiés par le titre, le numéro et la date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par TPSGC. Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :
 - <http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R;>
- d) des échelles des taux de salaire pour les contrats fédéraux de construction sont incluses à titre de référence et sont disponibles sur le site Web suivant :
 - http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml.

A2 LES TRAVAUX

1) Le conception constructeur accepte

- (a) d'achever les travaux dans les 60 semaines à compter de la date de notification de l'acceptation de sa proposition.

CONDITIONS GÉNÉRALES

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CG1.1 INTERPRÉTATION

CG1.1.1 En-têtes

- 1) Les en-têtes dans les documents contractuels ne font pas partie du contrat et ne sont utilisés que pour faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un numéro d'identification constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Définitions

Dans le contrat, le terme :

" Canada ", " État " ou " Sa Majesté " désigne " Sa Majesté la Reine du chef du Canada ";

" construction " désigne la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux et des autres éléments nécessaires à l'exécution des travaux de construction exigés par les documents contractuels, à l'exception des services de conception;

" documents de construction " désigne les plans, les dessins et les devis relatifs aux travaux de construction qui sont préparés par l'entrepreneur ou en son nom et qui sont approuvés et signés par le Canada et l'entrepreneur après la conclusion du contrat;

" contrat " désigne les documents du contrat ainsi désignés et tous les autres documents qui y sont précisés ou décrits comme faisant partie du contrat et modifiés avec l'accord des parties;

" montant du contrat " désigne le montant précisé dans le contrat;

" garantie contractuelle " désigne toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;

" entrepreneur " désigne la personne ou l'entité qui conclut un contrat avec le Canada en vue de fournir l'ensemble des services de conception, des services professionnels, des documents de construction, de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux, et comprend le représentant autorisé de l'entrepreneur désigné par écrit au représentant du Ministère;

" services de conception " désigne les services professionnels d'administration de la conception et de la construction assurés par le concepteur ou des experts conseils coordonnés par ce dernier conformément aux modalités du contrat;

" concepteur " désigne l'architecte, l'ingénieur ou l'entité autorisée à travailler dans la province ou le territoire visé par les travaux et constituant la composante professionnelle de l'entrepreneur qui fournit les services de conception et les autres services nécessaires conformément aux modalités du contrat; il comprend le représentant autorisé de l'entrepreneur désigné par écrit au Canada;

" certificat d'achèvement " désigne le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;

" certificat de mesure définitif " désigne le certificat délivré par le Canada indiquant la quantité, le prix unitaire et la valeur définitifs de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux utilisés et fournis par l'entrepreneur pour la partie des travaux de construction pour laquelle une entente à prix unitaire s'applique;

" entente à forfait " désigne la partie du contrat prescrivant le versement d'un paiement forfaitaire pour l'exécution des travaux correspondants;

" certificat d'achèvement substantiel " désigne le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont en grande partie achevés;

" matériaux " désigne l'ensemble des biens, des services, des articles, de la machinerie, de l'équipement, des appareils et des choses à fournir conformément au contrat aux fins d'intégration aux travaux;

" outillage " désigne l'ensemble des outils, des instruments, de la machinerie, des véhicules, des structures, de l'équipement, des articles et des choses autres que les matériaux qui sont utilisés dans le cadre du contrat, ainsi que les outils qui sont habituellement fournis par une personne de métier et qui sont nécessaires à l'exécution des travaux de construction;

" projet " désigne l'ensemble des activités de conception et de construction dont l'entrepreneur est responsable, y compris tous les services de conception et l'exécution des travaux;

" exigences du projet " désigne l'énoncé compris dans la demande de propositions qui explique en détail les exigences techniques et les autres exigences du Canada qui doivent être respectées par le soumissionnaire retenu et être traitées dans la soumission;

" soumission " désigne la soumission de l'entrepreneur présentée en réponse à une demande de propositions;

" demande de propositions " désigne les documents publiés par le Canada demandant la présentation de soumissions et expliquant en détail les exigences du projet;

" sous-traitant " désigne une personne ou une entité autre que le concepteur qui a conclu un contrat directement avec l'entrepreneur en vue d'exécuter une partie des travaux ou de fournir des matériaux qui se rapportent à une conception spéciale dans le cadre des travaux, et qui est assujettie à la clause CG3.6 (SOUS-TRAITANCE);

" surintendant " désigne l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour agir conformément à la clause CG2.6 (SURINTENDANT);

" conditions supplémentaires " désigne la partie des documents contractuels modifiant ou complétant les conditions générales;

" fournisseur " désigne une personne ou une entité qui a conclu un contrat directement avec l'entrepreneur en vue de fournir de l'outillage ou des matériaux qui ne se rapportent pas à une conception spéciale dans le cadre des travaux;

" entente à prix unitaire " désigne la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

" tableau des prix unitaires " désigne le tableau des prix figurant dans le contrat;

" travaux " désigne, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour assurer les services de conception, la construction et d'autres services requis en vertu du contrat, conformément aux documents contractuels;

" jour ouvrable " désigne une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé au sein de l'industrie de la construction, dans la région où se déroulent les travaux.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) On considérera que les travaux ont atteint un état d'achèvement substantiel :
 - a) lorsqu'une grande partie ou la totalité des travaux auront fait l'objet d'une inspection et d'une mise à l'essai, et que, de l'avis du Canada, le résultat des travaux est prêt à être utilisé ou est utilisé aux fins prévues;
 - b) lorsque les travaux peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$,
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$,
 - (iii) 1 % du reste;de la valeur du contrat au moment du calcul de ce coût.
- 2) Lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés aux fins prévues;
 - a) et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevée dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée conformément à la CG6.5, " Retards et prolongation de délai ", pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
 - b) que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés;

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été complétée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG1.1.4 et ledit coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) On considérera que les travaux sont achevés lorsque l'ensemble des services de conception, de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires auront été effectués, utilisés ou

fournis, et que l'entrepreneur aura respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de n'importe lequel de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Aucune disposition des documents contractuels ne doit avoir pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant, un fournisseur, le concepteur, un expert conseil ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les documents ci-après, ces derniers auront priorité dans l'ordre suivant :
 - a) toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux conditions générales;
 - b) toute modification publiée avant la clôture de la soumission;
 - c) les conditions supplémentaires;
 - d) les conditions générales;
 - e) la demande de propositions;
 - f) la soumission dûment remplie lorsqu'elle a été acceptée.

Les dates les plus récentes déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories ci-dessus.

- 2) En cas de contradiction ou de conflit dans l'information se trouvant dans les documents de construction, les règles suivantes s'appliqueront :
 - a) les devis l'emporteront sur les dessins;
 - b) les dimensions représentées dans les figures d'un plan l'emporteront lorsqu'elles seront différentes des dimensions reproduites à l'échelle d'après le même dessin;
 - c) les dessins à grande échelle l'emporteront sur les plans à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, l'information, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements:

-
- a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
 - b) dont l'entrepreneur a obtenu connaissance auprès d'une source distincte du Canada, à l'exception d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
 - 4) Sans limiter la portée générale des alinéas 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 2) sont désignés par le Canada comme TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL OU PROTÉGÉ, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre personne que ce soit à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
 - 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.2.4 Propriété et réutilisation des documents et des modèles

- 1) À l'exception de ce qui peut être précisé ailleurs dans le contrat, le Canada renonce à tout droit de possession du droit d'auteur dans tous les documents qui servent d'instruments dans les services à fournir et qui sont préparés par l'entrepreneur ou le concepteur, ou en leur nom, conformément aux modalités du contrat.
- 2) Après négociation avec le propriétaire du droit d'auteur, le Canada peut réutiliser dans le cadre d'un autre projet les documents et les modèles visés au paragraphe 1 de la CG1.2.4, et doit verser au propriétaire des honoraires appropriés pour cette réutilisation, selon la pratique courante.
- 3) Les modèles fournis par l'entrepreneur aux frais du Canada sont et doivent demeurer la propriété du Canada.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur est embauché à titre d'entrepreneur indépendant en vertu du contrat.
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants, ses employés, ses concepteurs, ses fournisseurs et toute autre personne, quel que soit leur échelon, ne sont pas embauchés à titre d'employés, de fonctionnaires ou d'agents du Canada en vertu du contrat.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur doit être le seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi, y compris les sommes et les

retenues relatives au Régime de pensions du Canada ou au Régime de rentes du Québec, au régime d'assurance-emploi, au régime d'indemnisation des accidentés du travail, aux régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et à l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les devoirs et les obligations imposés en vertu du contrat ainsi que les droits et les recours dont on peut se prévaloir à ce titre doivent s'ajouter aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et ne doivent pas les limiter.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Les délais sont un élément essentiel du contrat.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur doit acquitter l'ensemble des redevances et des droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et doit intervenir à ses frais dans la défense de toutes les réclamations, les actions ou les procédures déposées ou intentées contre le Canada et affirmant que les services ou toute partie des services fournis par l'entrepreneur au Canada portent atteinte à des brevets, à des modèles industriels, à des droits d'auteur, à des marques de commerce, à des secrets commerciaux ou à d'autres droits de propriété en vigueur au Canada.
- 2) L'entrepreneur doit indemniser et exonérer le Canada au titre de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures présentés ou intentés par qui que ce soit et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'entrepreneur, du concepteur, de fonctionnaires, d'agents, de sous-traitants et de fournisseurs dans l'exécution des travaux.
- 3) Aux fins du paragraphe 2 de la CG1.6, le terme " activités " signifie toute activité mal exercée, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le Canada, sous réserve des dispositions de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, de la Loi sur les brevets et de toutes les autres lois touchant ses droits, ses pouvoirs, ses privilèges ou ses obligations, doit indemniser et exonérer l'entrepreneur au titre de l'ensemble des réclamations, des demandes, des pertes, des coûts, des dommages, des actions, des poursuites ou des procédures découlant des activités de ce dernier en vertu du contrat qui sont attribuables directement à:
 - a) une lacune ou à un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est le propriétaire;
 - b) une contrefaçon ou à une prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle dans l'exécution de toute activité aux fins du contrat, ce qui comprend l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur dans le cadre des travaux.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct du Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant d'entreprendre les travaux sur le chantier, l'entrepreneur doit offrir à l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que le Canada.
- 4) Dans les dix (10) jours suivant l'offre mentionnée au paragraphe 3 de la CG1.8, l'entrepreneur doit aviser le Canada du montant de l'offre convenable, en lui précisant si l'offre a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 5) Si l'administration municipale auprès de laquelle l'offre a été faite n'accepte pas le montant offert, l'entrepreneur doit verser ledit montant au Canada dans les six (6) jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 4 de la CG1.8.
- 6) Pour l'application de la présente clause, le terme " administration municipale " désigne une administration qui pourrait autoriser l'exécution des travaux si le propriétaire n'était pas le Canada.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, ce dernier doit payer toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
- 8) Conformément à la déclaration solennelle visée au paragraphe 4 de la CG5.5 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX), l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni le lieu d'affaires ne se trouvent dans la province ou le territoire où sont effectués les travaux visés par le contrat doit fournir au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant de l'exécution des travaux, et ce, même si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits de l'entrepreneur sur la totalité des biens immobiliers, des licences, des pouvoirs et des privilèges deviennent la propriété du Canada après la date d'acquisition, conformément à la CG3.9 (MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA), l'entrepreneur doit assumer la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, du paiement des taxes applicables ou du dépôt de la garantie du paiement des dites taxes à la date à laquelle il utilise ces matériaux, cet outillage ou ces droits conformément aux lois pertinentes.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des travaux, de même qu'à la date d'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit déposer des pièces justificatives

confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.

- 2) À n'importe quel moment pendant la durée du contrat, et à la demande du Canada, l'entrepreneur doit déposer des pièces justificatives confirmant que lui-même, ses sous-traitants et toute autre personne, quelle que soit son échelon, qui exécute une partie des travaux et qui doit se conformer à ces lois les respectent effectivement.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le Canada détermine que la catégorie ou le type des travaux met en jeu la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur :
- a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes ou les entités à qui il fait ou fera appel aux fins du contrat;
 - b) d'enjoindre à toute personne qui, de l'avis du Canada, présente un risque pour la sécurité nationale de quitter les lieux des travaux.

L'entrepreneur doit se conformer à ces ordres.

- 2) Les contrats que l'entrepreneur conclut avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1 de la CG1.10.

CG1.11 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'entrepreneur ne doit pas permettre la tenue de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
- 2) L'entrepreneur ne doit pas ériger ou permettre l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable du Canada.

CG1.12 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Conformément au contrat, aucune personne assujettie aux dispositions concernant l'après mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après mandat.

CG1.13 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) La population et les entreprises canadiennes, ainsi que la population canadienne à l'étranger, se voient imposer des sanctions économiques par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la prestation d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, des pays ou des personnes assujettis aux sanctions économiques. Des renseignements sur les sanctions en vigueur se trouvent à l'adresse suivante : <http://www.international.gc.ca/sanctions/menu.aspx>
- 2) Conformément au contrat, l'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada des biens ou des services assujettis aux sanctions économiques.
- 3) En vertu de la loi, l'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées aux règlements imposés pendant la durée du contrat. En outre, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens et des services assujettis aux sanctions

empêche l'entrepreneur de respecter ses obligations, il peut demander que le contrat soit résilié conformément à la clause CG7.3 (RÉSILIATION DU CONTRAT).

CG1.14 ATTESTATION - HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) Dans la présente clause, le terme :
 - a) " honoraires conditionnels " désigne tout paiement ou toute autre forme de rémunération qui dépend du degré de succès lié à l'obtention d'un contrat du gouvernement ou à la négociation d'une partie ou de la totalité des modalités, ou qui est calculé en fonction de ce degré de succès;
 - b) " employé " désigne une personne avec qui l'entrepreneur a une relation employeur-employé;
 - c) " personne " désigne une personne, un groupe de personnes, une société par actions, une société de personnes, une organisation, une association ou, sans limiter la portée générale de ce qui précède, toute personne qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, L.R.C. (1985), ch. 44 (4e suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a ni versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et qu'il s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du contrat à une personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 3) Tous les comptes et les registres se rapportant au versement d'honoraires ou d'autres formes de rémunération relativement à l'obtention ou à la négociation du contrat doivent être assujettis aux dispositions du contrat relatives aux comptes et à la vérification.
- 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer auprès de l'entrepreneur, par une réduction du montant du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.15 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure, écrite ou verbale, s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat. Seuls les engagements, conditions, déclarations et modalités qui figurent au contrat lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment que ce soit, que l'autre partie se conforme à une disposition du contrat ne doit pas avoir pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger le respect de cette disposition ultérieurement. De même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à exercer un recours relativement au manquement à un engagement, à une modalité ou à une condition du contrat par l'autre partie ne doit pas être réputée constituer une renonciation à exercer un recours relativement à un autre manquement au même engagement, à la même modalité ou à la même condition.
- 3) Le contrat peut être modifié uniquement selon les modalités du contrat.

CG1.16 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada doit demander à l'entrepreneur d'enjoindre toute personne employée par celui-ci dans le cadre de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon inappropriée, de quitter les lieux des travaux et de ne plus y revenir.

CG1.17 CESSION

- 1) Le contrat ne peut ni en partie ni en totalité être cédé par l'entrepreneur sans le consentement écrit du Canada.
- 2) La cession du contrat sans le consentement précité ne libère l'entrepreneur ou le cessionnaire d'aucune des obligations que lui impose le contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

CG1.18 DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Définitions

" Renseignements de base " : ensemble des résultats techniques qui ne sont pas originaux et qui constituent des renseignements exclusifs ou confidentiels pour l'entrepreneur ou ses sous traitants, ou encore pour toute autre entité à laquelle l'entrepreneur fait appel dans l'exécution des services de conception.

" Renseignements originaux " : toute invention d'abord conçue, développée ou mise en pratique dans le cadre des services de conception et tous les autres résultats techniques conçus, développés, produits ou mis en œuvre dans le cadre de ces services.

" Droits de propriété intellectuelle " : tous les droits de propriété intellectuelle reconnus par la loi, y compris le droit de propriété intellectuelle protégé par les lois (par exemple le droit d'auteur, les brevets, la conception industrielle ou la topographie des circuits intégrés) ou découlant de la protection de l'information à titre de secret de commerce ou d'information confidentielle.

" Invention " : tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition nouveau et utile, ou encore toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition, brevetable ou non; sans limiter la portée générale de ce qui précède, ce terme comprend les systèmes uniques de conception et de construction.

" Résultats techniques " : (i) toute l'information à caractère scientifique, technique ou artistique relativement aux services de conception, présentée de vive voix ou enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit et assujettie ou non à du droit d'auteur, y compris, sans nécessairement s'y limiter, les inventions, travaux de conception, méthodes, rapports, photographies, maquettes, relevés, dessins et caractéristiques élaborées pour le projet; (ii) les imprimés informatiques, notes de conception, calculs, fichiers de CDAO (conception et dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, calculés, dessinés ou produits dans le cadre du projet; (iii) les guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou réunis pour le projet; (iv) tous les immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations aménagés dans le cadre du projet. Les résultats techniques ne comprennent pas les données se rapportant à l'administration du contrat par le Canada ou l'entrepreneur, par exemple les renseignements financiers ou gestionnels internes, sauf s'il s'agit d'un document à présenter en vertu des conditions de l'entente.

2. Désignation et divulgation de tous renseignements originaux

L'entrepreneur doit :

- a) rendre compte rapidement et divulguer intégralement au Canada tous les renseignements originaux pouvant constituer des inventions; en plus de lui rendre compte et de lui divulguer intégralement tous les autres renseignements originaux au plus tard à la date de la fin des services de conception ou à toute autre date antérieure que le Canada ou le contrat pourrait exiger;

b) préciser, pour chaque renseignement divulgué visé en a) ci-dessus, les noms de tous les sous-traitants ou sous-experts conseils à tous les niveaux, le cas échéant, auxquels les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

Avant et après le paiement final des comptes de l'entrepreneur, le Canada aura le droit d'examiner tous les dossiers et toutes les données justificatives de l'entrepreneur qu'il jugera raisonnablement pertinents pour la désignation de renseignements originaux.

3. Droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur

Sous réserve des paragraphes 10 et 11 et des dispositions de la CG1.10 (Sécurité nationale), et sans modifier les droits de propriété intellectuelle ou les intérêts visés par les présentes et existant avant la conclusion de l'entente, ou encore se rapportant à des renseignements ou à des données fournis par le Canada pour l'application de cette entente, tous les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux seront, dès qu'ils existeront, dévolus à l'entrepreneur, qui en restera propriétaire.

4. Droits de propriété sur les biens et les services à fournir

Sans égard aux droits de propriété intellectuelle appartenant à l'entrepreneur sur tous les renseignements originaux constituant un prototype, un ouvrage bâti, un immeuble, une structure, une installation, une maquette ou un système ou un bien d'équipement sur mesure ou personnalisé, de même que sur les manuels connexes et sur les autres documents et outils de fonctionnement et d'entretien, le Canada aura des droits illimités sur la propriété de ces biens et services, y compris le droit de les mettre à la disposition du grand public, moyennant des frais ou autrement, et le droit de les vendre.

5. Licence sur les renseignements originaux

Sans limiter la portée de toutes les licences implicites qui pourraient normalement revenir au Canada et pour tenir compte de la participation de ce dernier au coût du développement des renseignements originaux, l'entrepreneur lui concède par les présentes une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à l'entrepreneur conformément au paragraphe 3, pour :

- a) le développement, la modification ou le perfectionnement continu de toute partie du projet construit ou mis en œuvre, y compris l'achat des matériaux et des composants à cette fin;
- b) le développement, la modification (y compris les éléments ajoutés ou supprimés), l'achèvement, la traduction ou la mise en œuvre continus des renseignements originaux et de tous les éléments qui y sont ajoutés selon les exigences du Canada pour l'achèvement, l'utilisation et l'évolution ultérieure du projet;
- c) l'utilisation, l'occupation, le fonctionnement, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou la restauration du projet construit, mis en œuvre ou modifié par la suite, y compris l'achat des matériaux et des composants de rechange nécessaires à cette fin;
- d) la publication et la transmission de reproductions du projet ou de toute partie de ce projet sous la forme de peintures, de dessins, de gravures, de photographies ou d'ouvrages cinématographiques, à l'intention du grand public, sur support imprimé ou électronique ou par d'autres moyens, à l'exception des copies de dessins ou de plans d'architecture.

6. Licence sur les renseignements originaux pour d'autres projets

L'entrepreneur concède par les présentes au Canada une licence non exclusive, permanente, mondiale et irrévocable qui lui permettra d'exercer tous les droits de propriété intellectuelle dévolus à l'entrepreneur

conformément au paragraphe 3, pour la planification, la conception, la construction ou la mise en œuvre d'un projet distinct du projet visé, de même que pour toutes les fins exprimées au paragraphe 5 en ce qui a trait à cet autre projet. Dans l'éventualité où le Canada exerce ces droits de propriété intellectuelle dans le cadre d'un autre projet, et à la condition qu'il n'ait pas déjà de droits équivalents dans le cadre d'un contrat antérieur ou autrement, ce dernier s'engage à verser à l'entrepreneur une indemnité raisonnable, calculée conformément à la pratique actuelle dans l'industrie et tenant compte de la participation du Canada au coût du développement des renseignements originaux. L'entrepreneur devra s'assurer que dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle qui lui sont dévolus en vertu de ce contrat, l'acheteur, le cessionnaire, le bénéficiaire du transfert ou le titulaire de la licence s'engage à respecter les clauses de cet article et à accepter de verser une indemnité raisonnable selon les modalités définies dans les présentes. L'entrepreneur devra aussi s'assurer que cet acheteur, ce cessionnaire, ce bénéficiaire ou ce titulaire des droits de propriété intellectuelle est obligé d'imposer les mêmes obligations aux autres acheteurs, cessionnaires, bénéficiaires ou titulaires par la suite.

7. Licence pour les renseignements de base

Sans limiter toute licence implicite qui pourrait normalement revenir au Canada, l'entrepreneur concède par les présentes à ce dernier une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les travaux ou nécessaires à l'exécution des travaux, selon le cas :

- a) pour les fins visées dans les paragraphes 5 et 6;
- b) pour la divulgation de l'information à tout entrepreneur auquel fait appel le Canada ou au soumissionnaire pour un tel contrat, et à utiliser uniquement pour une des fins exprimées dans les paragraphes 5 et 6. L'entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du Canada, sur demande, ces renseignements de base.

8. Droit du Canada de divulguer et de concéder sous licence

L'entrepreneur reconnaît que le Canada pourra éventuellement attribuer des contrats, dans le cadre d'un processus de mise en concurrence, pour l'une des fins définies dans les paragraphes 5, 6 et 7. Il est entendu avec l'entrepreneur que la licence du Canada en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base comprend le droit de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires pour ces contrats et de les concéder sous licence ou d'autoriser les entrepreneurs ou les experts-conseils auxquels le Canada fait appel pour exécuter ces contrats à les utiliser.

9. Droit de l'entrepreneur de concéder des licences

- a) L'entrepreneur déclare et garantit qu'il a obtenu ou qu'il obtiendra sans tarder le droit de concéder au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base conformément aux exigences de l'entente;
- b) Dans les cas où les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ou les renseignements de base appartiennent à un concepteur, l'entrepreneur devra se faire délivrer, par ce concepteur, une licence lui permettant de respecter les paragraphes 5, 6 et 7 ou devra prendre des dispositions pour que ce concepteur transfère directement au Canada les mêmes droits, en signant le formulaire prévu à cette fin par le Canada, au plus tard à la date à laquelle ces renseignements originaux et ces renseignements de base sont divulgués au Canada.

10. Secrets de commerce et information confidentielle

L'entrepreneur ne devra pas utiliser ni intégrer de secrets de commerce ou d'information confidentielle dans les renseignements originaux ou les renseignements de base utilisés ou créés dans l'exécution de ce contrat.

11. Information fournie par le Canada

a) Dans les cas où les services de conception consistent à préparer une compilation à partir de l'information fournie par le Canada, les droits de propriété intellectuelle dévolus en vertu du paragraphe 3 seront restreints aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada. Tous les droits de propriété intellectuelle sur des compilations dont les renseignements originaux ne peuvent pas être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le Canada reviendront à ce dernier. Il est entendu avec l'entrepreneur qu'il ne devra pas utiliser ni divulguer d'information fournie par le Canada pour d'autres fins que l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra respecter le caractère confidentiel de cette information. Sauf disposition contraire stipulée expressément dans le présent contrat, l'entrepreneur remet, à l'achèvement des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur déterminé par le Canada, tous ces renseignements ainsi que tous les documents de travail, copies, ébauches et notes dans lesquels figurent ces renseignements.

b) Si l'entrepreneur souhaite utiliser l'information fournie par le Canada dans le cadre du contrat pour l'exploitation commerciale ou de développement continu des renseignements originaux, il pourra demander par écrit au Canada une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle nécessaires sur l'information fournie par le Canada. L'entrepreneur expliquera au Canada les raisons pour lesquelles une telle licence est requise. Si le Canada est d'accord pour concéder cette licence, elle le sera selon des clauses à négocier entre les parties, y compris le paiement d'une indemnité au Canada.

12. Transfert des droits de propriété intellectuelle

a) Si le Canada reprend, en totalité ou en partie, les travaux confiés à l'entrepreneur conformément à la clause CG 7 des Conditions générales ou que l'entrepreneur ne divulgue pas les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, le Canada pourra, en lui donnant un préavis raisonnable, l'obliger à divulguer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux non fournis. Les droits de propriété intellectuelle à transférer devront comprendre les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui ont été ou qui seront dévolus à un concepteur. Dans le cas des droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux qui ont été vendus ou cédés à une partie distincte d'un concepteur, l'entrepreneur ne sera pas obligé de transférer lesdits droits au Canada, mais devra lui verser sur demande une somme égale à la contrepartie touchée par l'entrepreneur au titre de la vente ou de la cession des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux ou, dans les cas où la vente ou la cession n'a pas été conclue sans lien de dépendance, la juste valeur marchande des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux, dans chaque cas, y compris la valeur des redevances ou des droits de licence à venir.

b) Dans l'éventualité où le Canada lui adresse le préavis visé à l'alinéa a), l'entrepreneur devra, à ses frais et sans tarder, signer les actes de transfert ou les autres documents se rapportant au titre de propriété sur les droits de propriété intellectuelle que le Canada pourra exiger et devra, aux frais du Canada, apporter au Canada toute l'aide raisonnable dans la préparation des demandes et dans l'exécution en justice de toutes les demandes de droits de propriété intellectuelle ou de tout enregistrement de ces droits dans toute province ou dans tout territoire, y compris, sans nécessairement s'y limiter, l'aide de l'inventeur, dans le cas des inventions.

c) Tant que l'entrepreneur n'aura pas fini les travaux et qu'il n'aura pas divulgué tous les renseignements originaux conformément au paragraphe 2, et sous réserve des dispositions de la CG1.10 (Sécurité nationale), l'entrepreneur ne devra pas, sans l'autorisation écrite préalable du Canada, vendre,

céder, ni transférer autrement le titre sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à ces renseignements originaux, ni concéder sous licence les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux à qui que ce soit, ni l'autoriser autrement à utiliser ces droits.

d) Dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux par l'entrepreneur, sauf la vente ou la concession sous licence de ces droits pour l'utilisation finale d'un produit à partir des renseignements originaux, l'entrepreneur devra imposer à l'autre partie la totalité de ces obligations envers le Canada relativement aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et toutes les restrictions exprimées dans le contrat quant à l'utilisation ou à la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, sur les renseignements originaux eux-mêmes), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tous les cessionnaires, titulaires de licence ou bénéficiaires de transfert par la suite. L'entrepreneur devra faire connaître rapidement au Canada le nom, l'adresse et les autres renseignements pertinents se rapportant à des cessionnaires, à des titulaires de licence ou à des bénéficiaires de transfert.

CG1.19 POTS DE VIN

1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.20 SUCCESSION

1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.17, " Cession ", au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.21 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - CONTRAT (2012-11-09)

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, l'entrepreneur doit aussi se conformer aux modalités du présent article.

2. L'entrepreneur reconnaît aussi que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. Si l'entrepreneur a fait une fausse déclaration dans sa soumission ou dans le cadre du contrat, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés par les présentes, ou si l'entrepreneur ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations ici précisées pendant la durée du contrat, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu à une résiliation du contrat pour manquement. L'entrepreneur comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.

3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'entrepreneur si :

- a. l'entrepreneur ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du contrat. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.

5. L'entrepreneur atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'entrepreneur, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

6. L'entrepreneur atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.

7. L'entrepreneur atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu du contrat. De plus, l'entrepreneur atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

- a. l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou
- b. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté), du Code criminel du Canada, ou
- c. l'article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité) ou les articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle) du Code criminel du Canada, ou
- d. l'article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents), l'article 46 (Directives étrangères), l'article 47 (Truquage des offres), l'article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou
- e. l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou
- f. l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou
- g. l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou
- h. l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

CG2 ADMINISTRATION DU CONTRAT

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

1) Le Canada doit désigner un représentant du Ministère et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du représentant du Ministère.

-
- 2) Le représentant du Ministère doit exercer les tâches et les fonctions du Canada en vertu du contrat.
 - 3) Le représentant du Ministère est autorisé à adresser des avis, des instructions et des directives à l'entrepreneur et à accepter au nom du Canada tout avis ou ordre, ou toute autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
 - 4) Le représentant du Ministère doit, dans un délai raisonnable, examiner les documents déposés par l'entrepreneur et leur donner suite, conformément aux exigences du contrat.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant la délivrance du certificat d'achèvement par le Canada, les parties soulèvent des questions concernant le respect du contrat, les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat et, en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède :
 - a) la signification de quoi que ce soit dans le cadre de référence ;
 - b) l'interprétation des cadres de référence en cas d'erreur, d'omission, d'ambiguïté ou de divergence dans leur texte ou leur intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou à la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur utilise et fournit pour l'exécution des travaux et du contrat afin d'assurer l'exécution des travaux conformément au contrat et l'exécution du contrat conformément à ses modalités;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur;
 - f) le calendrier des différentes phases d'exécution des travaux indiqué dans le contrat; la question doit être tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8 (Règlement des différends).
- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu du paragraphe 1 de la CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur doit, sur demande, verser au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, des frais et des dommages engagés ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou ces directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve du paragraphe 3 de la CG2.3, tout avis ou ordre, ou toute autre communication, peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application du présent paragraphe.
- 2) Tout avis ou ordre, ou toute autre communication, donné conformément au paragraphe 1 de la CG2.3 doit être réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa transmission, s'il a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.

3) Un avis donné en vertu des clauses CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur), CG7.2 (Suspension des travaux) et CG7.3 (Résiliation du contrat) doit l'être par écrit et, s'il est donné en mains propres, il doit être remis à l'entrepreneur, s'il s'agit d'une entreprise individuelle, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers avec toutes les parties concernées qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Il doit également mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux utilisés ou fournis par l'entrepreneur durant l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.

2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat, et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou achevés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des coûts et des dépenses raisonnables engagés par le Canada pour faire effectuer cet examen.

3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps, et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et à des représentants des autorités compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.

4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir toutes ses autres tâches et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.

5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou des ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, les travaux doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et de la date auxquelles ils auront lieu.

6) Si des travaux qui doivent faire l'objet d'essais, d'inspections ou d'approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais et lesdites inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux, veiller à ce que les inspections, les essais ou les approbations soient exécutés ou donnés d'une manière satisfaisante, et recouvrir ou faire recouvrir de nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit désigner un surintendant et transmettre au Canada le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de cette personne. L'entrepreneur doit affecter le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement de ceux-ci.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, les ordres ou les autres communications qui lui sont donnés ou qui sont donnés à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante, et doit désigner aussitôt un autre surintendant acceptable pour le Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de publier les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable pour le Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, le terme " personnes " désigne l'entrepreneur, ses sous-traitants et ses fournisseurs à tous les échelons, ainsi que leurs employés, leurs mandataires, leurs détenteurs de licence ou leurs invités et toutes les autres personnes participant à l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les sociétés de personnes, les entreprises individuelles, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans limiter les dispositions du paragraphe 3 de la CG2.6 (Surintendant), l'entrepreneur ne doit pas refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison :
 - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
 - b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les deux jours ouvrables suivant immédiatement la réception d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu au paragraphe 2 de la CG2.7, il :
 - a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par service de messagerie, une copie de la plainte;
 - c) lorsque les conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet une copie de la plainte au Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les conditions de travail. (On entend par " Programme du travail de RHDC " la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement des compétences.)

-
- 4) Dans les 24 heures suivant immédiatement la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur doit retirer des travaux prévus au contrat et de leur emplacement toute personne qui, selon le Canada, contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée au paragraphe 4 de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.
- 6) Si une directive est émise conformément au paragraphe 4 de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés au paragraphe 8 de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9 (Droit de compensation).
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions du paragraphe 5 de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calculer tous les coûts supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant :
- une sentence arbitrale rendue conformément à la Loi sur l'arbitrage commercial L.R. 1985, ch. 17 (2e supplément);
 - une décision arbitrale écrite rendue conformément à la Loi canadienne sur les droits de la personne, L.R.C. (1985), ch. H-6;
 - une décision arbitrale écrite rendue conformément aux lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne;
 - un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une des dispositions de la présente clause, il peut retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés, conformément à la clause CG7.1 (Travaux retirés à l'entrepreneur).
- 10) Sous réserve du paragraphe 7 de la CG3.6 (Sous-traitance), l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de la présente clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur doit, en plus de répondre aux exigences énoncées au paragraphe 6 de la CG3.4 (Exécution des travaux), tenir des registres complets des coûts estimatifs et réels des travaux, y compris l'ensemble des appels d'offres, des offres de prix, des contrats, des correspondances, des factures, des reçus et des pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom sur demande aux fins de vérification et d'inspection.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées au paragraphe 1 de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou à ces entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et à ces documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.

4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les échelons et toutes les autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de la présente clause au même titre que lui.

CG3 EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

1) L'entrepreneur doit :

- préparer un calendrier d'avancement et le présenter au Canada avant de déposer sa première demande de paiement progressif, conformément aux exigences précisées dans le contrat;
- surveiller l'état d'avancement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités des documents contractuels;
- faire connaître au Canada toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat qui a été approuvée par le Canada;
- préparer la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement les délais détaillés acceptables pour le Canada en ce qui concerne l'exécution des travaux non finis et la correction de toutes les déficiences énumérées au moment de la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, et présenter cette mise à jour au Canada.

CG3.2 CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR

1) L'entrepreneur doit signaler rapidement au Canada toute erreur, divergence ou omission qu'il peut constater en examinant les documents contractuels fournis par celui-ci. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada relativement à l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur ne doit pas être tenu responsable des dommages ou des coûts résultant des erreurs, des divergences ou des omissions qu'il n'a pas relevées dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

2) L'entrepreneur doit assurer les services des architectes, des ingénieurs et de tout autre expert conseil requis pour fournir les services de conception que doit exécuter le concepteur en vertu du contrat.

3) L'entrepreneur doit fournir tous les services d'architecture, d'ingénierie structurale, d'électrotechnique, de génie mécanique et tous les autres services d'ingénierie nécessaires, et doit terminer la conception des travaux et préparer les documents de construction en vue de permettre la construction et l'achèvement des travaux, conformément au contrat.

4) L'entrepreneur doit assurer la coordination nécessaire pour intégrer toutes les parties des services de conception, et doit examiner, avec le Canada, des méthodes de rechange raisonnables pour achever la conception des travaux.

5) Pendant l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit fournir au Canada les documents d'avant-projet et d'autres soumissions en vue de la demande de propositions, de la proposition et de toute qualification dans la proposition expressément acceptée par le Canada, conformément à celles-ci. Les documents et les soumissions doivent être présentés aux fins d'examen et d'acceptation, selon un ordre prédéterminé et suffisamment à l'avance pour ne causer aucun retard dans les travaux.

6) Le Canada doit examiner rapidement tous les documents et toutes les soumissions visés au paragraphe 5 en vue de déterminer leur conformité avec la proposition et la demande de propositions. Il est entendu et convenu que le Canada peut exiger de l'entrepreneur, sans frais supplémentaires pour le Canada, qu'il apporte des modifications en vue de garantir que les travaux sont achevés conformément au contrat.

7) Le Canada peut donner des instructions supplémentaires à l'entrepreneur au moyen de plans, de dessins ou autrement, comme il le juge nécessaire pour l'exécution des travaux. Ces instructions supplémentaires doivent être conformes au contrat. L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux instructions supplémentaires. Il ne doit exécuter aucun de ces travaux sans ces instructions supplémentaires. En donnant des instructions supplémentaires, le Canada peut apporter des modifications mineures aux travaux, qui ne sont pas en contradiction avec le contrat, et pour lesquelles l'entrepreneur ne pourra réclamer aucune rémunération supplémentaire du Canada.

8) Selon les documents d'avant-projets et les autres soumissions acceptés, l'entrepreneur doit fournir au Canada les plans, les dessins et les devis décrivant en détail les exigences relatives à la phase de construction des travaux. Une fois examinés, acceptés et signés par le Canada et l'entrepreneur, les plans, les dessins et les devis deviennent les documents de construction aux fins du contrat et font partie des documents contractuels.

9) L'entrepreneur doit demander au concepteur :

a) d'examiner la conception, au besoin, avec les autorités publiques compétentes afin de demander et d'obtenir les consentements, les approbations, les licences et les permis visés à la clause CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);

b) de façon continue, de fournir toutes les assurances requises à ces autorités concernant la conformité des travaux avec la conception approuvée pour la délivrance de tout permis de construction;

c) d'examiner les travaux à des intervalles qui correspondent à l'avancement des travaux de construction en vue de déterminer et de vérifier si les travaux progressent conformément au contrat;

d) d'estimer et d'attester les sommes dues à l'entrepreneur, de temps à autre, conformément aux dispositions de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT), et de fournir ces estimations par écrit au représentant du Ministère;

e) d'examiner les travaux avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et de fournir au Canada une déclaration écrite décrivant les parties des travaux qui, selon l'opinion professionnelle du concepteur, sont réalisées conformément au contrat et comprenant une liste des parties des travaux qui, selon l'opinion professionnelle du concepteur, ne sont pas réalisées conformément au contrat;

f) d'examiner les travaux avant la délivrance du certificat d'achèvement et de fournir au Canada :

(i) une déclaration écrite attestant l'intégralité des travaux,

(ii) un certificat de mesure des quantités définitives des travaux, si ces travaux ou une partie des travaux sont assujettis à une entente à prix unitaire.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

1) Sous réserve de la clause CG3.7 (Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs), l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité sur le chantier. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de sécurité relativement à l'exécution des travaux. En cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit arrêter les travaux, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin de s'assurer de la sécurité de la vie ainsi que de la protection des travaux et des biens avoisinants.

2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit faire connaître aux administrations compétentes dans la sécurité du chantier la date prévue pour le début des travaux et leur fournir tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

-
- 1) L'entrepreneur reconnaît et convient que les renseignements contenus dans la demande de propositions en ce qui concerne les conditions du sol à l'emplacement des travaux ne lui ont été fournis qu'à titre informatif et qu'il est tenu d'effectuer ses propres études géotechniques pour déterminer les conditions du sol et obtenir d'autres renseignements nécessaires aux fins de la conception des fondations ou des méthodes de construction. L'entrepreneur ne doit pas demander d'indemnisation supplémentaire et ne doit pas présenter une réclamation au Canada en raison de l'écart entre les conditions du sol réelles constatées par l'entrepreneur à l'emplacement des travaux et les renseignements sur les conditions du sol contenus dans la demande de propositions.
 - 2) L'entrepreneur doit fournir à ses frais les services professionnels, les services de conception, la main-d'œuvre, l'outillage, les matériaux, les outils, la machinerie et l'équipement de construction, l'eau, le chauffage, l'éclairage, l'électricité, le transport, et les autres services et installations nécessaires pour l'exécution des travaux conformément au contrat.
 - 3) Sous réserve du paragraphe 4, l'entrepreneur doit avoir la surveillance, la garde et le contrôle complet des travaux et doit les superviser afin de garantir leur conformité avec le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, des méthodes, des techniques, des étapes et des procédures de construction, ainsi que de la coordination des diverses parties des travaux. Il doit également veiller à ce que toutes les mesures de précaution et de protection requises sont prises durant l'exécution des travaux. En cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit arrêter les travaux, soit apporter des modifications, soit ordonner des travaux supplémentaires afin d'assurer la sécurité des travailleurs ainsi que la protection des travaux et des biens avoisinants.
 - 4) L'entrepreneur doit apporter les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre chaque fois que le Canada le demande par écrit parce qu'il juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou qu'elles ont un effet détériorant sur les travaux, les installations existantes ou l'environnement ou encore portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
 - 5) L'entrepreneur est le seul responsable de la conception, de la construction, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement de structures ou d'installations temporaires ainsi que des méthodes de construction nécessaires à leur utilisation. L'entrepreneur doit embaucher et payer des ingénieurs compétents pour exécuter ces fonctions lorsque la loi ou le contrat l'oblige, et dans tous les cas où la nature des installations temporaires et des méthodes de construction exigent que des ingénieurs compétents exécutent les travaux afin d'assurer la sécurité et l'atteinte de résultats satisfaisants.
 - 6) L'entrepreneur doit conserver, à l'emplacement des travaux, au moins une copie des documents contractuels courants, des propositions, des rapports et des comptes rendus de réunion. Ces documents doivent être en ordre et mis à la disposition du Canada.
 - 7) Sauf en ce qui concerne toute partie des travaux qui doit être nécessairement exécutée ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit conformer l'outillage, l'entreposage des matériaux et les activités des employés aux lois, règlements, permis et aux documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve du paragraphe 3 de CG3.5, si un élément des matériaux spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur doit s'adresser au Canada pour lui demander l'autorisation de le remplacer par un élément comparable à celui qui est précisé.

3) Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes :

a) la demande de remplacement doit être adressée par écrit au Canada et doit être justifiée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et d'autres données qui peuvent être exigées par le Canada;

b) l'entrepreneur doit adresser la demande de remplacement de manière à ne pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et assez longtemps avant la date à laquelle il faut commander les matériaux;

c) le remplacement des matériaux ne doit être autorisé qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux de remplacement qui sont fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés de l'emplacement des travaux aux frais de l'entrepreneur; les matériaux précisés doivent être installés sans supplément de coût pour le Canada;

d) l'entrepreneur est responsable de toutes les dépenses supplémentaires engagées par le Canada, lui-même ses concepteurs, les sous-traitants et les fournisseurs en raison de l'utilisation de matériaux de remplacement.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.

2) L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de confier des travaux en sous-traitance.

3) L'avis dont il est question au paragraphe 2 de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de confier en sous-traitance et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.

4) Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance envisagée en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six (6) jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué au paragraphe 2 de la CG3.6.

5) L'entrepreneur ne doit pas procéder à la sous-traitance envisagée si le Canada s'y oppose.

6) L'entrepreneur ne doit ni remplacer ni permettre de remplacer un concepteur, un sous-traitant auquel il aura fait appel conformément à la présente clause ou une personne ou une entité nommée dans sa proposition et acceptée par le Canada dans le cadre de cette proposition sans le consentement écrit du Canada.

7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat doivent être intégrées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement à des fournisseurs pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.

8) Nul contrat de sous-traitance, ou nul consentement du Canada à un tel contrat, ne doit être interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation que ce soit en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité que ce soit au Canada.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

-
- 1) Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
 - 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit :
 - a) dans la mesure du possible, conclure des contrats distincts avec les autres entrepreneurs selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;
 - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en tenant compte de leur incidence sur les travaux;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou d'autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
 - 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit :
 - a) collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer avec les autres entrepreneurs et travailleurs à l'examen de leur calendrier de construction, lorsqu'on lui demandera de le faire;
 - d) dans les cas où une partie des travaux est touchée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution, signaler rapidement par écrit au Canada, avant d'exécuter cette partie des travaux, toutes les lacunes apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquitter de cette obligation aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des lacunes relevées dans les travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf celles qui ne peuvent pas l'être raisonnablement;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
 - 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux, et à la condition que l'entrepreneur :
 - a) engage des dépenses supplémentaires pour respecter les exigences du paragraphe 3 de la CG3.7;
 - b) donne au Canada un avis écrit de demande d'indemnités pour ces dépenses supplémentaires dans les 30 jours suivant la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les coûts nécessairement engagés pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux supplémentaires, calculés conformément à la clause CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG3.8 MAIN D'ŒUVRE ET JUSTE SALAIRES

- 1) Les Conditions de travail et l'Échelle des taux de salaire font partie des présentes Conditions générales.
- 2) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.

3) L'entrepreneur doit assurer le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux, et ne doit pas faire appel, sur le chantier, à des personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

1) Sous réserve du paragraphe 9 de la CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES), tous les matériaux, tout l'outillage et tous les droits de l'entrepreneur sur l'ensemble des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges qu'il a achetés, utilisés ou consommés dans le cadre des travaux de construction appartiendront immédiatement au Canada pour les besoins des travaux après leur achat, leur utilisation ou leur consommation, et continueront d'appartenir au Canada :

a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux;

b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit qui lui a été dévolu en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.

2) Les matériaux et l'outillage qui appartiennent au Canada aux termes du paragraphe 1 ne doivent pas être enlevés de l'emplacement des travaux ni être utilisés ou aliénés autrement que pour les besoins des travaux sans le consentement écrit du Canada.

3) Le Canada n'est pas responsable de la perte ni de l'endommagement des matériaux ou de l'outillage dont il est question au paragraphe 1, quelle qu'en soit la cause; cette responsabilité incombe à l'entrepreneur, et ce, même si lesdits matériaux ou ledit outillage appartiennent au Canada.

CG3.10 TRAVAUX DÉFECTUEUX

1) L'entrepreneur doit enlever promptement de l'emplacement des travaux les ouvrages mal exécutés qui ont été rejetés par le représentant du Ministère ou par le concepteur, et remplacer ces ouvrages ou reprendre leur exécution, qu'ils aient été ou non intégrés dans les travaux et que les défauts soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par la négligence, une omission ou un autre acte de l'entrepreneur.

2) L'entrepreneur doit, à ses frais, corriger promptement les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou le remplacement des travaux susmentionnés.

3) Si, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités du contrat, le Canada peut déduire de la somme à verser normalement à l'entrepreneur une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et celle des travaux prévus dans les documents contractuels.

4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.11 UTILISATION DES TRAVAUX ET NETTOYAGE DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX

1) Il incombe à l'entrepreneur d'analyser les conditions à l'emplacement des travaux et de choisir les méthodes de conception et de construction appropriées aux fins de l'achèvement satisfaisant des travaux.

2) L'entrepreneur ne doit pas surcharger ou permettre que soit surchargé toute partie des travaux ou l'emplacement afin de ne pas porter atteinte à la sécurité des travaux.

- 3) L'entrepreneur doit veiller à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté, et à ce qu'il n'y ait pas d'accumulation de rebuts et de débris.
- 4) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur doit enlever les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et tous les matériaux non requis pour l'exécution du reste des travaux, et, sauf indication contraire dans le contrat, doit faire en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
- 5) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 6) Les obligations imposées à l'entrepreneur qui sont décrites aux paragraphes 4 et 6 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris des fonctionnaires du Canada ou des entrepreneurs et des travailleurs mentionnés à la clause CG3.7 (CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS).

CG3.12 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre les garanties qui découlent expressément ou implicitement de la loi ou du contrat, l'entrepreneur doit, à ses frais :
 - a) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées relativement au certificat d'achèvement substantiel dans les douze (12) mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans les douze (12) mois suivant la date du certificat d'achèvement;
 - c) transférer et céder au Canada toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de douze (12) mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de douze (12) mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
 - d) remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier ou de corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe 1 de la CG3.12, ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur doit rectifier et corriger toute défectuosité ou tout vice dans le délai qui est précisé dans cet ordre.
- 3) L'ordre mentionné au paragraphe 2 doit être donné par écrit à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3 (AVIS).

CG5 MODALITÉS DE PAIEMENT

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement :

- 1) La " période de paiement " signifie un intervalle de trente (30) jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.

-
- 2) Un montant est " dû et payable " lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF), à la clause CG5.5, (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX) ou à la clause CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF).
 - 3) Un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
 - 4) La " date de paiement " signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
 - 5) Le " taux d'escompte " signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
 - 6) Le " taux d'escompte moyen " signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve de toute autre disposition du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, si le Canada omet de déduire un montant qui lui est dû par l'entrepreneur, cela ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.
- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.
- 4) Le Canada ne fera aucun paiement à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires engagés ou pertes ou dommages subis par l'entrepreneur.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant le paragraphe 1 de la CG5.3, si des modifications (y compris l'imposition ou la suppression) apportées à une taxe, à un droit, notamment de douane, ou à des frais similaires perçus en vertu des lois se rapportant à la taxe de vente, aux douanes ou à la taxe d'accise du gouvernement du Canada ou des lois d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent :

- a) soit après que l'entrepreneur a déposé son offre;
- b) soit après la date de présentation de la dernière révision de l'offre de l'entrepreneur, si celle-ci a été révisée;
- c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues au paragraphe 3 de la CG5.3.

3) En cas de changements visés au paragraphe 2 de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada par suite de son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la clause CG2.8 (Comptes et vérifications) au titre de l'augmentation ou de la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur qui est directement attribuable à ces changements.

4) Aux fins du paragraphe 2 de la CG5.3, si une taxe fait l'objet d'un changement après la date limite de réception des soumissions, mais que le ministre des Finances ou l'autorité provinciale ou territoriale correspondante en a donné avis public avant cette date, le changement est réputé être survenu avant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.

5) Par dérogation aux paragraphes 2 à 4 de la CG5.3, aucun rajustement du montant contractuel pour tout ou partie des travaux n'intervient par suite d'une modification visée au présent article qui se produit après la date d'achèvement stipulée au contrat à l'égard des travaux visés.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer auprès du Canada :

a) une demande d'acompte écrite, certifiée par le concepteur, sous une forme acceptable pour le Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés sur le chantier mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte;

b) une déclaration statutaire signée, en bonne et due forme, attestant qu'à la date de la demande d'acompte, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions de travail, et confirmant qu'en ce qui concerne les travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants, ses fournisseurs et le concepteur (désignés collectivement dans la déclaration par les " sous-traitants et fournisseurs ").

2) Dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire remises par l'entrepreneur, le Canada procédera ou fera procéder à l'inspection de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte et présentera à l'entrepreneur un rapport d'étape indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette demande et confirmant que, selon le Canada :

a) ladite partie est conforme au contrat;

b) ladite partie n'est visée par aucun autre rapport d'étape se rapportant au contrat.

3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 5 de la CG5.4, le Canada versera à l'entrepreneur un montant couvrant la totalité de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du Canada pour la disposition relative aux services de conception, ainsi qu'un montant correspondant à :

a) soit 95 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape du Canada pour les travaux de construction, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux;

b) soit 90 % de la valeur indiquée dans le rapport d'étape pour les travaux de construction, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.

- 4) Le Canada paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.4 au plus tard :
- a) 30?soit trente (30) jours après la réception, par le Canada, de la demande d'acompte et de la déclaration statutaire mentionnées au paragraphe 1 de la CG5.4;
 - b) soit quinze (15) jours après que l'entrepreneur a remis au Canada un calendrier d'avancement des travaux ou un calendrier d'avancement des travaux à jour, conformément à la clause CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

- 5) Dans le cas de la première demande d'acompte, l'entrepreneur doit déposer tous les documents nécessaires exigés par le contrat pour cette demande. Cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu du paragraphe 3 de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à tout moment avant l'émission d'un certificat d'achèvement, le Canada détermine que les travaux sont en grande partie achevés, comme il est décrit à l'alinéa 1b) de la CG1.1.4 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL), il doit demander à l'entrepreneur de fournir une déclaration écrite signée par le concepteur, conformément à l'alinéa 9e) de la CG3.2 (CONCEPTION DU PROJET ET RÔLE DU CONCEPTEUR). Après avoir reçu cette déclaration, le Canada inspecte les travaux et, s'il estime que ceux-ci sont en grande partie achevés, il remet un certificat d'achèvement substantiel à l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel indique la date d'achèvement substantiel et décrit les parties des travaux qui n'ont pas été réalisées conformément aux exigences du Canada ainsi que les mesures que l'entrepreneur doit prendre avant de recevoir le certificat d'achèvement et avant que la période de garantie de douze (12) mois mentionnée à la CG3.12 (GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX) débute pour les parties et les mesures visées.

- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.10 (TRAVAUX DÉFECTUEUX).

- 3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 de la CG5.5, le Canada verse à l'entrepreneur le montant visé au paragraphe 1 de la CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :

- a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
- b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts qu'il a engagés pour corriger les défauts décrits dans le certificat d'achèvement substantiel;
- c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts qu'il a engagés pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérés.

- 4) Le Canada paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.5 au plus tard :
- a) soit trente (30) jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel;
- ou
- b) soit quinze (15) jours après que l'entrepreneur a remis au Canada :
- (i) une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales relatives aux Conditions de travail, de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants, ses fournisseurs et le concepteur en ce qui concerne les travaux prévus au contrat, et de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8 (LOIS, PERMIS ET TAXES);

(ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS);

(iii) une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1 (CALENDRIER D'AVANCEMENT).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

1) Lorsque le Canada estime que les travaux sont achevés, l'entrepreneur doit, sur demande, ordonner au concepteur de fournir au Canada :

- a) une déclaration écrite attestant l'intégralité des travaux;
- b) si les travaux ou une partie des travaux sont assujettis à une entente à prix unitaire, un certificat de mesure des quantités définitives des travaux.

À la satisfaction du Canada.

2) Dans les cinq (5) jours suivant la réception des documents décrits au paragraphe 1 de la CG5.6, si le Canada estime que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, et que les travaux sont achevés, le Canada remet un certificat d'achèvement à l'entrepreneur. En outre, si les travaux ou une partie des travaux sont assujettis à une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat de mesure définitif qui doit être exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui concerne les quantités qui y sont énoncées.

3) Sous réserve de la CG5.2 (MONTANT À VERSER) et du paragraphe 4 de la CG5.6, le Canada verse à l'entrepreneur le montant visé à la clause CG5.2 (MONTANT À VERSER), moins l'ensemble :

- a) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.4 (PAIEMENT PROGRESSIF);
- b) de tous les paiements effectués conformément à la clause CG5.5 (ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX).

4) Le Canada paye le montant visé au paragraphe 3 de la CG5.6 au plus tard :

- a) soit soixante (60) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement;
- b) soit quinze (15) jours après que l'entrepreneur a remis au Canada :
 - (i) une déclaration statutaire qui confirme qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la clause CG1.9 (INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS).

Selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA

1) Ni l'acceptation d'une demande d'acompte ou d'un rapport d'étape, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne doivent constituer une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

-
- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
- 2) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit déposer une déclaration statutaire confirmant l'existence et l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin d'acquitter les obligations légales de l'entrepreneur, ou de son concepteur ou de ses sous-traitants, et de satisfaire aux réclamations légales présentées contre eux en conséquence de l'exécution du contrat, le Canada peut verser directement au demandeur une somme à verser normalement à l'entrepreneur. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 4) Pour l'application du paragraphe 3 de la CG5.8 et sous réserve du paragraphe 6 de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont confirmées par :
- soit un tribunal compétent; ou
 - soit un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
 - soit le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si une réclamation ou une obligation fait normalement l'objet des dispositions des lois provinciales ou territoriales sur les privilèges ou, au Québec, de la loi relative aux hypothèques légales et que l'entrepreneur avait exécuté les travaux pour une entité distincte du Canada :
- le montant qui peut être versé par le Canada en vertu des paragraphes 3 et 4 de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - un demandeur n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir pour conserver ou valider toute revendication de privilège qu'il aurait pu faire valoir;
 - pour permettre d'établir les droits d'un demandeur, l'avis exigé en vertu du paragraphe 8 de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inexécutable au motif que le demandeur n'a pas entamé d'action en justice dans les délais prescrits par les lois.
- 6) L'entrepreneur doit, à la demande de tout demandeur, soumettre à l'arbitrage exécutoire les questions auxquelles il faut répondre pour établir le droit du demandeur à des indemnités. Les parties à l'arbitrage sont tout concepteur, sous-traitant ou fournisseur auquel le demandeur a fourni des matériaux ou loué de l'équipement, ou pour lequel il a exécuté des travaux, si le concepteur, sous-traitant ou fournisseur visé souhaite participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le demandeur, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou territoriales régissant l'arbitrage dans la province ou le territoire où les travaux ont été exécutés.
- 7) Le paragraphe 3 de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne qui, en vertu du contrat, est essentiellement responsable, et lequel avis est remis par écrit au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6 (ACHÈVEMENT DÉFINITIF) et dans les cent vingt (120) jours de la date à laquelle le demandeur :

(i) soit aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son concepteur, sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte sur une somme qui a été légalement retenue à même les sommes dues au demandeur; ou

(ii) soit s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur, à son concepteur, sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du demandeur; et

b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément au paragraphe 5 de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans l'alinéa 7a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada.

8) Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.

9) Le Canada doit rapidement aviser par écrit l'entrepreneur de toutes les réclamations reçues et l'informer de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au demandeur, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause à la suite de la réclamation d'un demandeur pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

1) Sans limiter le droit de compensation ou de déduction conféré expressément ou implicitement par la loi ou par le contrat, le Canada peut compenser tout montant que doit lui payer l'entrepreneur en vertu du contrat, ou de tout contrat en cours, par tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

2) Aux fins de l'application du paragraphe 1 de la CG5.9, " contrat en cours " désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur :

a) soit en vertu duquel l'entrepreneur a une obligation en cours de réaliser des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou

b) soit à l'égard duquel le Canada a, depuis la date d'adjudication du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

CG5.10 ÉVALUATION ET DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

1) Aux fins de la présente clause :

a) les travaux sont censés être achevés à la date indiquée dans le certificat d'achèvement; et

b) la " période de retard " signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais réalise ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble :

a) de tous les salaires, traitements et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;

b) des coûts engagés par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard;

c) de tous les autres frais engagés et dommages subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.

3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément au paragraphe 2 de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

1) Nonobstant la CG1.5 (RIGUEUR DES DÉLAIS), tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la clause CG5 (MODALITÉS DE PAIEMENT) ne constitue pas une rupture de contrat par le Canada.

2) Sous réserve du paragraphe 3 de la CG5.11, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu du paragraphe 3 de la CG5.1 (INTERPRÉTATION); les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.

3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes :

a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de (15) jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus;

b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

1) Aux fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.

2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.

3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.

4) Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est considérée comme en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas rompu le contrat ou manqué à ses engagements en vertu de celui-ci, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.

2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.

3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur les intérêts sur ledit dépôt aux taux successivement fixés, conformément au paragraphe 21(2) de la ? Loi sur la gestion des finances publiques.

CG6 RETARD ET MODIFICATION DES TRAVAUX

CG6.1 MODIFICATION DES TRAVAUX

1) À tout moment avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut donner des ordres pour des ajouts, des suppressions ou d'autres modifications aux travaux ou pour des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux, à condition que le Canada considère ces ajouts, suppressions, modifications ou autre révision comme compatibles avec l'intention générale du contrat.

2) Tout ordre mentionné au paragraphe 1 de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la clause CG2.3 (AVIS).

3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.

4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire à la suite d'un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4 (CALCUL DU PRIX).

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate que les conditions du sous-sol sont nettement différentes des conditions décrites aux documents de la demande de propositions qui lui sont fournis ou qu'il y a lieu de croire que les conditions du sous-sol sont nettement différentes, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.

2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut engager des frais supplémentaires et subir des pertes ou des dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage.

3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans le paragraphe 2 de la CG6.2, il doit, dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.

4) Une réclamation écrite visée au paragraphe 3 de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.

5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée au paragraphe 3 de la CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).

6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol constatées par l'entrepreneur sur le chantier et celles décrites aux documents de la demande de propositions, ou qu'il y a lieu de croire que

cette différence existe, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).

7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 2 de la CG6.2 et de présenter une réclamation mentionnée au paragraphe 3 de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé en l'occurrence.

8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant partie ni des documents de la demande de propositions ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

1) Aux fins de la présente clause :

a) " restes humains " : totalité ou partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;

b) " vestiges archéologiques " : pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries; et

c) " objets présentant un intérêt historique ou scientifique " : objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques, mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.

2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que est décrit au paragraphe 1 de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par le paragraphe 1 de la CG6.3, il doit :

a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;

b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;

c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

3) Dès la réception d'un avis transmis conformément à l'alinéa 2b) de la CG6.3, le Canada doit déterminer promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée au paragraphe 1 ou s'il est visé par ce paragraphe, et il doit indiquer par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada.

4) Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts qui l'aideront à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur doit, à la satisfaction du Canada, permettre aux experts d'accéder au chantier et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.

5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique découverts sur le chantier doivent être considérés comme la propriété du Canada.

6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4 (CALCUL DU PRIX) et CG6.5 (RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI) doivent s'appliquer.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des coûts indirects, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé. Cette majoration est égale à :
 - a) 20 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - b) 15 p. 100 des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - c) à un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié :
 - (i) soit si le coût global des travaux excède 50 000 \$; ou
 - (ii) soit si l'entrepreneur et le Canada en conviennent par écrit.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter dans le tableau des prix unitaires des articles, des unités de mesure, des quantités estimatives et des prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé au paragraphe 2 de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration calculée conformément au paragraphe 1 de la CG6.4.1.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant, au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités du paragraphe 1 de la CG6.4.1, le prix doit être calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des paragraphes 2 et 3 de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues au paragraphe 2 de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés à l'alinéa 1a) de la CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des alinéas 1a) et b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12 (Intérêts sur les réclamations réglées).

2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés à l'alinéa 1a) de la CG6.4.2 sont limités aux catégories de dépenses suivantes :

- a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
- b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
- c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
- d) les frais de location d'outillage, ou un montant équivalant à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qui était nécessaire et qui a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
- e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
- g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin; et
- h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui est nécessaire à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

GC6.4.3 Calcul du prix - Variations des quantités offertes

Aux fins de la présente clause, la " quantité offerte " représente l'estimation de la quantité estimative établie dans les documents de la demande de propositions.

- 1) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 de la CG6.4.3, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative offerte, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité estimative offerte; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité offerte pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115p. 100 de la quantité offerte.

3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités du paragraphe 2 de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 % de la quantité estimative offerte, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :

a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative offerte et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;

b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, et non à toute autre cause.

5) Pour les besoins de la négociation visée au paragraphe 4 de la CG6.4.3 :

a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, de justifier et de quantifier la modification proposée;

b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément au paragraphe 4 de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 p. 100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournie.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement conformément au présent paragraphe, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.

2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

3) Sous réserve du paragraphe 4 de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat ne doit être versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires engagées et pour les pertes ou les dommages subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

4) Si l'entrepreneur engage des coûts supplémentaires ou subit des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, en ce qui concerne la fourniture de tout renseignement ou tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des coûts supplémentaires engagés ou le coût de toute perte ou de tout dommage subis.

5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé par le paragraphe 4 de la CG6.5, il doit, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, et non pas après, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages.

6) Une réclamation écrite visée par le paragraphe 5 de la CG6.5 doit contenir une description suffisante des faits et des circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.

7) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée au paragraphe 5 de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).

8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé au paragraphe 4 et de présenter une réclamation faisant l'objet du paragraphe 5 de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui sera versé à cet égard.

CG7 DÉFAUT, SUSPENSION DES TRAVAUX OU RÉSILIATION DU CONTRAT

CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR

1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la clause CG2.3 (Avis), retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :

a) soit ne rattrape pas un éventuel retard par rapport à la date de début des travaux ou n'exécute pas les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada dans les 6 jours suivant la réception par l'entrepreneur de l'avis par écrit du Canada, conformément à la clause CG2.3 (Avis);

b) soit néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;

c) soit devient insolvable ou fait faillite, et n'a fait aucune proposition à ses créanciers ni déposé d'avis d'intention de le faire, conformément à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité;

d) soit abandonne les travaux;

e) soit fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.17 (Cession);

f) soit néglige d'une autre manière d'observer ou d'accomplir une disposition du contrat.

2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, celui-ci n'a droit, sauf conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et il est tenu de payer au Canada, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et des dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.

3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, ce dernier peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou des dommages subis en raison du défaut de l'entrepreneur.

4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'a pas pour effet de libérer ce dernier des obligations prévues au contrat ou imposées par la loi, sauf l'obligation qu'il continue l'exécution de la partie des travaux qui lui a été ainsi retirée.

5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les échelons en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.

6) Lorsque le Canada certifie que de l'outillage, des matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur ne sont plus nécessaires pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillages, matériaux ou intérêts, ceux-ci doivent être remis à l'entrepreneur.

7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition conformément à la Loi sur la faillite et

l'insolvabilité, il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la clause CG2.3 (Avis).
- 2) À la réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur doit reprendre l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des coûts supplémentaires qu'il a nécessairement engagés en raison de la suspension; ces coûts sont calculés conformément à la CG6.4 (Calcul du prix).
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et aux conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3 (Résiliation du contrat).

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3 (Avis).
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4 de la CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4 (Calcul du prix), moins l'ensemble de tous les montants qui ont été payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.
- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5 (Modalités de paiement), qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier n'a pas respecté le contrat ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie.

2) Si le Canada s'approprié le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.

3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toute perte, tout dommage ou toute réclamation du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire aux fins du contrat.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

CS01 PAIEMENT EN CAS DE CHANGEMENT ET DE RÉVISION DE LA CONCEPTION

1. Le paiement de tous les services de conception additionnels ou réduits autorisés par le Canada avant qu'ils soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établie au moment de la passation du contrat, doit correspondre à un montant ou à des montants convenus d'un commun accord de temps à autre, sous réserve des présentes modalités de paiement et de l'approbation du Canada.

2. Dans le cas où il est impossible, ou inapproprié, de s'entendre sur des honoraires fixes avant l'exécution des services de conception additionnels ou réduits, le paiement est effectué sur la base d'honoraires fondés sur le temps, comme suit :

a) Les dirigeants, les cadres et autres employés du concepteur autorisés à ce titre par le Canada doivent être rémunérés au taux horaire précisé dans la clause 1.3.4 du formulaire de soumission de prix.

b) Les employés du concepteur approuvés par le Canada doivent être rémunérés selon le taux horaire précisé à l'Annexe B.

c) Les heures normales de travail quotidiennes des dirigeants, des cadres et des employés du concepteur doivent correspondre à une période de sept heures et demie (7,5) dans une journée, pendant laquelle ils s'occupent effectivement de fournir les services de conception.

d) Le temps consacré, pendant les heures normales de travail, aux déplacements liés au projet et autorisés par le Canada doit être compris dans le compte des heures de travail.

e) Les montants maximums qui s'appliquent aux services de conception devant être exécutés à des taux horaires sont prévus dans l'avis de demande de changement émis par le Canada et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable de celui-ci.

3. Sous réserve du paragraphe 5 ci-dessous et avant l'exécution des services de conception additionnels ou réduits sur la base d'honoraires fondés sur le temps, l'entrepreneur doit accéder à toute demande du Canada concernant les personnes que son concepteur ou les sous-experts-conseils de son concepteur vont employer pour fournir les services de conception additionnels ou réduits. De plus, le Canada doit déterminer, d'après les pratiques de l'industrie et les renseignements fournis par l'entrepreneur, les taux horaires pour chacune des personnes pour lesquelles les renseignements pertinents ne figurent pas dans le formulaire de soumission de prix.

4. Sur demande, l'entrepreneur soumet à l'approbation du Canada le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les dirigeants, que son concepteur embauchera en vue de fournir les services de conception liés au projet. Sur demande, il soumet également à l'approbation du Canada toute modification à cet égard.

5. Le paiement des services de conception additionnels non désignés au moment de la passation du contrat est effectué uniquement dans la mesure où :

a) les services de conception additionnels sont des services qui ne sont pas inclus dans les services de conception énumérés dans le contrat;

b) les services de conception additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur;

c) le rajustement d'honoraires pour des services de conception découlant d'un rajustement du coût estimatif de construction pour tenir compte des services additionnels n'est pas proportionné aux services additionnels exécutés.

6. Débours

1. Les coûts suivants sont inclus dans le prix de la soumission requis pour livrer le travail et ne doivent pas être remboursés séparément;

(a) Les frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphone cellulaire, les appels interurbains et de télécopie incluant les frais encourus entre le bureau principal de l'entrepreneur et les bureaux auxiliaires ou entre le bureau de l'entrepreneur et les autres membres de l'équipe.

(b) temps de déplacement;

(c) dépenses de voyage;

(d) bureau de projet local ; et

(e) Livrables identifiés dans les services de conception-construction et spécifications.

CS02 EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les concepteurs et les autres experts-conseils embauchés pour réaliser les travaux sont couverts par une assurance responsabilité civile professionnelle appropriée aux services requis dans le cadre des travaux. Au besoin, l'entrepreneur doit fournir la preuve de cette protection et de ses éventuels renouvellements, à la satisfaction du Canada.

2 Le montant de la couverture d'assurance responsabilité civile professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et demeurer en vigueur du début de la prestation des services jusqu'au terme d'une période minimale de cinq (5) ans suivant la fin de la prestation des services.

CS03 2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):

La Sécurité et la Santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

1.1 L'entrepreneur doit, aux fins des règlements de l'Alberta sur la sécurité et la santé au travail, et pour la durée du travail :

1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;

1.1.2 d'accepter le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;

1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :

1.1.3.1 d'accepte, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;

1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

- 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
- 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
- 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
- 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifiées comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

ALBERTA South

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
600 – 727, 7th Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2P 0Z5

Telephone: 1(866) 415-8690
Facsimile: (403) 297-7893

ALBERTA North

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
10th Floor, 7th Street Plaza
10030-107 Street
Edmonton, Alberta, T5J 3E4

Telephone: 1(866) 415-8690
Facsimile: (780) 427-0999

CS04 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ D'ACCÈS - CSC or delete if n/a

1. Aucun contrôle de sécurité n'est requis, car l'accès aux renseignements ou aux biens de nature délicate est interdit. Les membres du personnel de l'entrepreneur seront escortés dans des secteurs précis de l'établissement, par des membres autorisés du personnel du Service correctionnel du Canada, lorsque cela est requis et où cela est requis.

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devront se soumettre à une vérification de leur identité et de leurs renseignements, effectuée localement par le Service correctionnel du Canada, avant d'être admis dans l'établissement. Le Service correctionnel du Canada se réserve le droit de refuser, en tout temps, l'accès à l'établissement à tout membre du personnel de l'entrepreneur.

OR

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-133852

CS04 EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ Insert CISD clause or Delete if n/a

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-133852

ANNEXE C : CADRE DE RÉFÉRENCE

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE D1.5 D'identification des membres de l'équipe

L'entrepreneur et les autres membres de l'équipe de Concepteur-construction doit être ou susceptibles de l'être autorisé, certifié ou autrement autorisée à fournir les services professionnels nécessaires à la pleine mesure qui peut être requis par la loi provinciale ou territoriale.

Soumissionnaire (Concepteur-constructeur)

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-133852

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

21120-133852

Les sous-traitants principaux / sous-experts-conseils / spécialistes :

Nom:

Personnes clés et provinciaux / territoriaux accréditation professionnelle

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-133852/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36101

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu009

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-133852

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE E**FORMULAIRE DE DÉCLARATION**

Le présent Formulaire de déclaration de la demande de propositions (DP) doit faire partie de toute soumission. **À défaut de fournir les renseignements exigés et de les garantir en signant à l'endroit approprié ci-dessous, le soumissionnaire verra sa proposition jugée non recevable.**

NOM DU SOUMISSIONNAIRE	
Adresse municipale :	Adresse postale (si elle diffère de l'adresse municipale) :
Ville :	Ville :
Prov./Terr./État :	Prov./Terr./État :
Code postal :	Code postal :
Numéro de téléphone :	
Numéro de télécopieur :	
Courriel :	
Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) :	

TYPE D'ORGANISATION

Propriétaire unique []

Partenariat []

Société []

Coentreprise []

DÉCLARATION :	
Je, soussigné, à titre de signataire autorisé du soumissionnaire, atteste par la présente qu'à ma connaissance, les renseignements fournis dans ce formulaire et dans la soumission ci-jointe sont exacts.	
Nom (en caractères d'imprimerie) :	
Titre :	
Signature :	Date :
Numéro de téléphone :	
Numéro de télécopieur :	

La personne susmentionnée servira d'intermédiaire auprès de TPSGC.

DIRECTION DES INSTALLATIONS DU SCC

CADRE DE RÉFÉRENCE



CUISINE DE PRODUCTION DE L'ÉTABLISSEMENT DE BOWDEN

BOWDEN (ALBERTA)

JUN 2013 REV 02 FR

Numéro de projet du SCC : 537-4301



TABLE DES MATIÈRES	N° PAGE
1. Description du projet	3
1.1. Cadre de référence	3
1.2. Renseignements généraux	3
1.3. Contexte	3
1.4. Approche d'exécution du projet	4
1.5. Résumé des services	5
1.6. Objectifs	6
1.7. Calendrier	7
1.8. Gestion des coûts	7
1.9. Documentation existante	7
1.10. Codes, lois, normes, règlements	8
2. Administration du projet	8
2.1. Exigences générales	8
2.2. Rôles et responsabilités	9
2.3. Communications et réunions	10
2.4. Produits à livrer	12
2.5. Examen et approbation du projet	13
3. Services requis	14
3.1. Exigences civiles	14
3.2. Exigences structurales	14
3.3. Exigences architecturales	15
3.4. Exigences mécaniques	15
3.5. Exigences électriques	16
3.6. Services de conception requis	16
3.7. Élaboration de la conception	17
3.8. Phase de documentation de la construction	18
3.9. Phase d'administration du marché de construction	19
3.10. Étape postérieure à la construction et à la période de garantie	20
3.11. Travail de l'entrepreneur général	20
3.12. Phase de la mise en service	22
3.13. Phase de clôture du projet	24
4. Division 01 (Exigences générales)	24
5. Exigences en matière de sécurité	33
6. Pièces jointes	41
ANNEXE A – Spécifications de l'utilisateur relatives au cadre de référence	
ANNEXE B – Plan d'ensemble de la cuisine	
ANNEXE C – Information sur le chantier	
ANNEXE D – Dessins d'atelier des services sur le chantier	
ANNEXE E – Rapport géotechnique (d'un autre chantier)	
ANNEXE F – Établissement de Bowden – plan de situation du secteur de l'annexe	
ANNEXE G – Liste d'équipement de cuisine nécessitant une installation	
ANNEXE H - Liste d'équipement de cuisine fournis et installés par DB	
ANNEXE I - Spécifications génériques de l'Ontario cuisine projet Annexe	
ANNEXE K - Spécifications de l'équipement (#1 à #18)	

1. DESCRIPTION DU PROJET

1.1. CADRE DE RÉFÉRENCE

1.1.1. OBJET

Le présent cadre de référence a été élaboré pour offrir aux concepteurs-constructeurs (CC) soumissionnaires l'information concernant la portée du projet, les procédures et les services requis pour la réalisation du projet.

1.1.2. DOCUMENT

- a) Le présent cadre de référence doit être lu, utilisé et appliqué conjointement avec les modalités du contrat décrites dans la Demande de propositions (DP).
- b) Le cadre de référence décrit les exigences relatives au projet, les exigences en matière de rendement, les services et les produits à livrer.
- c) Le « document de spécifications de l'utilisateur » (annexe A) est inclus dans le présent cadre de référence et décrit les exigences obligatoires de l'utilisateur final. Ces exigences doivent être intégrées à la conception.
- d) En cas de divergence touchant la portée et les spécifications du projet, le cadre de référence l'emporte sur tout autre document.

1.2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.2.1. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Titre du projet : Cuisine de production de l'Établissement de Bowden

Adresse du projet : Établissement de Bowden, Bowden (Alberta)

N° de projet du SCC : 537-4301

Organisme utilisateur : Service correctionnel du Canada (SCC)

Agente de négociation des marchés : Kelly Helm, TPSGC (DAMI)

1.3. CONTEXTE

1.3.1. PORTÉE - APERÇU

Le Service correctionnel du Canada entreprend un nouveau projet de construction d'immobilisations à l'Établissement de Bowden qui vise à construire une cuisine de production. Le concepteur-constructeur (CC) recevra l'énoncé de projet, la documentation conceptuelle, le plan de situation de l'établissement, les spécifications relatives à l'équipement de cuisine et les dessins existants des services du chantier. Le concepteur-constructeur sera tenu de concevoir, de construire et de mettre en service la cuisine et d'assurer la prestation des services connexes conformément aux exigences énoncées dans la DP.

Voici la portée générale des travaux

- a) Construction d'une cuisine de production fonctionnelle d'environ 8 700 pi² dotée d'un plancher entièrement fait de béton et d'un sous-sol d'une superficie de 2 500 pi² et d'une hauteur de 9 pi.
- b) Construction d'un socle de béton couvert et surélevé d'environ

- 2 000 pi² qui servira de plateforme de chargement/déchargement pour transporter l'unité de refroidissement et recevoir le congélateur et le refroidisseur.
- c) Tous les services souterrains et superficiels, y compris le transformateur électrique.
 - d) Une aire pavée d'environ 7 500 pi² qui relie l'immeuble aux chemins pavés de l'établissement et qui dessert la plateforme de chargement.
 - e) Huit (6) lampadaires de 25 pi de haut pour éclairer les secteurs de la route d'accès et de la plateforme de chargement.
 - f) Installation et intégration de tous les systèmes de sécurité, de communications et de diffusion.
 - g) Systèmes d'avertisseurs d'incendie et systèmes d'extinction d'incendie de l'immeuble.
 - h) Quatre hottes de ventilation par aspiration pour la cuisine.
 - i) Système CVCA pour la cuisine.
 - j) Tous les réfrigérateurs (quantité : 6), le refroidisseur (quantité : 1) et les congélateurs (quantité : 2) de la cuisine.
 - k) Tous les branchements nécessaires pour une future serre à l'extrémité nord de la cuisine.
 - l) Installation de SCC tout l'équipement de cuisine fourni (voir l'annexe G pour voir la liste d'équipement de cuisine nécessitant une installation)
 - m) l'entrepreneur doit fournir et installer l'équipement de cuisine, énumérés à l'annexe H.

1.3.2. CONDITIONS ACTUELLES

L'Établissement de Bowden est situé à la périphérie de la ville de Bowden (Alberta). Il s'agit d'un établissement à sécurité moyenne. Le chantier de construction est plus ou moins plat, et il y a un étang saisonnier dans un coin. Il n'y a aucune structure permanente sur le site.

1.3.3. CONTRAINTES ET DÉFIS

- a) Le CC retenu doit obtenir des cotes de sécurité pour tout son effectif, y compris ses employés, ses consultants, ses sous-consultants et ses sous-traitants qui visiteront le chantier pour une raison ou une autre. Le CC qui ne respecte pas cette exigence verra son contrat résilié.
- b) Toutes les visites du chantier doivent être organisées avec le concours du représentant du Service ou le personnel du chantier désigné.
- c) Les soumissionnaires doivent se familiariser avec le chantier et, au besoin, obtenir de l'information sur place.
- d) Les travaux de construction seront effectués du lundi au vendredi, pendant les heures de travail de jour de l'établissement.
- e) Des restrictions d'accès imprévues pourraient être imposées en raison d'activités liées à la sécurité. Les directives concernant ces changements seront données par le représentant du Service.
- f) L'approbation du commissaire aux incendies de RHDCC ou de l'agent de sécurité-incendie du SCC est requise pour la conception et la réalisation du projet. Le CC présentera les documents de conception à RHDCC ou à l'agent de sécurité-incendie du SCC à des fins d'examen de la sécurité et de la conformité avec les codes.



1.4. APPROCHE D'EXÉCUTION DU PROJET

1. Ce projet utilisera une approche de conception-construction.
2. Le CC sera choisi par la Direction de l'attribution des marchés immobiliers (DAMI) de TPSGC. Le CC relèvera du représentant du Service (responsable technique) au sujet de la mise en œuvre du contrat et des questions techniques. La DAMI est l'« autorité contractante » et, à ce titre, elle aide le représentant du Service à s'acquitter de ses fonctions de passation de marchés, notamment : gérer le processus de demande, octroyer le contrat, publier des demandes de modification du contrat, surveiller la conformité avec le contrat et fournir des conseils contractuels sur les questions financières, juridiques et d'assurance de même que sur le règlement de conflits.
3. Le CC, qui dirigera et coordonnera le travail, mobilisera tous les services de conception et de construction requis pour réaliser le projet.
4. Le CC obtiendra et paiera tous les permis de construction.
5. Le CC présentera tous les documents requis aux autorités compétentes (AC).
6. Le CC est responsable de la communication efficace entre tous les consultants et les intervenants.

1.5. RÉSUMÉ DES SERVICES

1.5.1. CONTEXTE

1. Le CC devra procéder à la **conception, à la construction et à la mise en service** du projet.
2. La nouvelle cuisine de production sera reliée à l'infrastructure de l'établissement. Cela inclut : avertisseur d'incendie, eau, égout sanitaire, égout pluvial, alimentation électrique, alimentation d'urgence, données, systèmes de sécurité et téléphones.
3. Le CC est responsable de toute mise à niveau et nouvelle composante de l'infrastructure qui sera requise pour relier la nouvelle cuisine de production à l'infrastructure existante du chantier.
4. La conception inclura toutes les exigences du présent cadre de référence et les « spécifications de l'utilisateur ».

1.5.2. SERVICES DE CONCEPTION

1. Le CC est responsable des services de conception et des documents de construction. Le CC fournira et gèrera les services d'architecture et de génie nécessaires à la réalisation du projet, tout en respectant les exigences de la DP ainsi que tous les codes, toutes les normes et tous les règlements applicables.
2. Tous les services professionnels seront fournis par des professionnels titulaires d'un permis de pratique dans la province de l'Alberta.

1.5.3. SERVICES DE CONSTRUCTION

3. Le CC gère et livre toute la construction associée à la portée du projet, conformément aux dispositions énoncées dans le contrat et dans le cadre de référence, tout en respectant les normes mentionnées dans le présent document.
4. Le CC est responsable de la santé et de la sécurité.

5. Le CC est responsable de la coordination et de la gestion de la construction sur le chantier.
6. Dans le cadre des travaux énoncés dans la Division 01, le CC fournira un bureau distinct sur place aux commissionnaires qui fournissent des services de sécurité sur le chantier. Les commissionnaires surveilleront les procédures de sécurité sur le chantier, au nom du SCC, et seront engagés par le SCC. L'espace de bureau doit être éclairé, chauffé et meublé pour être utilisé comme bureau. Une ligne téléphonique temporaire devra être installée.

1.6. OBJECTIFS

1.6.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

1. Réaliser le projet de façon planifiée et systématique, à temps et en respectant ou dépassant toutes les spécifications.
2. Tous les travaux de construction doivent être achevés à la satisfaction du représentant du SCC.
3. Le CC se conformera à toutes les exigences liées au développement durable (gestion des déchets et conformité environnementale).
4. On s'attend à ce que le CC recommande des caractéristiques de conception qui amélioreront l'efficacité de l'immeuble et de ses systèmes et qui réduiront l'entretien au minimum.

1.6.2. RENDEMENT DE L'IMMEUBLE

1. On s'attend à ce que les nouveaux immeubles offrent :
 1. une efficacité à long terme et un bon rapport coûts-efficacité, afin de servir au SCC pendant au moins trente-cinq (35) ans avant que des rénovations importantes soient effectuées.

1.6.3. ASSURANCE DE LA QUALITÉ

1. Le CC procédera à des examens/inspections rigoureux d'assurance de la qualité pendant les phases de conception et de construction.
2. Par l'entremise de ses consultants, le CC inspectera toutes les composantes de la construction. Les inspections incluront des vérifications de la conformité avec les spécifications, les dessins, les directives du fabricant, les outils d'application et les techniques de travail.
3. Le CC fournira un plan d'assurance de la qualité au représentant du Service dans les **30** jours suivant l'octroi du contrat et inclura un calendrier d'inspections par les ingénieurs-conseils.
4. Le représentant du Service peut embaucher des experts du SCC et des consultants du secteur privé pour examiner le travail de conception et de construction du CC. Il s'agit d'une approche d'assurance de la qualité du SCC, et cela ne décharge pas le CC de la responsabilité de gérer la qualité.
5. Le CC fournira une garantie générale de construction d'un an sur tous les travaux. Les garanties supplémentaires mentionnées dans le présent cadre de référence devront être fournies tel qu'il est qu'indiqué.
6. Le CC est responsable de la qualité de la construction. Ce dernier a la responsabilité de veiller à ce que les équipes de conception et de construction :
 1. respectent les normes et pratiques exemplaires du secteur concernant tous les travaux des phases de conception, de construction et de mise en service;



2. aient une conduite professionnelle pendant toutes les phases du projet;
3. travaillent en collaboration avec le SCC pour garantir une gestion efficace de la portée, du risque, de la qualité et du calendrier.

1.7. CALENDRIER

1.7.1. GÉNÉRALITÉS

1. Les dates repères prévues ci-dessous constituent le calendrier exigé par le SCC.
2. Le CC doit préparer un calendrier de projet détaillé dans les 15 jours suivant l'octroi du contrat, et celui-ci devra être mis à jour tous les mois.

1.7.2. DATES REPÈRES PRÉVUES

Le tableau ci-dessous contient les dates repères prévues.

PHASE DU PROJET	DATES REPÈRES PRÉVUES
Attribution du contrat de conception-construction	30 juillet 2013 (date d'attribution)
Rapport sur la conception de l'immeuble et la mise en place des services	Octroi + 4 semaines
Document de conception (travaux achevés à 33 %)	Octroi + 8 semaines
Document de conception final	Octroi + 15 semaines
Début de la construction	Octroi + 16 semaines
Quasi-achèvement des travaux	Octroi + 52 semaines
Mise en service	Octroi + 56 semaines
Achèvement du projet	Octroi + 60 semaines
Première évaluation de la garantie	Achèvement + 12 semaines
Évaluation finale de la garantie	Achèvement + 38 semaines

1.8. GESTION DES COÛTS

1. Il s'agit d'un contrat à prix forfaitaire.
2. Le CC fournira un barème de prix au représentant du Service dans les 15 jours suivant l'octroi du contrat. Les coûts du projet seront surveillés et mis à jour tous les mois selon les dates repères de livraison des produits de conception.
3. Les coûts sont définis en fonction de l'exercice fédéral (1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante) et présentés au représentant du Service pour examen et acceptation.
4. Le représentant du Service (RS) est responsable du budget global du projet. Il approuvera les avis de modification et les paiements proportionnels.

1.9. DOCUMENTATION EXISTANTE

1.9.1. DESTINÉE AU CC

1. L'énoncé de projet.
2. Les dessins existants du chantier indiquant les services, l'emplacement proposé de l'immeuble, le stationnement et l'accès à la route. Les dessins ne sont présentés qu'à titre informatif. Le CC doit mener sa propre enquête sur le lieu, la condition et la capacité



disponible des services existants.

3. Le Rapport géotechnique (annexe E) concerne un lieu situé 300 mètres à l'ouest du chantier du projet et n'est fourni qu'à titre informatif.

1.10. CODES, LOIS, NORMES ET RÈGLEMENTS

1. Tout le travail sera conforme à la version la plus à jour des lois, des règlements et des codes fédéraux, provinciaux, territoriaux, municipaux ou régionaux. Tout le travail devra être approuvé par l'autorité compétente : municipale, provinciale et fédérale. En cas de divergence, l'exigence la plus stricte doit être appliquée. Le représentant du Service doit être informé de toute divergence de ce genre.
2. Sans limiter la responsabilité du concepteur-constructeur, le travail doit être en conformité avec les dernières versions des textes suivants :
 - a. Code national du bâtiment – Canada 2010;
 - b. Code national de la prévention des incendies - Canada 2010;
 - c. Code national de la plomberie – Canada;
 - d. *Code canadien du travail*;
 - e. *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*;
 - f. Normes pour l'eau potable au Canada;
 - g. Normes et manuels de l'American Society of Heating Refrigerating and Air Conditioning Engineers (ASHRAE);
 - h. Norme S478-95 de la CSA (2007), Guideline on Durability in Buildings;
 - i. Homologation de la CSA et l'ULC pour le matériel mécanique et électrique;
 - j. Code canadien de l'électricité;
 - k. Normes fédérales liées à la protection contre les incendies (http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/protection_incendies/politiques_normes/index.shtml);
 - l. normes de la National Fire Protection Association (NFPA);
 - m. CSC Technical Criteria for Correctional Institutions.

2. ADMINISTRATION DU PROJET

2.1. EXIGENCES GÉNÉRALES

2.1.1. BUREAU DE CHANTIER DU PROJET

1. Le bureau de chantier du CC pendant la construction sera situé sur le chantier. Il incombe au CC de fournir une remorque de bureau chauffée et meublée offrant suffisamment d'espace pour le bureau de construction et une salle de réunion.
2. Il incombe aussi au CC de fournir un bureau chauffé d'au moins 10 pi par 10 pi au commissionnaire. Le bureau peut se trouver dans la remorque de bureau de chantier du CC; toutefois, il doit avoir une entrée indépendante.
3. Toutes les réunions d'examen de la conception se tiendront à l'un des



bureaux du SCC à l'Annexe de l'Établissement de Bowden ou au bureau de chantier. Le CC est responsable de la tenue de toutes les réunions d'examen.

2.1.2. COTE DE SÉCURITÉ ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SÉCURITÉ

1. Voir la partie 5 : Exigences en matière de sécurité
2. Le CC :
 1. s'assurera que les formulaires d'enquête de sécurité du CIPC sont présentés au moins 15 jours avant l'arrivée prévue du personnel sur le chantier;
 2. soumettra un plan concernant la sécurité et les procédures de sauvegarde des documents liés au présent projet au représentant du Service à des fins d'examen et d'approbation. On s'attend à ce que le CC protège de façon raisonnable tous les documents et toute l'information concernant le projet;
 3. tiendra un journal de tout le personnel de son équipe de projet et conservera dans un lieu sûr une copie de toutes les autorisations de sécurité obtenues.

2.2. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

2.2.1. CONCEPTEUR-CONSTRUCTEUR

1. Le CC :
 1. affectera des employés compétents et aura recours aux services de consultants autorisés à pratiquer dans la province de l'Alberta;
 2. aura recours aux services de sous-traitants établis pour ce projet et obtiendra la confirmation de leur solvabilité financière au préalable;
 3. gèrera les services de conception, de construction et de mise en service;
 4. veillera à conserver les personnes jouant un rôle de premier plan et à motiver son équipe durant toute la durée du projet. Au minimum, les employés jouant un rôle de premier plan que le SCC a désignés pour le projet seront : le gestionnaire de projet, le consultant principal (l'architecte), les consultants (domaine civil, structures, mécanique, incendie et électricité) et le chef de chantier;
 5. transmettra par écrit les renseignements ci-dessous au représentant du Service, à des fins d'examen et d'acceptation :
 1. les noms, adresses et confirmations des qualifications et autorisations professionnelles respectifs de toutes les personnes ou entreprises engagées pour fournir des services dans le cadre de ce projet, non mentionnés précédemment dans la présentation technique du CC;
 2. tout changement de personnes ou d'entreprises dans l'équipe du CC doit être approuvé par le représentant du Service. Un document doit être présenté pour démontrer les qualifications et l'expérience de la personne ou de l'entreprise proposée pour remplacer la personne ou l'entreprise qui faisait partie de la proposition initiale. Le CC doit fournir la raison du changement. Le représentant du Service peut refuser une demande de remplacement si l'expérience et les qualifications de l'autre personne ou entreprise ont une incidence sur le risque associé au projet.

2.2.2. L'ÉQUIPE DU CC

1. L'équipe du CC :

1. comprendra parfaitement les exigences du projet, y compris la portée, le calendrier, les contraintes et les risques;
2. travaillera en collaboration avec le représentant et tous les membres du personnel du SCC affectés au projet;
3. s'assurera que tous les rapports sont exacts, complets et remis à temps.

2.2.3. RESPONSABLE TECHNIQUE DU SCC

1. Le représentant du Service est le responsable technique du SCC.
2. Le représentant du Service peut déléguer certaines questions techniques à d'autres ressources du SCC.
3. L'équipe de ressources professionnelles et techniques du SCC comprend :
 1. le coordonnateur de la conception du SCC;
 2. le spécialiste des systèmes de sécurité du SCC;
 3. l'agent de liaison de la construction de l'établissement;
 4. l'agent de mise en service du SCC;
 5. l'agent en environnement du SCC.

2.2.4. REPRÉSENTANT DU SERVICE (RS)

1. Il représente le Service correctionnel du Canada.
2. Il gère le contrat du CC et assure la liaison entre le SCC et la Direction de l'attribution des marchés immobiliers de TPSGC.
3. Il autorise le CC à préparer et présenter des Avis de modification proposée (AMP) pour les autorisations de changement éventuelles
4. Il rend compte à la haute direction du SCC des progrès réalisés, du calendrier, de la sécurité, de la SST, des budgets et des questions liées au projet.
5. Il s'agit de la personne-ressource principale du SCC pour toutes les affaires des phases de conception et de construction qui fournit la rétroaction ou les décisions du SCC.
6. Il dirige l'équipe du SCC pour la conception, la construction, la mise en service, la documentation, la garantie et les examens de projet.

2.3. COMMUNICATIONS ET RÉUNIONS

2.3.1. COMMUNICATIONS

1. Le CC assurera toutes les communications liées au projet concernant les questions techniques par l'entremise du représentant du Service ou d'une ressource nommée. Si, à l'issue d'une communication avec l'équipe du SCC, il s'avère nécessaire de modifier la portée, la qualité, le coût ou le calendrier des travaux, le CC doit en informer le représentant du Service et attendre d'avoir des consignes pour agir. L'autorité contractante de TPSGC est tenue d'approuver tous les changements apportés au contrat.
2. Correspondance :
 1. La correspondance du CC doit être distribuée par le représentant du Service.
 2. Il n'y aura pas de correspondance entre le CC et le personnel de l'établissement sauf indication contraire du représentant du Service.
 3. Toute correspondance doit mentionner le numéro de contrat, le titre du projet du SCC, le numéro de projet et une date (c.-à-d. jour/mois/année).
3. Le CC :



1. élaborera un protocole de communication et de correspondance et le présentera au représentant du Service pour examen et acceptation avant la mise en œuvre;
2. mentionnera tous les intervenants dans ce protocole et tiendra un registre à jour des noms, des rôles et des coordonnées (adresse du bureau, numéro de téléphone, numéro de téléphone cellulaire et adresse électronique);
3. dirigera toute communication et toute correspondance entre les membres de l'équipe de projet du SCC et le CC sur les questions routinières afin que le projet se déroule efficacement et selon l'échéancier prévu. Cependant, aucune communication ne doit modifier les dispositions de la portée, du budget ou du calendrier du projet, sauf si le représentant du Service en donne l'instruction par écrit.

2.3.2. RÉUNIONS

1. La première réunion de travail sera une réunion de démarrage de projet et sera présidée par le représentant du Service. La réunion se tiendra sur le chantier, et tous les membres de l'équipe du CC devront y assister.
2. Pour les réunions de travail subséquentes, le CC présidera la réunion, rédigera et distribuera les procès-verbaux et fournira un ordre du jour au moins trois jours ouvrables avant la réunion. L'objectif des réunions de travail est d'examiner les progrès réalisés et de régler les problèmes liés au projet.
3. Le CC organisera des réunions aux deux semaines ou à une fréquence acceptable pour le représentant du Service. Ce dernier peut demander des réunions spéciales avec un court préavis dans le but d'examiner des questions critiques liées à la conception, au calendrier ou à la qualité.
4. Le CC :
 1. organisera et coordonnera toutes les réunions de construction sur place;
 2. organisera les réunions ordinaires tenues aux deux semaines ou à la fréquence jugée acceptable par le représentant du Service durant toute la durée du projet;
 3. organisera des réunions de mise en service distinctes des réunions de travail ordinaires;
 4. préparera et distribuera les procès-verbaux des réunions dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent la réunion;
 5. dressera une liste des points permanents à l'ordre du jour, dont (au moins) les suivants :
 1. le calendrier du projet mis à jour;
 2. le rapport d'étape, y compris les détails concernant les progrès réalisés, l'activité liée à un métier, les documents à présenter, les Avis de modification proposée, les dessins d'atelier, les éléments à long délai de livraison;
 3. les activités entreprises avec les autorités compétentes;
 4. la confirmation de la CAT et du respect des règlements liés à la sécurité;
 5. les risques liés au projet et les problèmes de qualité exigeant des discussions et des solutions;
 6. les rapports d'incidents (sûreté, environnement, dommages, sécurité);



7. la conformité environnementale.

2.3.3. DOCUMENTS À SOUMETTRE

1. Les documents de conception à 33 %, à 66 % et à 99 % d'achèvement des travaux présentés au SCC doivent respecter ce qui suit :
 1. une trousse de documents papier pleine grandeur reliés pour le représentant du Service;
 2. une trousse de documents papier en demi-format reliés pour le coordonnateur de la conception à Ottawa;
 3. une copie électronique en PDF envoyée au RS;
 4. une copie électronique en PDF envoyée au coordonnateur de la conception.
2. Les documents de conception soumis lorsque les travaux sont achevés à 66 % doivent également inclure un ensemble complet de spécifications relatives au projet.
3. Les copies électroniques de 99 % des dessins doivent être présentées en formats Auto CAD et PDF.
4. Le CC est tenu de fournir un plan et des formulaires de mise en service avec les documents de conception à remettre lorsque les travaux seront achevés à 99 %.
5. Les dessins après exécution en copie papier et en format Auto CAD dans les quatre semaines qui suivent l'achèvement du projet.
6. Toute autre communication liée au projet sera présentée :
 1. en format électronique à l'aide des logiciels ou applications Microsoft compatibles avec la version du SCC.
 2. Le CC peut aussi envoyer ses fichiers en format Adobe Acrobat (PDF).

2.3.4. DÉLAI DE RÉPONSE RELATIF AU PROJET

1. Une des exigences du projet porte sur la disponibilité du personnel clé du CC pour assister à des réunions ou répondre rapidement aux demandes de renseignements.
2. Pendant la durée du projet, le personnel clé du CC sera :
 1. disponible pour assister aux réunions et répondre aux demandes de renseignements en moins de 24 heures;
 2. dans les situations où il y a un besoin urgent d'examiner des questions liées aux opérations, à la sécurité ou à la qualité, une réunion urgente peut être convoquée par le représentant du Service, et le CC et son consultant devront se présenter au chantier du projet en moins de 24 heures.

2.4. PRODUITS À LIVRER

2.4.1. ACCEPTATION DES PRODUITS À LIVRER

1. Le contrat exige que le concepteur-constructeur (CC) satisfasse à toutes les exigences du projet. Le représentant du Service examinera tout le travail pendant toute la durée du projet.
2. Le représentant du Service dirigera les ressources internes du SCC ou du secteur privé, afin d'examiner le travail de conception et de construction. Le Service se réserve le droit de refuser les travaux non satisfaisants ou indésirables.
3. Si le représentant du Service a des raisons de croire que le travail effectué par le CC n'est pas conforme aux normes généralement acceptées de qualité



ou aux dessins de construction approuvés, il peut en informer le CC et obtenir l'avis d'un tiers. Si les travaux ont été recouverts, le CC peut demander qu'ils soient découverts. À l'inspection, s'il est déterminé que le travail est conforme, le représentant du Service assumera les coûts engagés par le CC. Si le travail est jugé non conforme, il incombe au CC de le corriger et d'assumer les coûts associés à l'inspection et aux corrections.

4. Le CC doit obtenir du représentant du Service l'acceptation des produits à livrer dans le cadre du projet.
 1. L'acceptation s'appuie sur un examen général du matériel présenté. Les examens ne déchargent pas les professionnels de l'équipe du CC de leur responsabilité.
 2. L'acceptation ne décharge pas le CC de la responsabilité de se conformer au contrat et aux exigences du cadre de référence.
 3. L'acceptation n'empêche pas un refus futur des travaux, s'ils sont jugés insatisfaisants.

2.4.2. SURVEILLANCE ET PRODUCTION DE RAPPORTS SUR LE PROJET

1. Le CC :

1. fournira un système pour la documentation, la surveillance et la production de rapports sur le projet à chaque étape de sa réalisation, aux fins d'examen et d'approbation par le représentant du Service;
2. préparera et soumettra, au début du projet, un exemple de la structure des rapports pour examen et approbation par le représentant du Service;
 1. au besoin, il doit présenter de nouveau cet exemple avec des changements aux fins d'approbation et d'acceptation.
 2. Le CC devra présenter son rapport mensuel le même jour de chaque mois.
 3. Le rapport mensuel du CC sera utilisé pour toutes les étapes subséquentes du projet.
3. L'objectif du rapport mensuel est :
 1. de communiquer les progrès réalisés à tous les intervenants;
 2. d'énumérer les problèmes qui touchent le calendrier de projet;
 3. d'énumérer les modifications potentielles de la portée;
 4. de mettre à jour le calendrier de projet et les dates de présentation;
 5. d'examiner les risques liés au projet;
 6. d'assurer la conformité en matière de SST et d'environnement.

2.5. EXAMEN ET APPROBATION DU PROJET

1. Les instances fédérales ayant compétence sur le projet sont les suivantes :
 1. RHDCC, pour la prévention des incendies, les services d'ingénierie et la sécurité;
 2. le SCC, pour la conception fonctionnelle et les systèmes de sécurité;
 3. le SCC, pour le respect de la politique environnementale interne;
 4. Environnement Canada, pour les règlements touchant l'environnement.
2. Examen de RHDCC :
 1. cet examen porte sur la protection contre les incendies, la santé et la sécurité;
 2. pour chaque examen, fournir une copie papier et une copie électronique;

3. des documents doivent être présentés à 66 % et 99 % des étapes de conception;
 4. quand il aura presque terminé le projet, le CC invitera le commissaire aux incendies de RHDCC à inspecter le projet pour déterminer s'il est sécuritaire.
3. Examen du SCC
1. L'équipe de projet du SCC examinera le projet pour en déterminer la conformité en matière d'opérations, de fonctionnement, de sécurité, d'intégration, d'entretien, de normes et de qualité. Les documents nécessaires à l'examen de la conception sont requis quand les travaux de conception sont achevés à 33 %, à 66 % et à 99 %.
 2. Parmi les documents à présenter, il y aura des rapports, des dessins et des spécifications.
 3. Les présentations relatives à la phase de mise en service seront examinées au moment de la mise en service.
 4. Pour chaque examen de la conception, fournir les documents demandés au point 2.3.3.1 du présent cadre de référence, en plus des documents à l'appui demandés par l'équipe du SCC. La durée de l'examen peut varier, de 7 à 10 jours ouvrables.

3. SERVICES REQUIS

3.1. EXIGENCES CIVILES

1. Le CC concevra et construira tous les services civils (eau, égout sanitaire, égout pluvial, etc.)
2. Le CC déterminera l'emplacement et l'importance de tous les services publics et de toutes les connexions requises dans l'immeuble. Les services souterrains doivent être bien organisés sur le chantier, compte tenu des services existants.
3. Tous les systèmes civils seront construits tels que conçus par l'ingénieur professionnel qui approuve la conception civile et ses spécifications.
4. Le travail sur le chantier inclut l'enlèvement des débris, le nivellement préliminaire et le nivellement définitif pour permettre la construction du nouvel immeuble et le terrassement/pavage connexe. Les mises à niveau définitives doivent permettre de gérer l'eau de surface grâce à des caractéristiques de conception de surface et compléter les systèmes d'égout pluvial requis.
5. Le nivellement définitif sera conçu en tenant compte de la topographie du chantier et de pluies excessives une fois aux 20 ans.
6. Fournir et mettre en œuvre un plan de sédimentation et de contrôle de l'érosion pour le travail sur le chantier. Pendant la construction, l'ingénieur-concepteur s'assurera que le plan est respecté.
7. Le CC devra réparer à ses frais et à la satisfaction du représentant du Service tout dommage à la propriété existante.
8. En cas de tassement du sol, le CC est responsable de la restauration du nivellement définitif pendant une période d'un an.
9. Fournir au représentant du Service le certificat d'acceptation estampillé de l'ingénieur de conception civile sur le quasi-achèvement et l'achèvement des travaux.

3.2. EXIGENCES STRUCTURALES

1. Le CC s'assurera que la conception des structures est fondée sur l'étude

géotechnique réalisée sur le chantier du projet.

2. Le chantier du projet est adjacent à des bassins de traitement des eaux usées et au site d'une ancienne ferme d'élevage. Tout le béton sous-fondation doit être de type 50 (résistant aux sulfates).
3. Tous les systèmes structurels seront construits tels que conçus par l'ingénieur professionnel qui approuvera la conception, les dessins et les spécifications de la structure.
4. Fournir au représentant du Service des rapports d'inspection de l'ingénieur en conception de structures sur l'achèvement et le quasi-achèvement des fondations, des dalles de plancher, de l'acier de construction et de la maçonnerie. Lui fournir également le certificat d'acceptation estampillé de l'ingénieur en conception de structures quand les travaux sont quasi achevés et achevés.

3.3. EXIGENCES ARCHITECTURALES

1. L'architecte doit intégrer les exigences de l'utilisateur final à la conception de l'immeuble.
2. Tous les systèmes architecturaux seront construits tels que conçus par l'architecte professionnel qui approuve la conception, les dessins et les spécifications liés à l'architecture.
3. Toutes les couleurs seront choisies par le représentant du Service ou par le coordonnateur de la conception du SCC, à partir de la gamme complète de couleurs du fabricant. Le CC fournira trois tableaux de couleurs pour aider à la sélection des couleurs d'intérieur et d'extérieur.
4. L'application du matériel et l'installation de l'équipement se feront, sauf indication contraire, selon les instructions écrites du fabricant.
5. Toute la menuiserie sera conforme aux normes de l'Association des manufacturiers de la menuiserie architecturale du Canada (AWMAC).
6. Une fois le matériel installé, les fiches signalétiques des fabricants et les étiquettes de la CSA doivent être bien visibles et lisibles.
7. Fournir au représentant du Service le certificat d'acceptation de l'architecte-concepteur titulaire d'un permis sur le quasi-achèvement et l'achèvement des travaux.

3.4. EXIGENCES MÉCANIQUES

1. Les travaux mécaniques incluent, sans toutefois s'y limiter, la plomberie, le chauffage, la climatisation, la ventilation, les hottes de ventilation par aspiration et les systèmes d'extinction d'incendie.
2. Tous les systèmes mécaniques seront construits tels que conçus par l'ingénieur professionnel qui approuve les dessins et les spécifications de la conception mécanique.
3. Tous les travaux mécaniques seront conformes aux normes actuelles de l'ASHRAE et à toute réglementation qui s'appliquent aux cuisines commerciales.
4. Les plans doivent identifier clairement tous les tuyaux, toutes les soupapes, tout l'équipement et tous les contrôles à l'aide d'étiquettes et de marques indiquant le contenu et la direction de l'écoulement.
5. Une fois le matériel installé, les fiches signalétiques des fabricants et les étiquettes de la CSA doivent être bien visibles et lisibles.
6. Fournir au représentant du Service le certificat d'acceptation de l'ingénieur en

conception mécanique sur le quasi-achèvement et l'achèvement des travaux.

3.5. EXIGENCES ÉLECTRIQUES

1. Tous les systèmes électriques seront construits tels que conçus par l'ingénieur professionnel qui approuve la conception, les dessins et les spécifications électriques.
2. La conception électrique inclura des systèmes de sécurité, de données et de communication. Les systèmes électriques et autres devront être conçus après une enquête sur les services publics présents sur le chantier. Les systèmes de sécurité, de données et de communication seront intégrés aux systèmes existants de l'établissement.
3. L'ingénieur en électricité du CC concevra et certifiera le système électrique et tous les branchements.
4. Réaliser les travaux conformément au Code canadien de l'électricité et à la norme C22.10 (dernière version) de la CSA.
5. Se conformer aux normes de la CSA régissant l'homologation des installations électriques.
6. Une fois le matériel installé, les fiches signalétiques des fabricants et les étiquettes de la CSA doivent être bien visibles et lisibles.
7. Identifier les câbles en faisant une marque indélébile à chacune des extrémités des conducteurs de phase d'un circuit d'alimentation ou de contrôle ou en y installant un tube de couleur ou numéroté.
8. Il incombe au CC de mettre à l'essai les éléments suivants avant la mise en service :
 1. Le système de distribution, y compris la mise en phase, le voltage, la mise à la terre et l'équilibrage des lignes.
 2. Vérification des charges maximales et des charges des transformateurs.
 3. L'éclairage extérieur et ses commandes.
 4. La fonctionnalité des systèmes de sécurité.
 5. La fonctionnalité des systèmes de sonorisation
 6. La connectivité des données (fibre optique).
 7. Le fonctionnement de l'avertisseur d'incendie.
 8. L'intégration pour assurer la compatibilité et la synchronisation avec les systèmes existants (électrique, alarme de porte, sonorisation, avertisseur d'incendie).
9. Les essais doivent être vérifiés par l'ingénieur en électricité professionnel, et les formulaires IP/VR et les feuilles d'EVR doivent être approuvés à des fins de garantie avant d'être versés au dossier.
10. Le nouveau transformateur pour la cuisine de production est la responsabilité du concepteur-constructeur et s'inscrit dans la portée du projet.
11. Seuls les conducteurs en cuivre sont permis pour tout câblage électrique.
12. Fournir au représentant du Service le certificat d'acceptation de l'ingénieur concepteur en électricité sur le quasi-achèvement et l'achèvement des travaux.

3.6. SERVICES DE CONCEPTION REQUIS

1. Conception des services publics et services du chantier.
2. Conception du terrassement du chantier.

3. Conception de l'immeuble (architecture et ingénierie).
4. Services de documents afférents à la construction.
5. Administration de la construction.
6. Mise en service du projet.
7. Production de documents pour le dossier (dessins de recolement).
8. Examen du manuel de fonctionnement et d'entretien.
9. Certificats de quasi-achèvement et d'achèvement des travaux.
10. Inspections relatives à la garantie.
11. Livraison des dessins de recolement en copie papier et en format Auto CAD.
12. Approbation de sécurité donnée par les autorités compétentes.
13. Certificat d'occupation.

3.7. ÉLABORATION DE LA CONCEPTION

3.7.1. PHASE D'ÉLABORATION DE LA CONCEPTION

1. Examiner toutes les exigences du projet.
2. Analyser toute l'information sur le projet.
3. Cerner les problèmes de conception à régler. Examiner tous les documents de projet existants, les dessins de chantier et les détails de l'infrastructure, y compris les exigences décrites dans le cadre de référence et les spécifications de l'utilisateur.
4. Se rendre sur le chantier et en analyser et en confirmer l'état. Documenter les éléments qui auront des répercussions sur la conception ou la réalisation du projet.
5. Évaluer les répercussions environnementales relativement à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE).
6. Trouver :
 1. toute l'information supplémentaire requise pour la réalisation du projet;
 2. toutes les autorités compétentes (AC) concernées par le projet ainsi que les codes, règlements et normes applicables.

3.7.2. PRODUITS À LIVRER

1. Dans les quatre semaines suivant l'attribution du contrat, le CC fournira un rapport de conception et de services signalant les problèmes de conception et les solutions techniques, notamment : stratégie de conception, systèmes proposés, matériaux et méthodes. Les sujets seront présentés par domaine de conception, et le CC démontrera la conformité avec les exigences du projet. Le rapport de conception approuvé servira de dossier pour les décisions techniques pendant la phase de conception initiale du projet.
2. Les documents de conception selon un échéancier progressif (se reporter à la section 2.3.3).

3.7.3. CONTENU DU RAPPORT D'ÉLABORATION DE LA CONCEPTION

1. Sommaire
2. Analyse de la réglementation
 - a) doit inclure au moins un sommaire préliminaire des exigences

-
-
- réglementaires et légales, des autorités compétentes ainsi que des codes, des règlements et des normes.
3. Analyse du chantier : doit inclure, au moins :
 - a) les caractéristiques et les restrictions du chantier (c.-à-d. éléments paysagers, accidents de terrain, influences climatiques, exigences relatives aux marges de recul, servitudes, bâtiments ou structures existants);
 - b) des commentaires sur l'état du sous-sol;
 - c) l'infrastructure existante : services souterrains et de surface, y compris les capacités et les limites.
 4. Caractéristiques environnementales, notamment les possibilités en matière de conception durable.
 5. Analyse de l'immeuble incluant au moins :
 - a) la sous-structure et les fondations;
 - b) la carcasse : structure, enveloppe de l'immeuble et finition extérieure;
 - c) l'intérieur : les divisions, la classification des éléments résistant au feu et la finition intérieure.
 6. Les systèmes mécaniques : plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, commandes, protection contre les incendies.
 7. Les systèmes électriques : alimentation, éclairage, télécommunications, données, sécurité et automatisation de l'immeuble.
 8. Les caractéristiques et la disposition de l'ameublement, des luminaires et de l'équipement.
 9. Montrer une compréhension du projet suffisamment approfondie pour obtenir l'autorisation de commencer la préparation des documents de conception, y compris les modifications des spécifications et des dessins de l'immeuble multifonctionnel générique fournis.
 10. Stratégies de développement durable
 11. Approche de conception durable
 - a) Objectifs de consommation de l'eau et de l'énergie
 - b) Réduction des déchets
 - c) Utilisation maximale de la lumière du jour, etc.
 - d) Application de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE)

3.8. PHASE DE DOCUMENTATION DE LA CONSTRUCTION

3.8.1. SERVICES

1. L'objectif de cette phase est de transformer la conception en documents de construction, en dessins et en spécifications.
2. Le CC ne procède pas à la phase de documentation de la construction avant d'avoir reçu l'autorisation écrite du représentant du Service.
3. Le CC :
 1. gèrera et coordonnera le travail dans les domaines de conception, y compris les modifications;
 2. s'assurera que les documents de construction sont de qualité appropriée

- pour décrire l'objectif de conception de chaque domaine de conception, et la réalisation du projet dans son ensemble; il coordonnera les documents de construction de tous les domaines de conception;
3. formulera des commentaires sur les documents présentés au représentant du Service aux dates repères de présentation des documents de conception, concernant : le caractère exhaustif des documents présentés, les matériaux uniques, les éléments à long délai de livraison et l'intégration;
 4. fournira des réponses écrites à la rétroaction d'examen des documents et aux demandes de renseignements du SCC dans les cinq jours suivant l'examen ou la réunion. Les modifications acceptées par le SCC doivent être intégrées aux documents de construction révisés;
 5. présentera les documents de construction aux autorités compétentes aux dates repères appropriées pour obtenir les approbations requises.

3.8.2. GESTION DES COÛTS

Le CC :

1. tiendra à jour le barème des prix pendant toute la durée du projet;
2. informera le représentant du Service des modifications apportées au barème des prix même s'il s'agit d'un contrat à prix forfaitaire;
3. sera payé suivant le barème de prix approuvé;
4. Le représentant du Service peut demander une répartition détaillée du barème des prix pour vérifier le pourcentage d'achèvement en lien avec une demande de paiement.

3.8.3. GESTION DU CALENDRIER

Le CC :

1. élaborera, mettra en œuvre et tiendra à jour un calendrier pendant toute la durée du projet, notamment :
 - a) le chemin critique, les dates repères clés et les délais de mise en production des dessins d'atelier, des examens/approbatons, de la fabrication en atelier et de livraison;
 - b) les dates de début et de fin de toutes les activités de conception et de construction, interreliées aux activités préalables;
 - c) le suivi des modifications du calendrier;
2. préparera et tiendra à jour le calendrier à l'aide du logiciel standard de l'industrie;
3. respectera le calendrier accepté et, si des modifications du calendrier deviennent nécessaires, indiquera les répercussions et les raisons de ces modifications, et transmettra les modifications proposées au représentant du Service, à des fins d'examen et d'acceptation;
4. fournira régulièrement un calendrier de projet mis à jour et présentera un rapport mensuel sur les progrès réalisés et les répercussions des modifications sur le calendrier.

3.9. PHASE D'ADMINISTRATION DU MARCHÉ DE CONSTRUCTION

3.9.1. SERVICES

Le CC :

1. surveillera la qualité du travail, l'enchaînement des activités de construction et les modifications de la portée des travaux et fournira une orientation aux sous-traitants en matière de conception;



2. gèrera les services de conception pendant la phase d'administration du marché de construction pour :
 - a) examiner le travail sur le chantier à des intervalles appropriés pour mesurer la conformité avec les documents de construction et les objectifs de conception;
 - b) tenir le représentant du Service informé des progrès des travaux; signaler les travaux incomplets ou inacceptables observés pendant l'examen du chantier;
 - c) fournir au représentant du Service des copies des rapports d'inspection du chantier pour tous les domaines dans les deux jours suivant l'examen;
 3. ne pourra modifier la conception et les spécifications approuvées ni s'en écarter. Il pourra demander des changements en fournissant une justification;
 4. conservera sur place des dessins préparatoires exacts contenant toute l'information de recolement. Les dessins préparatoires serviront de base aux dessins de recolement quand la construction sera totalement achevée.
1. Produits à livrer :
 1. Tout au long de la phase d'administration du marché de construction, le CC s'assurera que son équipe de conception (architecte et ingénieurs) fournit :
 1. des copies électroniques de toutes les mises à jour des dessins et des spécifications avec l'information complémentaire;
 2. l'approbation des dessins d'atelier des sous-traitants;
 3. des rapports écrits des visites sur place et des inspections. Toutes les instructions concernant le chantier doivent être numérotées et datées, et il faut présenter un journal chaque mois au CC;
 4. des rapports écrits sur l'avancement des travaux à la fin de chaque mois;
 5. les croquis supplémentaires requis pour préciser, interpréter ou compléter les documents de construction seront fournis en tant qu'instructions concernant le chantier et feront l'objet d'un suivi;
 6. des copies de la correspondance actuelle avec toutes les autorités compétentes.

3.10.ÉTAPE POSTÉRIEURE À LA CONSTRUCTION ET À LA PÉRIODE DE GARANTIE

1. Le CC fournira des dessins de recolement dans les quatre semaines suivant l'achèvement du projet.
2. Le CC et ses consultants procéderont aux inspections de garantie suivantes :
 - a) 12 semaines après la délivrance du certificat d'occupation;
 - b) 38 semaines après la délivrance du certificat d'occupation.

3.11.TRAVAIL DE L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL

3.11.1. SERVICES

1. Effectuer tout le travail et toutes les tâches en tant qu'entrepreneur général en construction responsable du projet.
2. S'assurer que le travail est réalisé conformément au contrat, aux exigences de la Division 01 (ci-jointe) et aux documents de construction.

3. Le CC sera responsable de la coordination, du paiement et de l'obtention de tous les permis.
4. L'offre et le maintien en poste de personnel compétent à temps plein sur le chantier afin :
 - a) de coordonner et de gérer les travaux liés à un métier sur le chantier;
 - b) d'assurer la liaison avec le bureau du SCC, les autorités locales et légalement compétentes en ce qui concerne les palissades, les restrictions de circulation, les services ainsi que les détournements ou les connexions afférentes;
 - c) de surveiller les progrès de ces travaux;
 - d) d'assurer la qualité, la gestion du calendrier et les rapports pendant la durée du projet. Effectuer tous les travaux dans le strict respect des documents de construction approuvés : dessins et spécifications, y compris tous les addenda et toutes les autorisations de changement approuvées;
 - e) tenir un journal quotidien des activités et du personnel sur le chantier. Le représentant du Service pourra le consulter sur demande;
 - f) conserver une copie à jour des spécifications, des dessins, des échantillons, des dessins d'atelier, de l'information concernant l'entretien, des manuels de fonctionnement, des rapports des consultants, des instructions concernant le chantier, des procédures, des instructions et d'autres documents liés à la construction, y compris tous les avis de modification proposée et toutes les autorisations de changement.
5. Prévoir et mener régulièrement des inspections du chantier, conformément au calendrier fourni au représentant du Service.
6. Prévoir des réunions d'étape mensuelles pour examiner l'avancement de la construction et discuter des problèmes. Les ingénieurs-concepteurs doivent participer à ces réunions.
7. La gestion de la santé et de la sécurité liée à ce projet est la responsabilité du CC. Fournir au représentant du Service un plan de sécurité précis pour le chantier du projet. Conserver une copie du plan de santé et sécurité sur le chantier. Respecter entièrement les règlements sur la santé et la sécurité en vigueur en Alberta. Au sens de la *Occupational Health and Safety Act* de l'Alberta, le CC est considéré comme l'« entrepreneur ». Se conformer au SIMDUT et à tous les autres règlements applicables en ce qui a trait aux matières dangereuses. Installer et vérifier des panneaux de signalisation et mettre en œuvre un programme de sécurité sur le chantier.
8. S'assurer que tous les visiteurs autorisés respectent les exigences de sécurité sur le chantier.
9. Fournir régulièrement au représentant du Service des rapports au sujet du calendrier du projet.
 1. Indiquer les écarts possibles entre la date d'achèvement indiquée au calendrier et les dates probables d'achèvement.
 2. Examiner le calendrier des travaux qui n'ont pas commencé ou ne sont pas terminés.
 3. Documenter tous les changements apportés au calendrier et les signaler au représentant du Service.
10. Fournir des manuels sur le fonctionnement et l'entretien de tout

- l'équipement installé.
11. Avant de demander l'achèvement final :
 1. Toutes les lacunes découvertes pendant la mise en service devront être comblées.
 2. Fournir un rapport de mise en service avec les données des formulaires IP/VR et des feuilles d'EVR.
 3. Il incombe au consultant principal (architecte) du CC de fournir le certificat d'occupation sécuritaire.
 12. Services après la construction et pendant la période de garantie :
 1. Quand 12 semaines se seront écoulées après l'achèvement du projet, mais moins de 14 semaines, le CC organisera avec le représentant du Service une inspection du projet dans le but de cerner les éléments à corriger conformément à la garantie.
 2. Quand 38 semaines se seront écoulées après le quasi-achèvement des travaux, le CC organisera avec le représentant du Service une deuxième inspection du projet dans le but de cerner les éléments à corriger conformément à la garantie.
 3. Dresser une liste des articles garantis aux fins d'examen et d'approbation par le représentant du Service.
 4. Fournir et gérer le calendrier et les gens de métier pour la correction de tout le travail garanti et le présenter au représentant du Service pour examen et acceptation. Tous les gens de métier devraient être appelés à fournir leurs services au cours de la même semaine pour réduire au minimum l'interruption des opérations de l'établissement.
 5. Organiser la correction de toutes les lacunes cernées conformément au calendrier et rendre compte des progrès réalisés et de l'achèvement des travaux. Le personnel désigné du SCC approuvera tous les travaux achevés.

3.12.PHASE DE LA MISE EN SERVICE

3.12.1. SERVICES

1. Le CC assurera une mise en service complète et entièrement intégrée pour le projet.
2. L'équipe de mise en service du CC comprendra un consultant indépendant en mise en service enregistré en tant qu'ingénieur professionnel ou architecte dans la province de l'Alberta.
3. Le CC doit fournir un plan de mise en service de même que 99 % de la conception. Tous les modèles de formulaires IP/VR et de feuilles d'EVR feront partie des documents présentés.
4. Le processus de mise en service inclura des essais détaillés et la vérification du rendement des systèmes de l'immeuble. Tous les rapports de mise en service et les formulaires de données sur le rendement seront approuvés par des ingénieurs professionnels, qui confirmeront les paramètres d'un rendement satisfaisant et la sécurité des occupants.
5. Le CC invitera le commissaire aux incendies de RHDCC pour qu'il inspecte le projet et approuve les systèmes de sécurité.
6. Le processus de mise en service commencera quand le représentant du Service sera convaincu que le projet est presque achevé. Le CC travaillera avec le représentant du Service pour établir le calendrier de mise en service.

7. Les membres de l'équipe de projet du SCC peuvent être présents pendant le processus de mise en service. L'organisme utilisateur jouera un rôle important pendant le processus de mise en service.
8. Au même moment, le SCC entreprendra son processus de mise en service interne pour vérifier le rendement opérationnel de toutes les composantes du projet.
9. Certains éléments de la mise en service seront réalisés à diverses phases du projet, notamment :
 1. la vérification du rendement des services souterrains;
 2. les tests de pression d'eau pour la conception du système d'extincteurs automatiques;
 3. la taille du transformateur, les charges de calcul et l'approbation;
 4. l'approbation des dessins d'atelier des composantes de l'immeuble qui seront couvertes (p. ex. fermes et solives);
 5. le test du point de bulle du nouveau système d'extincteurs automatiques;
 6. l'approbation de toutes les serrures et de toute la quincaillerie;
 7. la cure du béton et les rapports des tests.
10. Le CC fournira trois (3) copies du manuel de fonctionnement des systèmes de l'immeuble et donnera au personnel de F et E de l'établissement une formation sur le fonctionnement et l'entretien des systèmes de l'immeuble.
11. Le CC fournira de la documentation liée à la garantie de tous les systèmes de l'immeuble et inclura une liste d'inventaire des pièces de rechange avec les coordonnées du fournisseur. Des pièces de rechange sont requises pour les systèmes suivants :
 1. têtes d'extincteur automatique (quantité : 12);
 2. filtres à air du système de CVCA/d'aération (quantité : 6);
 3. filtres à tamis en grillage métallique pour hotte de ventilation par aspiration (1 par système);
 4. dispositifs de robinetterie de salles de bain (quantité : 1);
 5. robinet du lavabo de lavage des mains (quantité : 1);
 6. tuiles de rechange pour les salles de bain (3 douzaines de chaque type);
 7. luminaires pour la cuisine (10 ensembles de rechange).

3.12.2. PERMIS D'OCCUPATION

1. Le consultant principal du CC (architecte) présentera au représentant du Service le rapport de correction des lacunes de mise en service confirmant la correction de toutes les lacunes de mise en service.
2. Le CC fournira au représentant du Service une liste des travaux impossibles à effectuer en hiver avec un calendrier d'achèvement des travaux.
3. Le consultant principal du CC présentera la copie originale de l'approbation de sécurité de RHDCC au représentant du Service.
4. Sur examen et acceptation des documents mentionnés ci-dessus, le représentant du Service demandera au consultant principal du CC une copie estampillée du certificat d'occupation.
5. Sur acceptation du certificat d'occupation, le représentant du Service remettra le certificat d'achèvement du projet au CC.

3.13. PHASE DE CLÔTURE DU PROJET



3.13.1. SERVICES

Avant de remettre le projet au représentant du Service, le CC :

1. modifie la documentation pour tenir compte des changements, des modifications et des rajustements effectués après la mise en service;
2. livre les dessins d'après exécution en copie papier et en format Auto CAD. Se reporter à la section 2.3.3;
3. fournit un calendrier d'achèvement des travaux impossibles à effectuer en hiver et le met à jour;
4. offre un système de suivi des commentaires/plaintes des occupants après l'occupation;
5. définit les vérifications du système que le personnel de F et E devra effectuer avant l'expiration des garanties;
6. fournit un calendrier pour les inspections de garantie après 12 semaines et 38 semaines;
7. la période de garantie de 12 mois débutera à la date à laquelle le certificat d'occupation est émis;
8. sera responsable de toutes les réclamations liées à la garantie faites auprès des fournisseurs, des distributeurs ou des sous-traitants durant la période de garantie.

4. DIVISION 01 (Exigences générales)

1	Description des travaux	Voir la section 1.3.1 du présent cadre de référence pour la portée.
2	Autorisation d'accès	Fournir une demande écrite au personnel de chantier désigné au moins 15 jours avant la date d'accès au chantier.
3	Autorisation de sécurité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Toutes les personnes travaillant sur le chantier doivent avoir une autorisation de sécurité délivrée par le SCC. 2. Présenter au représentant du Service, ou à l'agent de sécurité désigné, un formulaire du CIPC rempli pour tous les employés qui auront accès au chantier de construction. Prévoir dix jours civils pour la délivrance des autorisations de sécurité. <p>Le SCC, par l'entremise de son représentant, a le droit de refuser l'accès aux lieux à une personne qui n'a pas obtenu d'autorisation de sécurité.</p>
4	Heures de travail	De façon générale, les heures de travail permises sont de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi. Le représentant du SCC peut prolonger ces heures pendant l'été.
5	Utilisation des installations par l'entrepreneur	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'entrepreneur limitera l'utilisation des installations aux travaux prévus dans le contrat. Un entreposage limité est permis sur le chantier. Voir la section 5 : Exigences en matière de sécurité.



		2. Coordonner l'utilisation des installations sous la direction du représentant du Service.
6	Opérations sur le chantier et occupation de celui-ci	<ol style="list-style-type: none">1. Les installations adjacentes au chantier seront occupées pendant le projet pour les opérations normales du SCC.2. Le CC travaillera avec le représentant du Service pour planifier les travaux de construction de façon à réduire au minimum les conflits avec les activités normales de l'établissement.3. L'obligation de diligence type s'applique pendant la réalisation des travaux sur les propriétés de la Couronne. Le CC est tenu de donner un préavis au représentant du Service ou au représentant désigné de l'établissement avant de commencer les travaux de construction ou de planifier une interruption des services publics.
7	Contraintes applicables	Donner au représentant du Service et au représentant de l'établissement un préavis d'au moins 72 heures avant l'interruption d'un service mécanique et électrique pendant toute la durée des travaux. Les interruptions doivent être le plus courtes possible. Le moment et la durée des interruptions doivent être acceptés par le représentant du Service et le représentant de l'établissement.
8	Procédures de paiement	1. Le barème de prix/la répartition des coûts du projet doit être présenté 15 jours après l'octroi du contrat. La première demande de paiement peut être présentée deux semaines après la présentation du barème de prix. Celui-ci constituera la base des paiements proportionnels.
9	Administration et coordination du projet	<ol style="list-style-type: none">1. Pendant les travaux, le CC organisera et présidera des réunions de projet bimensuelles en consultation avec le représentant du Service. Le CC préparera les procès-verbaux des réunions et obtiendra l'acceptation du représentant du Service avant leur distribution.2. Dans les 15 jours suivant l'octroi du contrat, le CC assistera à une réunion présidée par le représentant du Service pour éclaircir les procédures et les responsabilités administratives.3. Pendant la construction, coordonner l'utilisation du chantier et des installations sur le chantier par l'entremise du représentant du Service ou du représentant désigné de l'établissement.4. Le CC conservera sur le chantier une copie



		<p>des documents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 4.1. tous les documents de construction en vigueur; 4.2. toutes les spécifications du projet; 4.3. une copie des autorisations de changement signées; 4.4. les documents présentés révisés; 4.5. une copie des calendriers approuvés; 4.6. tous les permis municipaux/territoriaux applicables; 4.7. les fiches signalétiques; 4.8. le plan et la politique de santé et de sécurité; 4.9. les cautionnements pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; 4.10. sa politique de sécurité; 4.11. les coordonnées des personnes à joindre en cas d'urgence.
10	Calendrier des travaux	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présenter au représentant du Service, dans les 15 jours suivant l'octroi du contrat, un calendrier de projet détaillé. Intégrer les changements demandés par le représentant du Service et le présenter de nouveau. 2. Ce document servira de base à la réalisation du projet par le CC.
11	Documents à soumettre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Tous les documents de construction doivent être estampillés par un architecte ou un ingénieur professionnel autorisé à pratiquer dans la province de l'Alberta. 2. Tous les documents doivent être présentés conformément à la section 2.3.3 du cadre de référence. 3. Le CC doit mentionner dans un résumé tous les écarts par rapport aux normes ou spécifications fournies. Ces éléments devront être approuvés par écrit par le représentant du Service et seront traités en priorité. 4. Prévoir jusqu'à <u>dix jours ouvrables</u> pour l'examen de la conception par le SCC. 5. Des commentaires d'examen seront fournis au CC. Ce dernier devra donner suite à tous les commentaires dans un délai de cinq jours. 6. Les dessins d'atelier doivent être approuvés par l'architecte ou les ingénieurs-concepteurs respectifs. Dans certains cas, le représentant du Service examinera les dessins d'atelier pour en déterminer la conformité globale seulement. Il incombe au CC de s'assurer de la fonctionnalité et du respect des exigences des documents contractuels. L'examen du SCC ne signifie pas nécessairement qu'il approuve



		<p>la conception détaillée inhérente aux dessins d'atelier. Le respect des documents contractuels demeure la responsabilité du CC.</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. Les documents à présenter sont, entre autres : <ol style="list-style-type: none"> 7.1. Numéro de version et date 7.2. Titre et numéro du projet 7.3. Nom et adresse des personnes suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 7.3.1. sous-traitant 7.3.2. fournisseur/fabricant 7.3.3. vérification des mesures sur le terrain et du respect des documents contractuels. 7.4. Les documents présentés sans signature, estampille, identification de projet ni vérification mentionnée au point 6.3 seront refusés. 8. Les demandes de paiement doivent être présentées au représentant du Service. 9. Les demandes d'interprétation des documents contractuels doivent être présentées au représentant du Service. 10. Tous les avis de modification proposée doivent être présentés au représentant du Service, et leur simple présentation ne peut pas être considérée comme une approbation. 11. Tous les documents concernant l'achèvement/la fermeture du projet et les résultats d'inspection seront présentés au représentant du Service.
12	Exigences réglementaires	<ol style="list-style-type: none"> 1. Tous les travaux doivent être effectués conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB 2010) et aux codes, règlements ou ordonnances applicables de la province, du territoire, de la localité ou de toute autre autorité compétente. En cas de conflits ou de divergences, les exigences les plus élevées s'appliqueront. 2. Satisfaire ou dépasser les spécifications : <ol style="list-style-type: none"> 2.1. du contrat; 2.2. des spécifications de l'utilisateur; 2.3. des documents de construction; 2.4. des normes, des codes et des documents de référence prescrits. 3. Se conformer au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) pour ce qui est de l'utilisation, de la manutention, du stockage et de l'élimination des matières dangereuses, de l'étiquetage et de la présentation de fiches signalétiques de sécurité de produit acceptables à Travail Canada et à Santé et Bien-être social Canada.



		<p>4. Conserver les fiches signalétiques du fournisseur et les feuilles de données du SIMDUT à proximité de l'endroit où les matériaux sont utilisés et le faire savoir aux employés qui pourraient être en contact avec ces matériaux.</p> <p>5. Amiante : la démolition d'ouvrages faits ou recouverts de matériaux contenant de l'amiante appliqués par projection ou à la truelle présente des dangers pour la santé. En cas de découverte de matériaux qui semblent faits ou recouverts d'amiante pendant les travaux de démolition, cesser immédiatement le travail et en informer le représentant du Service.</p> <p>6. En cas de découverte de matériaux que l'on soupçonne de contenir des BPC ou de la moisissure pendant le travail de démolition, cesser immédiatement le travail et en informer le représentant du Service.</p>
13	Restrictions relatives à l'usage du tabac	Le CC respectera toutes les interdictions de fumer. Il ne sera pas permis de fumer sur la propriété du SCC. Voir la partie 5 : Sécurité.
14	Contrôle de la qualité	<p>1. Un préavis d'au moins trois (3) jours devra être donné relativement aux travaux devant être approuvés, inspectés ou mis à l'essai par le représentant du Service. Si ces travaux sont couverts par l'entrepreneur ou si l'entrepreneur permet que les travaux soient couverts, il devra les dévoiler, faire faire des inspections ou des essais satisfaisants et sera responsable du rétablissement sans frais pour le SCC.</p> <p>2. Le représentant du Service peut demander qu'une partie des travaux soit inspectée. Après examen, s'il est déterminé que les travaux ne sont pas conformes au contrat ou aux documents de construction, le CC corrigera les travaux et paiera les coûts liés à l'inspection et à la correction. S'il est déterminé que les travaux respectent les documents contractuels, le SCC paiera les coûts d'examen et de remplacement.</p>
15	Qualité de l'exécution	Il incombe au CC d'assurer la grande qualité de l'exécution des travaux. Tous les travaux incomplets seront achevés; tout travail déficient sera corrigé par le CC en temps opportun. Si le représentant du Service refuse une composante du travail, le CC ne présentera pas de demande de paiement avant que ce travail n'ait été achevé de façon satisfaisante.



16	Services publics temporaires	Le SCC fournira une alimentation en électricité et en eau temporaire seulement. Le CC est responsable du propane, de la génératrice, de l'air du circuit pneumatique, etc.
17	Installations sur le chantier	<ol style="list-style-type: none">1. Le stationnement sur le chantier sera limité.2. Les employés du CC ne seront pas autorisés à utiliser les installations sanitaires existantes. Le CC fournira des installations temporaires adéquates pour ses employés et gens de métier.3. Il n'est pas permis de nettoyer des outils de construction et de jeter des matériaux sur le chantier.4. Les matériaux et les outils ne pourront pas être conservés sur le chantier sans l'approbation du représentant du Service ou du directeur de la sécurité de l'établissement. Voir la partie 5 : Sécurité.
18	Protection de l'environnement	<ol style="list-style-type: none">1. Aucun feu ni incinération n'est autorisé sur le chantier.2. Il est interdit de jeter des déchets ou des rebuts de matériaux sur le chantier, y compris les matériaux volatiles comme les huiles minérales, les graisses, la peinture, les solvants ou les piles.3. Il est interdit d'enlever des arbres ou des arbustes sans la permission du représentant du Service.4. Tout déversement (lieu, type et quantité) doit être signalé immédiatement au représentant du Service, et des mesures doivent être prises sans délai pour le nettoyage et le confinement.
19	Exigences de base relatives aux produits	<ol style="list-style-type: none">1. Les articles, l'équipement et les matériaux des produits intégrés aux travaux doivent être neufs, ne doivent pas être endommagés ni défectueux et doivent être de la qualité et de la nature voulue. Sur demande, le CC fournira la preuve du type, de l'origine et de la qualité des produits fournis.2. L'uniformité et la constance seront maintenues pendant le projet.3. Manipuler et entreposer les produits de façon à prévenir les dommages, les altérations, la détérioration et le lessivage et conformément aux instructions du fabricant s'il y a lieu.4. Retirer et remplacer les produits endommagés à ses frais et au gré du représentant du Service.5. Le CC sera responsable de tous les coûts associés au transport des produits requis pendant la réalisation du contrat.6. Sauf indication contraire dans les



		<p>spécifications, installer les produits conformément aux instructions du fabricant.</p> <ol style="list-style-type: none">7. Accorder une attention particulière aux matériaux et à l'équipement devant être réutilisés, s'ils doivent être retirés, manipulés, entreposés et réinstallés, pour en assurer une fonctionnalité et une durée de vie acceptables.8. Le CC est responsable de tous les coûts liés au transport, à l'entreposage et à la manipulation des produits/matériaux qui doivent être entreposés à l'extérieur du chantier pour des raisons d'espace ou de sécurité.
20	Fixation de l'équipement	Responsabilité du concepteur-constructeur
21	Entretien du chantier	<ol style="list-style-type: none">1. S'assurer que le chantier demeure propre et qu'il n'y a pas de débris ni de déchets de construction.2. Retirer régulièrement les déchets du chantier.3. Prendre des dispositions pour obtenir les permis des autorités compétentes pour l'élimination des déchets de construction.4. Fournir des bacs à déchets sur le chantier pour la collecte de tous les déchets de construction.5. N'utiliser que les matériaux de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer et suivre les instructions du fabricant du produit de nettoyage.6. Planifier les activités de nettoyage de façon à ce que la poussière, les débris et autres contaminants ne tombent pas sur des surfaces humides ni sur de la peinture fraîche et ne contaminent pas les systèmes de l'immeuble.7. Tous les systèmes de CVCA (équipement et conduites) seront nettoyés à l'aide d'un aspirateur avant l'achèvement du projet.
22	Réutilisation/conservation des matériaux	Entreposer les matériaux devant être réutilisés jusqu'au moment où ils pourront être intégrés au travail final.
23	Permis	Le CC est responsable d'obtenir des autorités compétentes tous les permis. Toutes les demandes, tous les frais et la planification des inspections des autorités compétentes sont la responsabilité du CC.
24	Procédures de mise en service/clôture	Il incombe au CC de présenter les procédures et le plan de mise en service pour approbation. Le CC doit entreprendre le processus de mise en service conformément au plan approuvé et prouver le rendement optimal de tous les systèmes et de toutes les composantes de l'immeuble. Cela inclut les systèmes de communication et de sécurité du SCC.



		<p>Toutes les inspections seront documentées pour examen par le représentant du Service. Les problèmes de qualité et les lacunes seront communiqués au représentant du Service avec la mesure corrective proposée. Par la suite :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Informer par écrit le représentant du Service de l'achèvement satisfaisant des travaux correctifs.2. Le représentant du Service ou le consultant désigné procédera à des inspections aléatoires des travaux.3. Confirmer que tous les déchets ont été éliminés conformément aux permis et règlements applicables.
25	Documents à remettre à l'achèvement des travaux	<p>Dans les quatre semaines suivant la phase de mise en service du projet, le CC :</p> <ol style="list-style-type: none">1. fournira les dessins de recolement tel que mentionné à la section 2.3.3;2. fournira, en plus des documents énumérés à la section 2.3.3, deux ensembles de dessins de recolement en copie papier pleine grandeur et deux CD au service de F et E de l'établissement;3. donnera au personnel de F et E de l'établissement une séance de formation d'une demi-journée de même que des manuels. La formation inclura tous les systèmes de l'immeuble et l'équipement installé pendant le projet;4. fournira toute la documentation de garantie et l'inventaire des pièces de rechange au service de F et E de l'établissement. Voir la section 3.12.1 du cadre de référence;5. présentera une demande de déblocage des retenues qui sera acceptée sous réserve de la présentation des documents à remettre à l'achèvement des travaux et à l'achèvement des travaux impossibles à effectuer en hiver. Le représentant du Service peut autoriser le déblocage des retenues, à condition que des fonds suffisants soient retenus aux fins du paiement final.
26	Déblocage des retenues	<p>La demande de paiement final sera acceptée uniquement lorsque les tâches liées aux produits à livrer, aux documents à remettre à l'achèvement des travaux et aux travaux saisonniers seront terminées.</p>



5. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

5.1. Généralités

5.1.1. OBJET

1. Préciser des questions de sécurité liées à la construction et aux opérations/installations du SCC.

5.1.2. DÉFINITIONS

1. « Objets interdits » s'entend :
 1. des substances intoxicantes, y compris les boissons alcoolisées, les drogues et les narcotiques;
 2. des armes ou leurs pièces constitutives, munitions ainsi que tout objet conçu pour tuer, blesser ou immobiliser, ou modifié à ces fins, dont la possession n'a pas été autorisée;
 3. des explosifs ou bombes, ou leurs pièces constitutives;
 4. des devises excédant la limite prévue de 50 \$;
 5. de toutes autres choses non décrites ci-dessus possédées sans autorisation et susceptibles de mettre en danger la sécurité d'une personne ou du pénitencier.
2. « Articles de fumeur non autorisés » s'entend des articles permettant de fumer, comme les cigarettes, les cigares, le tabac, le tabac à chiquer, les rouleuses à cigarettes, les allumettes et les briquets.
3. « Véhicule commercial » désigne tout véhicule motorisé utilisé pour l'expédition des matériaux, de l'équipement et des outils nécessaires pour le projet de construction.
4. « SCC » désigne le Service correctionnel du Canada.
5. « Directeur de la sécurité » ou « directeur » s'entend de l'agent de sécurité en établissement, du directeur d'établissement ou du directeur, selon le cas.
6. « Employés de la construction » désigne les personnes travaillant pour le compte de l'entrepreneur général, des sous-traitants, des conducteurs d'engins, des fournisseurs de matériaux, des entreprises de vérification et d'inspection et des organismes de réglementation.
7. « Représentant du Service » s'entend du gestionnaire de projet représentant le Service correctionnel du Canada.
8. « Périmètre » s'entend de la zone clôturée ou close de murs de l'établissement visant à restreindre les déplacements des détenus.
9. « Limites du chantier » s'entend de la zone indiquée dans les dessins joints au contrat et où l'entrepreneur sera autorisé à travailler. Cette zone peut être isolée de la zone de sécurité de l'établissement ou non. Le secteur de mise en chantier désigné se trouvera dans les limites du chantier.

5.1.3. PROCÉDURES PRÉLIMINAIRES

1. Avant le début des travaux, l'entrepreneur rencontrera le directeur de la sécurité ou son représentant afin :
 1. de discuter des étapes, de la nature et de la portée de toutes les activités visées par le projet.
 2. d'établir des procédures de sécurité mutuellement acceptables, conformément à la présente directive et aux exigences particulières de l'établissement.
2. L'entrepreneur doit :



1. s'assurer que tous les employés de la construction connaissent les exigences en matière de sécurité;
2. veiller à ce qu'un exemplaire des exigences de sécurité soit facilement accessible sur le chantier en tout temps.
3. coopérer avec le personnel de l'établissement afin de s'assurer que tous les employés de la construction respectent les exigences de sécurité.

5.1.4. EMPLOYÉS DE LA CONSTRUCTION

1. Remettre au directeur de la sécurité une liste des noms et dates de naissance de tous les employés de la construction qui seront amenés à travailler sur le chantier ainsi qu'un formulaire d'autorisation de sécurité pour chaque employé.
2. Aucun employé ne pourra pénétrer dans l'établissement sans une cote de sécurité valide et une carte d'identité avec photo récente comme un permis de conduire décerné par les autorités provinciales. Les cotes de sécurité obtenues auprès d'autres établissements du SCC ne sont pas valides dans l'établissement où doivent avoir lieu les travaux.
3. Le directeur peut exiger la prise d'une photo du visage des employés de la construction. Ces photos peuvent ensuite être affichées à des endroits appropriés dans l'établissement ou versées dans une base de données électroniques aux fins d'identification. Le directeur peut exiger que des cartes d'identité avec photo soient fournies à tous les employés de la construction. Le cas échéant, les cartes d'identité sont laissées à l'entrée désignée de l'établissement où les employés de la construction les récupèrent à leur arrivée. Les employés doivent alors porter leur carte d'identité sur eux, à un endroit visible, en tout temps pendant leur séjour dans l'établissement. Cette exigence doit être confirmée avec le représentant du Service.
4. Toute personne susceptible de poser un risque pour la sécurité se verra interdire l'accès à l'établissement.
5. Toute personne employée sur le chantier de construction sera immédiatement renvoyée de l'établissement dès lors qu'elle :
 1. semble avoir les facultés affaiblies par l'alcool, les drogues ou les narcotiques;
 2. affiche un comportement inhabituel ou désordonné;
 3. est en possession d'objets interdits.

5.1.5. VÉHICULES

1. Dans le cas où un véhicule est laissé sans surveillance sur la propriété du SCC, il faut fermer les vitres, verrouiller les portières et le coffre et retirer les clés du véhicule. Les clés doivent demeurer en la possession du propriétaire du véhicule ou d'un employé de l'entreprise propriétaire du véhicule. L'établissement exige que le réservoir de carburant de tout véhicule ou équipement motorisé utilisé sur le chantier soit muni d'un bouchon pouvant être verrouillé.
2. Le directeur peut, en tout temps, limiter le nombre et le type de véhicules admis dans l'enceinte de l'établissement.
3. Il n'est pas nécessaire que les conducteurs de véhicules livrant des matériaux pour les travaux présentent une cote de sécurité, mais ils ne doivent pas s'éloigner de leur véhicule pendant que ce dernier se trouve sur la propriété de l'établissement. Le directeur peut exiger que ces véhicules soient escortés par des membres du personnel ou des commissionnaires de l'établissement pendant qu'ils se trouvent sur le site de l'établissement.

4. Si le directeur autorise que des remorques soient laissées à l'intérieur du périmètre sécurisé de l'établissement, leurs portes doivent être verrouillées en tout temps. Toutes les fenêtres doivent être bien verrouillées s'il n'y a personne dans la remorque. Toutes les fenêtres de remorque doivent être recouvertes de grillages en métal déployé. Toutes les remorques de stockage stationnées à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre doivent être verrouillées lorsqu'elles ne sont pas utilisées.

5.1.6. STATIONNEMENT

1. Le directeur désigne les aires de stationnement mises à la disposition des employés de la construction. Il leur sera interdit de garer leur véhicule ailleurs, sous peine de se le faire enlever.

5.1.7. EXPÉDITIONS

1. Tous les envois de matériaux, d'équipement et d'outils requis pour les travaux doivent porter le nom de l'entrepreneur pour éviter toute confusion avec les envois de l'établissement. L'entrepreneur doit confier la réception de toute livraison ou tout envoi à ses propres employés présents sur place.
2. Le personnel du SCC n'acceptera PAS de livraison ni d'envoi de matériaux, d'équipement ou d'outils liés aux travaux.

5.1.8. TÉLÉPHONES

1. Aucun appareil téléphonique, télécopieur ou ordinateur (avec accès à Internet) ne peut être installé à l'intérieur du périmètre de l'établissement sans l'approbation préalable du directeur.
2. Le directeur veillera à ce que les appareils téléphoniques, télécopieurs et ordinateurs avec accès à Internet approuvés soient installés hors de la portée des détenus. Les ordinateurs seront tous protégés par un mot de passe approuvé qui empêchera les personnes non autorisées de se connecter à Internet.
3. Les téléphones cellulaires et numériques sans fil, notamment les appareils de messagerie téléphonique, les téléavertisseurs, les appareils BlackBerry et les appareils téléphoniques utilisés comme appareils radios émetteurs-récepteurs, sont interdits à l'intérieur du périmètre de l'établissement à moins qu'ils n'aient été approuvés par le directeur. Si les téléphones cellulaires sont permis, il sera interdit à leur propriétaire de permettre aux détenus de s'en servir.
4. Le directeur peut approuver l'utilisation d'appareils radios émetteurs-récepteurs tout en imposant certaines restrictions.

5.1.9. HEURES DE TRAVAIL

1. Les heures de travail dans l'établissement sont du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h.
2. Aucun travail ne pourra être exécuté les fins de semaine et les jours fériés sans la permission du directeur. Un préavis d'au moins sept jours est requis pour obtenir l'autorisation nécessaire. En cas d'urgences ou d'autres circonstances particulières, le directeur peut exempter l'entrepreneur de fournir ce préavis ou réduire le délai prévu.

5.1.10. TRAVAIL EN DEHORS DES HEURES NORMALES DE TRAVAIL

1. Le travail en dehors des heures normales ne sera pas permis sans l'autorisation du directeur. Le CC donnera au directeur un préavis d'au moins quarante-huit (48) heures expliquant la raison du prolongement des heures de travail. Si une situation d'urgence exige des heures supplémentaires, par exemple, pour couler du béton ou rendre la construction sûre et sécuritaire, l'entrepreneur en informera le directeur dès qu'il sera mis au courant et suivra

les directives que le directeur lui donnera. Les coûts que ces situations feront encourir à l'État seront imputés à l'entrepreneur.

2. Lorsque des travaux doivent être effectués en temps supplémentaire ou pendant le week-end ou des jours fériés et que lesdits travaux sont approuvés par le directeur, le directeur ou son représentant désigné peut affecter des employés supplémentaires pour assurer la surveillance et la sécurité. Le représentant du Service peut assigner d'autres employés à des activités d'inspection des travaux de construction. L'État se réserve le droit de réclamer le remboursement des coûts réels que ces affectations supplémentaires lui feront encourir.

5.1.11. OUTILS ET ÉQUIPEMENT

3. Conserver et tenir à jour quotidiennement une liste complète des outils et de l'équipement sur le chantier. La liste doit être accessible pour inspection au besoin. Les listes d'outils doivent comprendre les objets suivants, ainsi que tout outil rapporté et tout élément d'outil jetable, comme les lames jetables, etc.
 1. Outils à emploi restreint (dont l'utilisation sur le chantier doit faire l'objet d'une autorisation spéciale). Le lieu de rangement des outils à emploi restreint sera fourni par le directeur de la sécurité du SCC. Voici des exemples d'outils à emploi restreint :
 1. outils explosifs (pistolet Hilti, etc.);
 2. coupe-boulons;
 3. acides;
 4. vérins à boudins (hydrauliques);
 5. couteaux (autres que les couteaux à tout faire et les ustensiles approuvés);
 6. ciseaux à métal;
 7. clés ajustables d'une longueur de 10 po ou plus;
 8. cisailles de ferblantier;
 9. pinces de monteur de lignes;
 10. dispositifs de découpage de métaux;
 11. lames de scie à métaux, barres de démolition ou traverses;
 12. limes;
 13. pince-étaux munies de mâchoires de coupe;
 14. pics;
 15. outils électriques portables, susceptibles de couper ou de forer (scie circulaire portative, scie sauteuse et moteurs d'entraînement);
 16. équipement et accessoires de soudage;
 17. cordes, grosses cordes;
 18. haches;
 19. échelles;
 20. essence, charbon, huiles (y compris la térébenthine);



21. laques et agents de scellement;
 22. ammoniacque pure;
 23. pistolets et agrafeuses pneumatiques;
 24. bouteilles de propane.
2. Outils à emploi non restreint :
 1. Outils d'usage courant, mais ne pouvant pas servir à préparer une évasion.
 3. La liste des outils et de l'équipement fournie ci-dessus doit être tenue à jour pendant toute la durée des travaux.
 4. Les outils et l'équipement doivent être sous surveillance constante, notamment les outils électriques et fonctionnant à cartouche, les cartouches, les limes, les lames de scie, les scies au carbure, les câbles, les cordes, les échelles et les vérins.
 5. Les outils et l'équipement doivent être rangés dans des endroits sécurisés approuvés.
 6. Tous les coffres à outils doivent être verrouillés lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Les employés de l'entrepreneur doivent avoir les clefs en leur possession en tout temps. Les échafaudages doivent être gardés dans un endroit sûr et fermé à clé lorsqu'ils ne sont pas érigés et, s'ils le sont, doivent l'être en toute sécurité, comme convenu avec le responsable désigné ou le directeur de l'établissement.
 7. Le directeur doit être immédiatement informé de tout outil ou équipement manquant ou perdu.
 8. Le directeur doit veiller à ce que des membres du personnel de sécurité vérifient les outils et l'équipement de l'entrepreneur en se référant à la liste fournie par ce dernier. Ces vérifications peuvent se faire aux moments suivants :
 1. Au début et à la fin de chaque projet de construction;
 2. Toutes les semaines, dans les cas où le projet de construction dure plus d'une semaine;
 3. Au hasard (contrôles effectués par le personnel de sécurité afin d'assurer le rangement adéquat, l'inventaire et la sécurité des outils tout au long des travaux).
 4. Certains outils et certaines pièces d'équipement comme les cartouches et les lames de scie à métaux sont des articles très contrôlés. Au début de la journée, l'entrepreneur se verra remettre une quantité suffisante de ces articles pour effectuer les travaux prévus au cours de la journée. Il devra remettre les lames/cartouches utilisées au représentant du directeur à la fin de chaque jour de travail.
 9. Si l'entrepreneur emploie du propane ou du gaz naturel pour chauffer le chantier, le directeur exigera que l'un de ses employés surveille le chantier de construction pendant les heures non ouvrables.

5.1.12. CLÉS

1. Clés de l'équipement de sécurité
 1. L'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires avec le fournisseur/installateur de l'équipement de sécurité pour que les clés

soient livrées directement à l'établissement, plus particulièrement au préposé à l'entretien de l'équipement de sécurité (PEES).

2. Le PEES remet à l'entrepreneur un reçu pour les clés destinées à l'équipement de sécurité.
3. L'entrepreneur fournira une copie du reçu mentionné ci-dessus au représentant du Service ou à l'employé de chantier désigné.

2. Autres clés

1. L'entrepreneur doit utiliser des serrures à barillets standard pendant la durée des travaux de construction.
2. L'entrepreneur doit communiquer des directives à ses employés et sous-traitants, au besoin, pour veiller à ce que les clés utilisées sur le chantier soient gardées en lieu sûr.
3. À la fin de chaque phase des travaux de construction, le représentant du SCC, de concert avec le fabricant des verrous :
 1. prépare une liste des clés permanentes;
 2. accepte les clés permanentes et les barillets directement du fabricant des verrous;
 3. prend les dispositions nécessaires pour retirer et retourner les rotors provisoires et installer les rotors permanents dans tous les verrous.
4. Au moment de commencer à utiliser des clés de sécurité permanentes, le représentant du SCC chargé de surveiller la construction doit obtenir les clés requises du PEES et ouvrir les portes à la demande de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit informer ses employés que toutes les clés de sécurité doivent demeurer en la possession du représentant du SCC surveillant la construction, et ce, en tout temps.

5.1.13. ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ

1. Il faut rendre au directeur de l'établissement tout l'équipement de sécurité retiré afin qu'il soit éliminé ou conservé en lieu sûr jusqu'à ce qu'il soit nécessaire de le réinstaller.

5.1.14. MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE

1. Les employés de l'entrepreneur devant prendre des médicaments délivrés sur ordonnance pendant leur journée de travail doivent demander au directeur l'autorisation d'apporter uniquement leur dose quotidienne dans l'établissement.

5.1.15. RESTRICTIONS CONCERNANT LE TABAC

1. Il est interdit aux entrepreneurs et aux employés de la construction de fumer dans le périmètre de l'établissement correctionnel, à l'intérieur comme à l'extérieur, et d'avoir en leur possession des articles de fumeur non autorisés.
2. Les entrepreneurs et les employés de la construction qui enfreignent cette politique se feront demander de cesser immédiatement de fumer ou de se départir de tout article de fumeur non autorisé se trouvant en leur possession. S'ils n'obtempèrent pas à la demande, ils seront priés de quitter l'établissement.
3. La consommation de tabac n'est permise qu'à l'extérieur du périmètre de l'établissement correctionnel, à l'endroit désigné par le directeur.

5.1.16. OBJETS INTERDITS

1. Les armes, munitions, explosifs, boissons alcoolisées, drogues et narcotiques sont interdits sur la propriété de l'établissement. Le SCC a une politique de « tolérance zéro » de la possession d'objets interdits.
2. Le directeur doit être immédiatement informé de la découverte d'objets interdits sur le chantier et de l'identité de toute personne responsable de la présence de ces objets interdits.
3. Les entrepreneurs feront preuve de vigilance avec leur personnel et le personnel des sous-traitants et des fournisseurs, car la découverte d'objets interdits pourrait mener à l'annulation de l'autorisation de sécurité des employés touchés. Les infractions graves pourraient entraîner l'expulsion de l'entreprise par l'établissement.
4. La présence d'armes et de munitions dans les véhicules des entrepreneurs, des sous-traitants et des fournisseurs ou de leurs employés aura pour effet d'annuler immédiatement la cote de sécurité du chauffeur du véhicule visé. Cela peut aussi entraîner l'annulation du contrat de construction.

5.1.17. FOUILLES

1. Tous les véhicules et personnes pénétrant dans l'enceinte de l'établissement correctionnel peuvent être fouillés.
2. Lorsque le directeur a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un employé de l'entrepreneur a en sa possession des objets interdits ou non autorisés, il peut ordonner que cette personne soit fouillée.
3. Tout employé qui entre dans l'établissement peut faire l'objet d'un contrôle de ses effets personnels pour établir s'ils contiennent des résidus de drogues interdites.

5.1.18. ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

1. L'accès à l'établissement après les heures de travail normales est interdit aux employés de la construction et aux véhicules commerciaux sans l'approbation du directeur.

5.1.19. DÉPLACEMENTS DES VÉHICULES

1. Les véhicules commerciaux sous escorte seront autorisés à entrer dans l'établissement et à en sortir en utilisant l'accès réservé aux véhicules durant les heures suivantes :
 1. 8 h à 15 h 30 (ou pendant les heures de travail approuvées).
2. L'entrepreneur doit informer le directeur, vingt-quatre (24) heures d'avance, de l'arrivée de pièces d'équipement lourd (par exemple, camions malaxeurs, grues, etc.)
3. Les véhicules servant au chargement de terre ou de débris et les autres véhicules qu'il est impossible de fouiller doivent être sous la surveillance continue d'employés ou de commissionnaires du SCC relevant directement du directeur.
4. Les véhicules commerciaux seront seulement autorisés à accéder au terrain de l'établissement lorsque l'entrepreneur ou son représentant atteste que leur contenu est exclusivement indispensable à l'exécution du projet de construction.
5. L'accès au terrain de l'établissement sera refusé à tout véhicule qui, selon le directeur, contient du matériel ou de l'équipement pouvant nuire à la sécurité de l'établissement.
6. La présence de véhicules particuliers appartenant à des employés de la construction à l'intérieur du périmètre de sécurité des établissements à



sécurité moyenne ou maximale est interdite sans l'autorisation du directeur.

7. Moyennant l'approbation préalable du directeur, un véhicule peut être utilisé matin et soir pour assurer le transport d'un groupe d'employés jusqu'au chantier. Ce véhicule ne doit pas rester dans l'établissement durant le reste de la journée.
8. Moyennant l'approbation du directeur, certaines pièces d'équipement peuvent demeurer sur le chantier pendant la nuit ou la fin de semaine. Cet équipement doit être conservé sous clé, et la pile doit être retirée (ou une pièce constitutive faisant en sorte que le véhicule ou l'équipement ne pourra être utilisé). Le directeur peut exiger que l'équipement soit fixé à un autre objet solide au moyen d'une chaîne et d'un cadenas.

5.1.20. DÉPLACEMENTS DES EMPLOYÉS DE LA CONSTRUCTION DANS L'ENCEINTE DE L'ÉTABLISSEMENT

1. Sous réserve des exigences en matière de sécurité opérationnelle, le directeur ne doit pas restreindre indûment les activités et les déplacements de l'entrepreneur et de ses employés.
2. Cela dit, malgré les dispositions énoncées ci-dessus, le directeur peut :
 1. interdire ou restreindre l'accès à une partie de l'établissement;
 2. permettre l'accès uniquement sous la supervision directe d'un agent correctionnel;
 3. permettre l'accès sous la supervision d'un commissionnaire.
3. Les employés doivent tous rester sur le chantier au moment du repas du midi et des pauses café/santé. Les employés ne sont autorisés à manger ni dans le salon des agents, ni dans la salle à manger.

5.1.21. SURVEILLANCE ET INSPECTION

1. Les membres du personnel de sécurité du SCC sont tenus de surveiller et de vérifier toutes les activités de construction et tous les mouvements de personnel et de véhicules qui y sont liés afin de s'assurer que les exigences de sécurité établies sont respectées.
2. À l'occasion, les membres du personnel du SCC procéderont à des vérifications et à des fouilles aléatoires pour s'assurer que les employés de la construction respectent les exigences liées à la sécurité. Il incombe au CC d'informer les sous-traitants et les gens de métier des exigences liées à la sécurité.

5.1.22. ARRÊT DES TRAVAUX

1. Le directeur se réserve le droit d'interdire à tout moment l'accès au chantier à l'entrepreneur, à ses employés, à ses sous-traitants et à leurs employés ou de leur demander de quitter immédiatement les lieux pour des questions de sécurité inhérentes à l'établissement. Le superviseur du chantier de l'entrepreneur devra noter le nom de l'auteur de la demande ainsi que l'heure où elle a été faite et obéir à l'ordre le plus rapidement possible. L'entrepreneur doit informer le représentant du Service dans les 24 heures du retard causé à l'avancement des travaux.

5.1.23. CONTACT AVEC LES DÉTENUS

1. Sauf autorisation expresse, il est interdit d'entrer en contact avec des détenus, de communiquer avec eux, de recevoir des objets d'eux ou de leur donner des objets. Tout employé pris en faute sera retiré du chantier et sa cote de sécurité sera annulée.
2. Il est interdit de prendre des photos des détenus, des membres du personnel

du SCC ou de toute section de l'établissement autrement qu'aux fins requises dans le cadre de ce contrat.

3. Une permission préalable est requise pour transporter dans l'établissement un appareil photo ou un appareil capable de prendre des photos.

5.1.24. ACHÈVEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION

1. À la fin des travaux de construction ou au moment de la restitution du chantier des travaux au SCC, l'entrepreneur doit retirer les matériaux, les outils et l'équipement de construction qui, selon le contrat de construction, ne doivent pas demeurer dans l'établissement.
2. Au moment de fermer le bureau du chantier, le CC procédera à un nettoyage final du secteur. Il s'assurera que toutes les clés, les cartes d'identité et autres articles ont été rendus et qu'il n'a pas oublié d'échelle, d'équipement, de matériel ni d'outils.

6. PIÈCES JOINTES :

- ANNEXE A – Spécifications de l'utilisateur relatives au cadre de référence
- ANNEXE B – Plan d'ensemble de la cuisine
- ANNEXE C – Information sur le chantier
- ANNEXE D – Dessins d'atelier des services sur le chantier
- ANNEXE E – Rapport géotechnique (d'un autre chantier)
- ANNEXE F – Établissement de Bowden – plan de situation du secteur de l'annexe
- ANNEXE G – Liste d'équipement de cuisine nécessitant une installation
- ANNEXE H - Liste d'équipement de cuisine fournis et installés par DB
- ANNEXE I - Spécifications génériques de l'Ontario cuisine projet Annexe
- ANNEXE K - Spécifications de l'équipement (#1 à #18)
